

Chapitre IV — Le rétablissement de la situation alliée à la Somme et l'effort allemand dans les Flandres.

Directive du général Foch en vue d'une offensive franco-britannique pour dégager Amiens, 3 avril. – attaque allemande dans les Flandres, 9 avril ; mouvements vers le nord des réserves françaises. – extension et renforcement du front d'attaque ennemi, 11 avril ; des unités françaises sont envoyées dans les Flandres, 12 et 13 avril ; inquiétudes de l'état-major anglais, 14 avril ; les Belges s'étendent jusqu'au nord d'Ypres, 18 avril. – attaques allemandes sur les monts de Flandre, prise de Bailleul, 15 avril ; nouvel envoi de forces françaises dans le nord, 16 avril ; les Anglais envisagent une retraite, intervention du général Foch, 16, 17 et 18 avril. – constitution d'un détachement d'armée français dans les Flandres ; glissement général des réserves françaises vers le nord, 17-23 avril. – prise de Villers-Bretonneux, 23 avril ; contre-attaque heureuse des Australiens. – nouveaux efforts ennemis dans les Flandres ; prise du mont Kemmel, 25 avril ; transport de forces françaises importantes ; repli anglais dans le saillant d'Ypres, 27 avril ; nouvelle intervention du général Foch et nouvel envoi de divisions françaises ; fin de la bataille, 8 mai. – coup d'oeil d'ensemble sur cette bataille et ses conséquences, appel fait aux divisions américaines.

Après avoir obtenu ce premier résultat de colmater rapidement et par des moyens de fortune la violente déchirure produite dans le front franco-britannique par l'offensive allemande du 21 mars, il importait d'abord de consolider le nouveau front par une organisation méthodique de la défensive et par la constitution de réserves, comme aussi d'assurer les besoins des troupes et ceux de la population, en reprenant, par des actions offensives, certaines parties du terrain conquis par l'ennemi, sans la possession desquelles la satisfaction de ces besoins restait compromise. De là, les instructions du 3 avril au maréchal Haig et au général Pétain, d'une part en vue de l'organisation d'un front solide au nord de la Somme, d'autre part en vue d'une offensive au sud de cette rivière, pour dégager Amiens :

L'ennemi est aujourd'hui arrêté d'Arras à l'Oise. Sur ce front il peut reprendre l'offensive :

- a) facilement au nord de la Somme, et en particulier dans la région d'Arras, grâce aux nombreuses voies ferrées dont il dispose ;
- b) plus difficilement au sud, les voies ferrées qu'il a conquises étant moins nombreuses que les précédentes, en mauvais état, et en partie sous notre canon...

Nous pouvions donc nous attendre :

Sur le front nord de la Somme à une offensive, peut-être même à une forte offensive ; au sud à une offensive moindre ou retardée.

Du point de vue de nos intérêts, il nous fallait éloigner le plus tôt possible l'ennemi :

1. De la voie ferrée Saint-Just, Breteuil, Amiens ;
2. Du noeud de chemin de fer d'Amiens.

Et pour cela :

1. L'attaquer au sud de la Somme dans la région de Montdidier ;
2. L'attaquer à cheval sur la Somme, de la Luce à l'Ancre.

Nous poursuivions ainsi d'ailleurs la réalisation des idées maîtresses qui avaient dirigé jusqu'ici nos opérations, affermir la liaison des armées françaises et britanniques, et couvrir Amiens. D'autre part, sans prétendre à des résultats décisifs, nous pouvions, grâce à la forme en équerre de notre front, infliger à l'ennemi un sérieux échec par une offensive sur et au sud de la Somme, qui serait la meilleure parade à son attaque possible au nord de la rivière.

... ces considérations amènent à fixer ainsi qu'il suit la tâche des armées alliées pour la prochaine période des opérations :

1. Aussitôt que possible, offensive des armées françaises dans la région de Montdidier, visant à dégager la voie ferrée Saint-Just, Amiens, et mettant à profit la forme avantageuse de notre front pour rejeter vers l'est l'ennemi dans l'Avre, et pousser vers le nord en direction de Roye ;

2. Offensive des armées anglaises à cheval sur la Somme en direction de l'est, de la Luce à l'Ancre, visant à dégager Amiens.

Il y aurait le plus grand intérêt à exécuter simultanément ces deux offensives dont les directions se conjuguent heureusement.

MM. les commandants en chef sont en conséquence priés de vouloir bien faire connaître la date à laquelle ils estiment pouvoir entreprendre ces opérations qu'il importe de faire dans le plus bref délai...

En outre, pour parer à de nouvelles tentatives de l'ennemi au nord de la Somme, il convenait de prendre de ce côté toutes dispositions défensives, tant en ce qui concernait le terrain que les réserves. Les commandants en chef britannique et français étaient par suite invités à organiser rapidement le front compris entre Arras et Albert. Dans le même ordre d'idées, le général Pétain **devait maintenir une réserve française dans la région au nord de Beauvais et en préparer le transport vers le nord...** J'avais déjà entretenu de ces questions le général Pétain dans l'après-midi du 2 avril et examiné avec lui les conditions de réalisation du côté français. Le 4 avril, le général Weygand se rendait à son tour à Montreuil pour voir avec le maréchal Haig comment l'état-major britannique comptait appliquer la directive ci-dessus. La tâche essentielle qui sollicitait actuellement l'activité du maréchal devait être la défense du front anglais de la région d'Arras aux abords de la Somme ; j'insistais particulièrement sur ce point dans une lettre que j'écrivais au commandant en chef des armées britanniques, en lui faisant observer que l'intervention des réserves françaises sur le front anglais nécessiterait encore un certain délai, et que, par conséquent, les dispositions de l'armée anglaise devaient lui permettre de durer même en présence d'une très puissante attaque ennemie. Le maréchal qui, d'après les derniers renseignements reçus, s'attendait à une forte offensive allemande sur le front Béthune-Arras, aurait désiré que le concours des troupes françaises lui fût dès à présent accordé sous forme soit d'une grande offensive destinée à détourner et absorber les disponibilités allemandes qui le menaçaient, soit d'une relève des troupes britanniques au sud de la Somme, soit encore de la constitution d'une réserve française, en zone anglaise, dans la région de Saint-Pol. Je m'entretenais avec lui de ces différentes questions, dans l'après-midi du 7 avril, à Aumale, bien désireux de lui donner satisfaction dans la mesure du possible, mais soucieux

également de ne point disperser ou dépenser prématurément les disponibilités françaises. à l'issue de cette réunion, il était décidé que quatre divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie françaises, prélevées sur la réserve de Beauvais, seraient remontées en zone anglaise jusqu'à l'ouest d'Amiens ; elles seraient prêtes de là à libérer des réserves britanniques, en cas de forte attaque ennemie dans la région d'Arras. En ce qui concernait la préparation de l'offensive franco-britannique à mener au sud de la Somme, les grandes lignes en étaient déjà fixées ; j'en précisais le but immédiat : reconquérir au plus tôt le front Moreuil-Demuin-Aubencourt-Warfusée, et je chargeais le général Fayolle d'établir l'entente nécessaire dans ce but entre la 1^{ère} armée française et la 4^{ème} Armée britannique. Le lendemain 8 avril, le général Fayolle réunissait à Breteuil le général Debeney et le général Rawlinson et arrêtait avec eux les conditions de l'attaque en tenant compte des moyens réduits dont disposait la 4^e armée britannique ; cette attaque était fixée en principe au 12 avril. Mais nous étions devancés dans l'exécution de ce projet. L'attaque n'avait pas lieu à cette date. Le 9, en effet, les Allemands entamaient dans les Flandres une puissante offensive qui absorbait les réserves britanniques et une partie des réserves françaises. Dès le 10, le maréchal Haig m'informait que je ne devais plus compter sur le concours de la 4^e armée anglaise pour l'attaque au sud de la Somme ; et le général Pétain, invité à continuer la préparation d'une attaque française contre le front Moreuil-Demuin, en la prolongeant au besoin vers le nord, faisait savoir que le général Fayolle ne disposait plus lui-même de forces suffisantes pour escompter un succès. Il devait se borner à une opération de détail dans la région de Moreuil. Cette opération était exécutée avec succès le 18 avril par la 1^{ère} armée française.

L'offensive allemande dans les Flandres (9 avril)

En effet, depuis le 9 avril, une nouvelle grande bataille se livrait dans les Flandres. Ce jour-là, la VI^e Armée allemande (Von Quast), mettant en ligne neuf divisions, attaquait entre La Bassée et Armentières les positions tenues par trois divisions anglaises et une division portugaise de la 1^{ère} armée britannique (général Horne) . Surprise dans une opération de relève, la division portugaise était rejetée ; une brèche s'ouvrait dans le front anglais ; l'ennemi poussait droit au centre sur Laventie, dépassait cette localité, atteignait la Lys entre Estaires et Sully. Le 10, il poursuivait son effort au nord, vers Messines, par l'entrée en ligne de cinq nouvelles divisions ; il englobait ainsi dans son attaque la droite de la 2^{ème} Armée britannique (général Plumer). Armentières et Messines tombaient en son pouvoir ; il franchissait la Lys sur le front de vingt-cinq kilomètres, qui s'étendait du Touquet à Estaires ; il s'avancait vers l'ouest en direction d'Hazebrouck-Saint-Omer.

Dès le premier jour de l'attaque allemande, je m'étais préoccupé de préparer l'intervention en zone britannique de la réserve française alors en voie de réunion à l'ouest d'Amiens. Dans ce but, il avait été décidé, d'accord avec le maréchal Haig, que cette réserve disposerait, pour déboucher éventuellement au nord de la Somme, des ponts de Montières, Dreuil-Les-Amiens, Ailly-Sur-Somme et Picquigny. Cette décision ne satisfaisait pas entièrement le maréchal. Encore sous le coup de la bataille de Picardie, il voyait les Allemands s'acharner derechef contre ses troupes ; il comptait sur un appui plus immédiat et plus direct des Français. Mais, si désireux que je fusse de rétablir la confiance anglaise, je ne pouvais cependant engager encore les divisions françaises en voie de réunion, sans être fixé davantage sur les véritables intentions de l'ennemi. L'attaque en cours dans les Flandres n'avait jusqu'ici comporté qu'une faible partie des

disponibilités allemandes ; les effectifs mis en ligne par l'adversaire, aussi bien que l'étendue du front et la direction nouvelle de son attaque, permettaient de supposer qu'il visait, pour le moment, moins une offensive à caractère décisif qu'une diversion destinée à attirer les réserves alliées et à couvrir une action plus importante engagée dans une autre région. Il nous fallait ménager l'engagement de nos réserves. Les moyens dont disposait le maréchal Haig devaient actuellement lui suffire. Ils comprenaient la presque totalité des divisions britanniques de deuxième ligne, auxquelles le maréchal avait fait appel. Par là, il était permis d'escompter que l'irruption allemande serait sans retard endiguée et qu'en tout état de cause aucune portion de territoire non attaquée par l'ennemi ne serait volontairement évacuée ; j'appelais tout spécialement l'attention du grand quartier général de Montreuil sur ce dernier point.

Cependant, il fallait également prévoir que l'ennemi, poursuivant son effort dans les Flandres en direction de Saint-Omer ou de Dunkerque, pourrait réussir à absorber toutes les disponibilités anglaises, et que, revenant alors à son plan initial, il développerait une offensive puissante sur Arras, en direction d'Abbeville. Il était évident que, dans ce cas, les réserves françaises présentement réunies au sud de la Somme seraient trop loin de leur champ éventuel d'action. Il nous fallait les remonter sans retard. Aussi, après en avoir entretenu le général Pétain à son poste de commandement dans l'après-midi du 10 avril, je prescrivais que la 10e armée serait disposée à cheval sur la Somme, de Picquigny à Amiens, en direction du front Doullens-Acheux, et que, derrière elle, la 5e armée viendrait jusqu'à la ligne Beauvais-Breteil.

Ce dispositif d'attente permettait de répondre à une double éventualité, en donnant aux réserves françaises la possibilité d'intervenir, suivant le cas, en vingt-quatre heures sur le front d'Artois et en quarante-huit heures sur celui des Flandres. Mais le maréchal Haig, impressionné par l'acharnement de l'ennemi contre les forces anglaises, n'en jugeait pas moins ces mesures insuffisantes, et, dans la soirée du 10, il m'écrivait pour demander instamment que les Français, relevant une partie du front anglais, prissent une part active à la bataille. L'anxiété qui se dégageait des lignes écrites par le maréchal m'engageait à partir d'urgence pour Montreuil ; et, après une conversation que j'eus dans la nuit avec sir Douglas, il était reconnu qu'une relève des troupes anglaises exigerait un délai que les circonstances ne permettaient pas ; que, d'autre part, une attaque allemande était toujours à craindre en Artois, et que, dans cette hypothèse, il fallait avoir le plus tôt possible au nord de la Somme un groupement de forces françaises à portée d'intervention du côté d'Arras.

Dans ce but, le général Pétain était invité à pousser, dès le 12 avril, les têtes de colonnes de la 10e armée jusqu'à hauteur de Villers-Bocage, et, en vue de donner aux Anglais un appui matériel dans le nord, à transporter une division française, la 133e, par chemin de fer sur Dunkerque. Les inquiétudes du maréchal Haig n'étaient point dénuées de fondement. L'ennemi, pour exploiter sans retard son succès du 9, avait élargi son front d'action. Le 11, la bataille s'étendait sur les trente kilomètres qui séparent le canal de La Bassée du canal d'Ypres à Comines ; elle se renforçait en même temps par l'arrivée de nouvelles divisions. Le 14 avril, vingt-cinq divisions allemandes seront en ligne. Cet accroissement de forces se traduisait par des progrès sensibles de l'ennemi vers Hazebrouck. Ayant franchi le canal de la Lawe, les troupes du général Von Quast s'emparaient de Locon, d'Estaires, et, plus au nord, d'Hollebeke. Dès le 12, Merville et Merris tombaient entre leurs mains et déjà leurs avant-gardes

venaient aux lisières de la forêt de Nieppe. Leur avance en profondeur atteignait ainsi dix-huit kilomètres.

En face de ce développement de la bataille, le maréchal Haig voyait ses ressources rapidement dépensées et jugeait plus que jamais indispensable le concours des Français dans les Flandres. Dans la soirée du 11, il m'envoyait à Sarcus son chef du 3e Bureau, le général Davidson, porteur d'une lettre dans laquelle il m'exposait l'épuisement des forces britanniques et concluait à la nécessité de concentrer immédiatement une masse française d'au moins quatre divisions entre Saint-Omer et Dunkerque. Dans cet entretien, il était établi avec le général Davidson que l'ensemble des réserves britanniques, y compris celles qui étaient encore à la droite de l'armée anglaise, au total dix-sept divisions, agissant avec les unités françaises en cours de transport vers le nord, devaient permettre au maréchal de rétablir la situation en avant d'Hazebrouck, à la condition de :

1. Contenir l'ennemi avec le minimum de forces en première ligne ;
2. L'arrêter définitivement sur la ligne Mont-Kemmel, Bailleul, forêt de Nieppe, vallée de la Clarence, mont Bernenchon, Hinges ;
3. Soutenir la défense par un système d'artillerie organisé, agissant en particulier sur les flancs de l'attaque.

Mais, en comprenant dans l'évaluation des moyens dont le maréchal Haig pouvait disposer sur la Lys les divisions anglaises maintenues jusqu'ici en réserve dans la région d'Arras, j'étais obligé par là même de confier la défense éventuelle de cette région aux réserves françaises, et j'étais ainsi amené à remonter la 10e armée jusqu'à la ligne Doullens, Vauchelles, qu'elle atteignait le 13 avril, après avoir passé en zone britannique. Le général Pétain, de son côté, portait vers le nord, jusqu'à hauteur d'Amiens, la 5e armée renforcée par des prélèvements sur le groupe d'armées de réserve, dont la tâche offensive n'était plus envisagée pour le moment ; il déplaçait également vers l'ouest le groupe de l'Oise (deux divisions), dont une partie venait sur la rive droite de cette rivière ; enfin il acheminait le 1er corps de cavalerie des Andelys vers Aumale. Le général Fayolle était invité à articuler immédiatement les réserves à sa gauche de manière à pouvoir, le cas échéant, soutenir la 4e armée britannique dans le secteur Luce-Somme. Enfin, le général Maistre, commandant la 10e armée, recevait des instructions concernant sa mission éventuelle sur le front d'Arras. La position principale de résistance, qui devait être tenue à tout prix en cas d'attaque ennemie, lui était fixée ainsi qu'à la 3e armée britannique ; son dispositif initial et son mode d'intervention dans la bataille lui étaient également indiqués.

Tout en prenant des dispositions d'ensemble pour préparer l'intervention éventuelle des divisions françaises entre Arras et la Somme, j'entendais aussi soutenir, dans toute la mesure du possible, le haut commandement britannique, aux prises avec les difficultés matérielles et morales de la bataille dans les Flandres. Dans la journée du 12, je décidais d'accentuer l'aide directe dont j'avais l'avant-veille jeté les premières bases. C'est ainsi que je donnais au 2e corps de cavalerie, en réserve dans la région d'Aumale, l'ordre de se mettre en route pour atteindre Saint-Omer dans la journée du 13 et y être en état de coopérer avec la 133e division française au renforcement de la 2e armée britannique. Le général Robillot, qui le commandait, venait prendre à Sarcus mes instructions, et, en lui indiquant sa mission dans le cadre général de la bataille en cours, j'insistais notamment sur le rôle de liaison qu'il aurait à remplir entre les

1ere et 2e armées anglaises. Quant au cadre général de la manoeuvre, je le concevais de la manière suivante :

1. Tenir à tout prix les deux flancs de la brèche :

a) au nord, *par l'occupation progressive de la ligne générale Mont-Kemmel, Cassel, face au sud ;*

b) au sud, *par l'occupation progressive de la ligne générale Béthune-Saint-Omer, face au nord-est.*

2. Entre ces deux flancs solidement tenus, ralentir puis arrêter l'ennemi de front par l'occupation face à l'est des points d'appui successifs du terrain.

En fait, les réserves anglaises, s'engageant jusqu'ici sur la direction la plus menacée, avaient été mises en ligne entre le canal de La Bassée et la voie ferrée Hazebrouck-Lille, c'est-à-dire sur le flanc sud de la brèche. Il fallait maintenant assurer le flanc nord, dont la défense était des plus importantes, car, si l'ennemi venait à se rendre maître des monts de Flandre et du mont Cassel, il menacerait dangereusement les forces alliées établies entre Ypres et la mer. La défense de ce flanc était confiée au général Plumer et à sa 2e armée britannique ; il importait de leur donner les moyens nécessaires pour l'assurer. C'est dans ce but qu'avait été décidé l'envoi de la 133e division et du 2e corps de cavalerie français ; mais ce secours pouvait devenir bientôt insuffisant. Aussi je demandais au général Pétain de préparer le transport vers le nord d'une autre division française prise au besoin parmi les unités en reconstitution ; ce sera la 28e division.

J'invitais de même le chef d'état-major de l'armée belge à mettre à la disposition du général Plumer celles des unités belges qui n'étaient pas indispensables à la tenue du front ; malheureusement le haut commandement belge, pour des raisons plus constitutionnelles que militaires, ne put donner suite à cette demande. J'envoyais, enfin, mon aide-major général, le colonel Desticker, à Cassel, pour poster au général Plumer des instructions, veiller à l'exécution et coordonner l'action des unités françaises transportées dans le nord. La défense du flanc sud de la brèche étant assurée, celle du flanc nord en voie d'amélioration, il s'agissait d'organiser la résistance au centre. On pouvait y pourvoir d'abord en transportant le corps de cavalerie britannique aux environs d'Aire, d'où il serait en mesure d'aider les troupes de cette région à arrêter la marche des Allemands dans la direction d'Hazebrouck.

D'autre part, tant pour arrêter l'avance de l'ennemi si elle s'accroissait vers Dunkerque et Calais, que pour mettre Dunkerque à l'abri de toute surprise, le général Pauffin de Saint-Maurel, gouverneur de la place, était invité à tendre des inondations d'eau douce de Saint-Omer à la route de Dunkerque-Furnes, par Watten et Bergues. Enfin je me rendais dans l'après-midi du 13 à Ranchicourt, quartier général de la 1ere armée britannique, et m'entretenais avec le général Horne des dispositions prises ou à prendre pour arrêter l'attaque allemande en direction d'Hazebrouck et protéger la région minière de Béthune. Le lendemain 14, dans une note que j'adressais au colonel Desticker, j'insistais pour que la défense d'Hazebrouck fût faite au plus près à la lisière est de la forêt de Nieppe. Une préoccupation du reste tenait l'état-major anglais, en présence de mon attitude réservée : *en cas d'échec nouveau, disait-il, quelle base couvrerez-vous ? Maintiendrez-vous, avant tout, la protection de Paris et de la France en abandonnant celle des ports de la Manche, bases de l'armée anglaise ? Ou bien, pour couvrir les ports de la Manche, négligerez-vous la protection de Paris ? et*

moi de lui répondre : j'entends n'abandonner ni découvrir d'aucune façon pas plus la route de Paris que celle des ports de la mer ; la première est indispensable à l'armée française, la seconde est indispensable à l'armée britannique comme aussi au salut de l'armée belge. Mais enfin, reprenait-on, si vous êtes contraint par un échec à concentrer vos forces sur l'une de ces deux directions divergentes, quelle sera celle que vous sacrifierez ? Je répliquais : je compte ne sacrifier aucune des deux directions, ni celle des ports, ni celle de Paris, car en perdre une serait réduire nos forces et nos ressources de moitié. Je m'évertue et m'acharnerai à les conserver toutes deux. La chose me semble possible à réaliser, à la condition de ne pas dépenser d'emblée toutes nos disponibilités dans la direction attaquée aujourd'hui, celle des ports.

Malgré tout, nous nous trouvions en présence de réelles difficultés par le danger d'engager nos dernières disponibilités françaises sur une partie du front anglais, alors que nous avions à redouter de nouvelles entreprises de l'ennemi sur d'autres parties du front total. C'est ainsi que, dans une entrevue à Abbeville, dans la matinée du 14, entrevue à laquelle assistait lord Milner, le maréchal Haig revint encore sur l'état de fatigue de l'armée britannique, sur la pénurie des renforts. Il demandait à nouveau que les Français relevassent les Anglais sur une partie de leur front, tandis que je devais me borner à répéter les arguments qui s'opposaient encore à cette solution : une relève, en cours de bataille, immobiliserait, pendant sa durée, à la fois les troupes remplaçantes et les troupes remplacées, et cela à un moment où les réserves alliées étaient en nombre à peine suffisant pour tenir l'ensemble du front. D'autre part, sous la menace d'une puissante attaque allemande qui pouvait se produire sur une autre partie du front, ce serait faire un bien mauvais usage des réserves françaises encore disponibles que de les condamner à un rôle définitif plus ou moins passif, alors qu'elles étaient présentement orientées et articulées en vue d'une intervention active puissante, au point que la vaste bataille révélerait dangereux.

Pas davantage je ne pouvais encore, malgré la demande du maréchal, faire remonter la 10^e armée française sur la ligne : Béthune-Lillers en la faisant suivre de la 5^e armée. Il eût été dangereux de dégager la région d'Artois, et, d'autre part, il semblait que le maréchal Haig avait pour le moment des forces suffisantes dans les Flandres. Outre les unités françaises qui lui avaient été envoyées (deux divisions d'infanterie et trois de cavalerie), il venait en effet de récupérer deux à trois divisions britanniques par suite de la réduction du front résultant de l'évacuation volontaire du saillant d'Ypres, à l'est de la ligne Bixchoote, Langemarck, Hollebecke (13-15 avril).

Soucieux, en tout cas, de soutenir le haut commandement anglais, je faisais prendre des dispositions tendant à diminuer les délais de l'intervention française dans le nord, si elle devenait nécessaire, en prescrivant à la 10^e armée d'échelonner une de ses divisions jusqu'au nord de Frévent, et d'étudier pour une autre division un dispositif analogue lui permettant d'appuyer rapidement la 1^{ère} armée britannique sur le front canal de La Bassée-Arras, ou Béthune-Hazebrouck. En outre, pour permettre au maréchal Haig d'augmenter ses réserves, je demandais au lieutenant général Gillain d'envisager et de préparer l'extension du front belge vers Ypres ; et le 18 avril, une division belge relevait, au nord de cette ville, une division et une brigade anglaises. Tandis que, par ces mesures, nous renforçons la défense dans les Flandres, l'ennemi se préparait à lui porter de nouveaux coups.

Après un répit de deux jours, pendant lesquels ses efforts s'étaient sensiblement ralentis, il repartait à l'attaque dans une nouvelle direction ; il s'était rendu compte, sans doute, qu'à continuer son avance vers l'ouest, sans s'être au préalable rendu maître de la ligne des monts de Flandre, il exposerait son flanc droit à un danger grave, et il décidait d'attaquer cette ligne avant de poursuivre sa route sur Hazebrouck et Dunkerque. Le 15 avril, dans la soirée, il lançait donc contre la 2e armée britannique, en direction du nord, de fortes attaques qui réussissaient à s'emparer de Bailleul et de Wulverghem. Le 16, il poursuivait son effort sur un front encore élargi, se rendait maître de Wytschaete et de Messines, et venait presque à distance d'assaut du mont Kemmel.

La bataille des Flandres s'étendait vers le nord, et, dès à présent, l'offensive allemande par son ampleur, sa puissance et surtout sa nouvelle direction, constituait, comme nous l'avons déjà remarqué, une menace sérieuse pour les forces alliées établies au nord d'Ypres. Ces forces, qui comprenaient en particulier l'ensemble de l'armée belge, risquaient d'être coupées de leurs arrières et d'être réduites à l'impuissance. Il nous fallait au plus tôt apporter un remède au danger qui menaçait la coalition et l'extrémité nord de son front, dans ce but, et malgré la difficulté des transports résultant de la réduction de nos voies ferrées à la suite de l'attaque du 21 mars, hâter d'abord l'envoi de réserves françaises dans les Flandres. Je prescrivais donc : au général Pétain, de préparer le transport dans la région de Bergues d'une nouvelle division prise au besoin parmi les unités en reconstitution ; au général Maistre (10e armée), de pousser, dès l'après-midi du 16, l'artillerie et les équipages de la 34e division sur Norrent-Fontès, et de se tenir prêt à transporter l'infanterie de cette division en automobile le 17 à la première heure. Ce mouvement exécuté, le 16e corps, tête de la 5a armée, devait franchir la Somme et passer aux ordres de la 10e armée, dont la mission restait celle qui avait été antérieurement définie.

Puis, afin de me rendre compte par moi-même de la situation dans les Flandres, après m'être entretenu avec le général Wilson et lord Milner à Abbeville, je partais pour Blendecques, quartier général de la 2e armée britannique. Le soir du 16, je rencontrais le général Plumer à Cappel près de Cassel, dans une entrevue nocturne où nous nous rendions avec les feux éteints, tandis que la canonnade résonnait violente aux environs, tant l'activité ennemie se multipliait actuellement en Flandre. J'y retrouvais le général Robillot, commandant le 2e corps de cavalerie français, et le colonel Desticker que j'avais envoyé à l'avance pour évaluer la situation des disponibilités britanniques. à 22 heures, nous étions de retour avec le général Plumer à son quartier général de Blendecques, d'où je téléphonais au général Weygand, à mon quartier général de Sarcus, de donner les ordres nécessaires pour que la 34e division fût, le lendemain, transportée en auto à Steenworde.

Le 17 au matin, dans une entrevue avec le lieutenant général Wilson, chef d'état-major impérial, qui partageait en cela l'avis du maréchal Haig et du général Plumer, l'état-major britannique proposait que les armées alliées des Flandres fussent repliées progressivement jusqu'à la ligne des inondations Aire-Saint-Omer-Furnes. Je me refusais à adopter une pareille mesure et ne m'associais pas davantage aux craintes que le maréchal Haig éprouvait au sujet du port de Dunkerque, dont il envisageait déjà l'évacuation et la destruction.

A mon avis, il ne pouvait, pour le moment, être question d'autre chose que d'organiser et de maintenir la résistance sur place, en faisant appel, dans la mesure des nécessités, aux réserves françaises, et en utilisant au mieux les

forces belges sur leur territoire. C'est ce même point de vue que j'exposais au roi des Belges et au chef d'état-major de l'armée belge, rencontrés dans la journée du 17, et qui inspira l'instruction laissée au général Plumer le 18, avant mon départ de Blendecques pour rentrer à Sarcus. C'est celui qui servit de base aux lettres que j'écrivais quelques heures plus tard au lieutenant général Gillain et au maréchal Haig pour leur préciser à nouveau la conduite à tenir, dans les circonstances présentes, et par l'armée belge et par la 2. Armée britannique. C'est enfin celui qu'on retrouvait dans une note générale que j'adressais aux armées alliées pour fixer les principes du combat défensif.

La notion d'une vigoureuse résistance ne devait pas exclure du reste, pour le commandement, le devoir de prévoir et d'organiser, pour le cas d'un échec, une ou plusieurs lignes de repli, comme aussi d'améliorer les organisations défensives existantes, telles que celles de la 1^{ère} armée anglaise des environs d'Arras aux environs de Saint-Omer. En même temps, dans une réunion des états-majors belge et britannique, nous faisons étudier l'ajustage des organisations successives anglaises avec les organisations existantes ou prévues de l'armée belge ainsi que la ligne de démarcation qu'il conviendrait d'adopter entre les deux armées. Enfin, dans le cas d'une offensive ennemie dirigée d'Ypres sur Poperinghe, l'emploi des réserves alliées, quelle que fût leur nationalité, britannique belge ou française, était prévu d'après un plan commun et arrêté de concert entre les commandements intéressés.

L'ensemble de ces précautions ne tardait pas à porter ses fruits.

Du 17 au 20 avril, l'ennemi, multipliant en vain ses efforts contre le front allié au sud des monts des Flandres, ne récoltait que des pertes sanglantes. Si les pertes allemandes étaient élevées, celles des Anglais ne l'étaient pas moins. Une lettre du maréchal Haig, en date du 18 avril, en montrait l'étendue. Heureusement, pour continuer la lutte, d'autres ressources allaient entrer en ligne, les réserves françaises. C'est ainsi qu'après la 34^e division transportée, comme nous l'avons vu, le 17 avril, les 154^e et 39^e divisions étaient amenées le 18 ; la 27^e division le 23. Elles formaient avec celles déjà à pied d'oeuvre un détachement d'armée du nord (d. A. N.) sous les ordres du général de Mitry. L'importance de ces forces françaises, cinq divisions d'infanterie et trois de cavalerie, comme aussi l'extension du front belge au nord d'Ypres, permettaient à la 2^e armée anglaise de retirer de la bataille sept divisions et seize brigades, et la mettaient ainsi en état de remplir sa mission. Néanmoins, pour le cas où, l'ennemi continuant son effort sans désespérer, il serait nécessaire de faire intervenir de nouvelles divisions françaises dans les Flandres, je prescrivais, dès à présent, que la 10^e armée avancerait ses têtes de colonne, le 16^e corps (31^e et 32^e divisions), jusqu'à la ligne Heuchin-Pernes, et que, tout en conservant sa mission de soutien éventuel dans la région d'Arras, elle étudierait l'intervention d'une partie de ses forces sur le front Cambrin, Béthune, Robecq. En même temps, les 46^e et 47^e divisions de la 5^e armée seraient avancées pour la suivre jusqu'à hauteur de Villers-Bocage.

Il se produisait de la sorte, par un glissement général, une extension des réserves françaises vers le nord, que justifiait la triple nécessité d'appuyer les Anglais dans les Flandres et d'agir au besoin avec eux dans la région d'Arras, tout en restant disposés pour intervenir sur la Somme. Toute menace allemande, en effet, n'était point écartée de ces deux dernières directions ; la lutte pouvait s'y rallumer d'un moment à l'autre ; l'ennemi, d'après les calculs de l'état-major français, disposait encore d'une soixantaine de divisions, dont il lui serait loisible

d'user pour tenter la séparation, jusqu'ici manquée, des forces françaises et anglaises.

En fait, le front au sud de la Somme, où depuis trois semaines régnait un calme relatif, fut subitement alerté le 23 avril. Une attaque allemande forte de huit divisions, s'avancant à la faveur du brouillard, enlevait Villers-Bretonneux à la 4e armée britannique, Hangard à la 1ere armée française, et poussait jusqu'à proximité immédiate de Cachy. L'établissement de l'ennemi à Villers-Bretonneux devait avoir pour nous les conséquences les plus fâcheuses. Il lui fournissait des observatoires et des emplacements qui lui permettaient d'entreprendre le bombardement, l'attaque et la conquête d'Amiens dans d'excellentes conditions, c'est-à-dire d'avancer grandement, suivant la ligne de la Somme, la rupture des communications des armées alliées et même la séparation de ces armées.

Villers-Bretonneux, localité importante, allait constituer en ses mains un point d'appui des plus forts, si on lui laissait le temps de l'organiser. Il nous fallait à tout prix le reprendre sans délai. Aussi, dès que la nouvelle me parvint, j'écrivais au général Rawlinson de tout mettre en oeuvre pour reconquérir Villers-Bretonneux dont la possession nous était capitale, et de s'entendre avec le général Debeney pour contre-attaquer. Le général Rawlinson entra aussitôt dans ces vues. La contre-attaque, confiée à des bataillons australiens, eut lieu dès la nuit du 24 au 25 ; elle reprit d'assaut la hauteur et le village de Villers-Bretonneux, tandis qu'à droite la division marocaine de la 1ere armée française regagnait du terrain au nord de Hangard. Pour consolider la situation de nouveau acquise, le général Debeney poursuivait le mouvement en avant, et, en même temps, le général Fayolle portait deux divisions vers le nord, pour être à même d'intervenir entre Somme et Luce. C'est qu'en effet, toutes les réserves de la droite anglaise avaient été engagées dans la lutte autour de Villers-Bretonneux ; elles y avaient subi de nouvelles pertes s'ajoutant à une usure déjà grande ; le maréchal Haig avait, dès le 24 au soir, appelé sur ce point mon attention. Il lui était donné satisfaction, non seulement en lui prêtant le concours éventuel des réserves françaises, disposées comme nous venons de le voir, mais encore en faisant relever le 3e corps britannique, droite du général Rawlinson, par la 1ere armée française.

En même temps j'invitais le général Fayolle à préparer avec la plus grande activité l'attaque de la 3e armée dans la région de Montdidier, car cette attaque, si elle était poussée au delà de l'Avre, aurait pour effet de couper les communications de l'ennemi au sud de la Somme, et par suite, de dégager la direction d'Amiens.

Au demeurant, l'effort allemand sur Villers-Bretonneux n'eut pas de lendemain. Les contre-attaques franco-britanniques, après avoir repris ce point d'appui important, s'épuisèrent de leur côté en vaines tentatives dans les journées des 25 et 26 avril, et furent définitivement arrêtées sur la ligne Villers-Bretonneux route de Hangard, le village de ce nom restant à l'adversaire. Toute l'attention de nouveau se portait dans les Flandres.

Le 25 avril, le kronprinz de Bavière a encore attaqué entre Bailleul et Ypres avec la droite de sa VIe Armée et la gauche de sa IVe. Tandis que celle-ci gagnait du terrain vers Ypres, celle-là s'emparait de Dranoutre et menaçait Locre, sur la route de Poperinghe. Au centre, le corps alpin bavarois enlevait d'assaut Kemmel et le mont Kemmel, prenant ainsi pied sur la partie orientale des collines flamandes. Le lendemain 26, la lutte se poursuivait avec acharnement sur le front Scherpenberg-Vormezeele, mais l'ennemi ne pouvait cette fois enregistrer

aucun progrès notable. Les renforts alliés, en effet, ne cessaient d'arriver ; dès le 25, c'était la 31e division du 16e corps à la disposition du détachement d'armée du nord, c'était l'autre division de ce corps d'armée, la 32e, portée sur Fauquemberges. En même temps je demandais au général Pétain de fournir deux régiments d'artillerie de campagne et douze groupes d'artillerie lourde au détachement d'armée du nord, un régiment d'artillerie de campagne à l'armée belge.

L'importance de ces renforts affirmait une fois de plus le désir d'étayer jusqu'à l'extrême limite le haut commandement britannique, en même temps que la volonté de maintenir à tout prix la défense sur place. Il n'y avait plus en effet le moindre terrain à perdre dans les Flandres. Le mont Kemmel n'est qu'à quarante kilomètres de Dunkerque. Il domine toute la plaine jusqu'à cette ville. Si l'ennemi s'y installait avec son artillerie de gros calibre, non seulement il pouvait briser toutes les résistances sur la route de ce port, c'est-à-dire gagner les rives de la Manche pour atteindre les communications avec l'Angleterre, mais encore mettre en un péril extrême l'ensemble de l'armée belge. Je ne parvenais pas cependant à empêcher que le front anglais, dans le saillant d'Ypres, fût ramené le 27 avril sous les murs de la ville, entraînant le repliement du front belge jusqu'au canal de l'Yperlée.

Repartant immédiatement pour le nord, dans l'après-midi du 27, je voyais successivement le général Plumer à Blendecques et le général de Mitry à Esquelbecq, et leur exposais, avec la gravité de la situation, les principes fondamentaux sur lesquels devait être basée la défense dans les circonstances présentes, et j'insistais sur la nécessité de mettre toutes les troupes à leur place de bataille dès leur arrivée, avec une mission bien déterminée, les questions de cantonnement devant céder le pas aux exigences tactiques. Ceci dit, je devais me rendre compte de l'énorme usure des troupes alliées, soumises à des attaques et à des bombardements incessants, accompagnés d'un usage prodigieux de projectiles toxiques, et, pour y parer, j'ordonnais le transport dans les Flandres de trois nouvelles divisions françaises (32e, 129e, 168e), dont une partie servirait à relever le 22e corps britannique arrivé à l'extrême limite de ses forces. Je demandais, d'autre part, au général Pétain de prendre ses dispositions pour maintenir en permanence, derrière le front du détachement d'armée du nord, trois divisions françaises fraîches, tant que la violence des attaques allemandes l'exigerait, et ceci tout en laissant à quatre divisions la 10e armée, dans la région de Doullens-Saint-Pol, pour faire face à l'imprévu.

Le 29 avril, l'ennemi attaquait les monts Rouge et Noir et le Scherpenberg. Il était repoussé. Le 8 mai, il exécutait encore une attaque sur un front de trois kilomètres au sud-est de Dickebusch ; ce fut là une action isolée et sans lendemain. La bataille des Flandres était terminée. Elle avait comporté plus d'un mois d'efforts violents des plus soutenus. Si l'avance allemande représentait une pénétration moindre que celle de la fin de mars, à la Somme, c'est que son objectif, la côte, était ici plus rapproché, et que, par une fourniture plus rapide de troupes, nous étions parvenus, comme nous y étions tenus, à l'arrêter dans ses élans. Par le danger d'être jetées à la mer, elle obligeait en effet les armées alliées à combattre sur leur première ligne ; elle leur interdisait une résistance en profondeur, faute de terrain pour manoeuvrer. Par la difficulté de renforcer à temps l'extrémité nord du vaste front allié fortement ébranlé, elle avait à différents moments présenté de sérieux risques. En tout cas, si elle n'avait pas fourni à l'Allemagne les résultats stratégiques qu'elle visait, elle pouvait recommencer. L'ennemi pouvait trouver son intérêt, en reprenant sa marche

pour gagner malgré tout les côtes de la Manche et en multipliant sur cette mer ses entreprises sous-marines, à jeter le trouble dans les communications avec l'Angleterre, et à isoler la puissance britannique. Déjà elle avait obtenu des résultats tactiques, qui, pour les Alliés, se soldaient en préjudices incontestables.

Après une perte de terrain sensible, les monts de Flandre (Rouge, Noir, Scherpenberg), assise maîtresse de la défense alliée dans le nord, restaient sous la menace rapprochée des Allemands ; déjà maîtres du Kemmel. Il fallait à tout prix en assurer la conservation sous peine de voir cette défense dangereusement compromise. J'appelais donc l'attention du général de Mitry sur la nécessité, non seulement d'organiser solidement la défense des monts, mais encore d'en étendre l'occupation jusqu'au bas des pentes pour interdire à l'ennemi l'encercllement des sommets et l'abordage des cols. Des opérations de détail, exécutées dans ce but par le détachement d'armée du nord, le 4 mai, lui permirent de réaliser quelques progrès.

Je ne me lassais pas non plus d'inculquer la nécessité de la résistance sur place, coûte que coûte, sans envisager des repliements volontaires. Je retraçais une fois de plus la ligne de conduite à tenir, et je prescrivais qu'à l'avenir, si un repli important venait à être prévu, il serait préalablement soumis à mon approbation. Reprenant enfin la question dans son ensemble, je fixais, dans une note générale de principe, les règles qui devaient présider à l'organisation de la bataille défensive, afin que de l'unité de doctrine sortît chez les alliés l'unité d'action.

Une autre conséquence de la bataille des Flandres avait été de soumettre le bassin houiller de Béthune au bombardement de l'artillerie allemande. De profondes perturbations étaient, de ce chef, causées à l'exploitation de ces mines, par suite aux usines de guerre et aux chemins de fer qu'elles alimentaient. Nous pûmes y remédier par un certain nombre de mesures, dont l'armée britannique et la mission militaire française auprès du grand quartier anglais assureraient l'exécution avec vigilance. La bataille des Flandres, enfin, avait entraîné une usure considérable des effectifs. Les réserves britanniques y avaient fondu, et les prélèvements faits à leur profit sur les réserves françaises s'élevaient déjà à dix divisions.

Pour permettre au général Pétain de reconstituer celles-ci sans affaiblir ses premières lignes, j'avais obtenu du maréchal Haig que des divisions anglaises, retirées de la bataille, fussent mises en un secteur du front français pour le moment au calme ; elles y libéreraient ainsi autant d'unités françaises capables de reconstituer des réserves ; mais le mouvement ne put se faire que lentement. C'est ainsi que le général Pétain ne reçut tout d'abord que quatre divisions britanniques, formant le 9e corps. Il fut affecté à la 6e armée française et introduit, vers le milieu de mai, sur le front Craonne-Loivre. Des batailles qui se livraient depuis un mois, une autre conséquence, déjà mentionnée, fut le déséquilibre apporté au dispositif général des forces françaises. Au début de mai, 47 divisions françaises se trouvaient au nord de l'Oise (23 en première ligne et 24 en réserve) ; il n'en restait que 55 pour tenir de l'Oise à la frontière suisse, savoir 43 en ligne et 12 en réserve.

Le général Pétain appelait mon attention sur les dangers que présentait cette situation. Après avoir mesuré l'usure profonde de l'armée britannique, et en présence des conséquences redoutables que pouvait avoir pour les alliés, par la proximité d'objectifs décisifs, la reprise de l'attaque allemande toujours possible de l'Oise à la Lys, je maintenais un groupement de quatre divisions au nord de la Somme, et un autre de même force au sud, sans préjudice des unités à envoyer

en Flandre pour alimenter le détachement d'armée du nord. Je faisais en même temps tout le possible pour faciliter la tâche du commandement français, en faisant appel aux troupes américaines et en demandant que les divisions américaines entrassent le plus tôt possible dans la bataille ou dans des secteurs calmes. Déjà la 1^{ère} division américaine avait été introduite le 26 avril sur le front de la 1^{ère} armée française, et elle donnait bientôt la preuve de ses capacités militaires en enlevant d'assaut le village de Cantigny (28 mai) . Je demandais de même au général Pershing que ses 26^e, 42^e et 2^e divisions fussent dirigées le plus tôt possible vers le front de bataille ; que l'infanterie des 32^e, 3^e et 5^e divisions américaines fût employée à renforcer des divisions françaises revenant éprouvées de la lutte, et leur permît ainsi de rentrer rapidement dans des secteurs calmes. Je lui suggérais enfin de détacher des pilotes américains dans des escadrilles françaises, où ils poursuivraient leur dressage tout en soulageant l'effort de leurs camarades français.

Nous réduisions en même temps les exigences du détachement d'armée du nord, comme ses entreprises. Les pertes élevées qu'il subissait apparaissaient hors de proportion avec les résultats tactiques obtenus, et, tout en faisant la part des conditions sévères de la lutte soutenue dans les Flandres, notamment de l'intensité des bombardements par obus toxiques, il était évident que ces pertes étaient dues pour beaucoup à l'inexpérience de la troupe et au manque de vigilance du commandement. On était ainsi amené à prescrire au général de Mitry de hâter les rectifications de front, de manière à s'établir dans une situation défensive solide dont on lui traçait l'économie générale. On invitait d'autre part le général Pétain à reprendre l'instruction des petites unités, infanterie et artillerie, en la confiant à des généraux et officiers supérieurs, qui, ayant une connaissance complète de la guerre, avaient déjà pratiqué, en particulier au début des hostilités, le genre d'opérations avec lequel les troupes devaient être familiarisées. Cependant, malgré toute l'ingéniosité déployée par le haut commandement pour faire face aux exigences de la bataille, un problème capital dominait la situation générale des armées alliées en France, au milieu du printemps de 1918, le problème des effectifs.

Chapitre V — La question des effectifs des armées alliées en France.

Pertes de l'armée britannique au printemps de 1918 ; dissolution de neuf divisions ; interventions du général Foch et du gouvernement français ; les divisions b . – difficultés de reconstitution des divisions françaises ; le seul remède est dans le concours américain. – situation de l'armée américaine en France au milieu d'avril ; insuffisance des transports ; conférences de Sarcus, 25 avril, et d'Abbeville, 1er et 2 mai ; mesures prises par les alliés pour hâter l'arrivée en France des forces américaines ; concours de la marine britannique ; résultats obtenus ; organisation et instruction en France des divisions américaines.

1. Armée britannique.

À peine remise des pertes sanglantes que lui avaient causées ses offensives de 1917, l'armée britannique avait, au printemps de 1918, subi coup sur coup deux épreuves formidables : l'offensive allemande sur Arras-Amiens, commencée le 21 mars, et l'offensive allemande des Flandres, commencée le 9 avril. La première lui avait coûté plus de 120.000 hommes de perte ; la seconde avait porté ce chiffre à près de 300.000, dont 14.000 officiers. Les renforts envoyés d'Angleterre étaient loin de compenser de pareils vides, surtout pour les cadres.

On pouvait, il est vrai, escompter en juillet et en août une importante récupération des blessés des premières batailles ; on pouvait également prévoir qu'à cette époque les lois militaires récemment votées par le parlement anglais produiraient leur effet ; mais, jusque-là, comment parer au déficit énorme qui affectait les effectifs britanniques ?

Faute de trouver une solution au problème, le maréchal Haig se résignait à supprimer les divisions qu'il ne pouvait reconstituer : cinq, après l'offensive allemande de la Somme, et quatre, après la bataille des Flandres. L'armée britannique se trouvait ainsi réduite à cinquante et une divisions combattantes. La disparition d'un nombre aussi élevé de divisions avait, entre autres conséquences graves, celle de diminuer le total des réserves alliées au moment même où les disponibilités allemandes augmentaient. J'intervenais le 11 mai pour demander au maréchal Haig d'assurer la conservation de toutes les divisions anglaises et lui indiquer certains moyens qui, à mon avis, permettraient d'obtenir ce résultat ; mais ces moyens, le maréchal les déclarait impossibles à réaliser. Je l'invitais alors à reconstituer tout au moins quelques-unes des divisions dont la suppression avait été décidée, ne fût-ce que pour montrer au gouvernement de Londres l'importance qu'il fallait attacher au maintien du chiffre le plus élevé possible de divisions anglaises. Le maréchal Haig, devant cette insistance, sollicitait du war office qu'à défaut d'hommes capables de participer à des opérations actives, on lui envoyât des contingents de moindre qualité qu'il emploierait dans des secteurs calmes. De cette façon la réserve générale n'aurait pas à souffrir.

Tout en appréciant la valeur de cette proposition, je soulignais immédiatement le danger qu'elle constituerait, si, au lieu d'être considérée comme un expédient momentanée, elle allait consacrer pour l'avenir le partage de l'armée britannique en deux catégories de divisions, celles de bataille et celles d'occupation. Une telle conception, à vrai dire, était assez en faveur dans l'armée allemande ; elle n'en

était pas plus juste pour cela. Il fallait chercher, au contraire, à constituer des divisions de qualité sensiblement égale et également aptes au combat. En s'écartant de cette ligne de conduite, on encouragerait certains gouvernements à ne pas faire l'effort nécessaire, et, pour remettre de suite les choses au point, je demandais au gouvernement français d'intervenir sans retard auprès de M. Lloyd George.

Moi-même j'en entretenais le général Wilson à Abbeville, dans la journée du 20 mai. Je lui montrais la double nécessité impérieuse de reconstituer toutes les divisions britanniques et d'exclure toute distinction définitive entre elles. Le général Wilson se déclarait entièrement d'accord avec moi et m'annonçait peu après que le gouvernement anglais avait décidé d'envoyer en France 70.000 hommes de plus qu'il n'était prévu.

Sur ces entrefaites, l'attaque allemande du 27 mai contre le Chemin Des Dames fit une nouvelle brèche aux effectifs anglais : cinq divisions britanniques étaient englobées dans cette attaque et y subissaient des pertes élevées. J'écrivais aussitôt au général Wilson une lettre particulière pour lui demander d'activer le recomplètement de l'armée anglaise. De son côté, le maréchal Haig m'adressait le 10 juin un programme de reconstitution de ses divisions. En lui témoignant ma satisfaction de voir résoudre une question à laquelle il attachait lui-même la plus grande importance, j'appelais l'attention du maréchal, d'une part sur le caractère provisoire qu'il convenait de donner à l'utilisation des contingents *b*, et d'autre part sur la nécessité de doter fortement en artillerie et mitrailleuses les divisions reconstituées avec ces contingents.

Cependant il eût été téméraire de compter que l'armée britannique fût remise sur pied dans un avenir proche. En fait, pour reforger son outil de combat et le réajuster, il lui faudra encore des semaines. Ce n'est guère avant la fin de juillet qu'elle aura recouvré sa valeur combative, et il lui faudra attendre le commencement de septembre pour récupérer la totalité de ses unités, à l'exception toutefois de deux divisions maintenues définitivement en divisions-cadres. Ainsi, du milieu d'avril au milieu de juillet, la situation de l'armée anglaise resta des plus précaires.

2. Armée française.

Sans avoir autant souffert que l'armée britannique, l'armée française, accourue à son secours, avait, depuis le 21 mars, supporté de multiples épreuves qui n'étaient pas restées sans influence sur ses effectifs. Le front confié à sa garde s'était augmenté de cent vingt kilomètres ; elle avait fourni quatre-vingt-six engagements de divisions, et ses pertes avaient été sensibles, surtout pendant la bataille des Flandres.

Le général Pétain rencontrait, lui aussi, de grosses difficultés pour la reconstitution de ses effectifs. Les ressources dont il disposait à cet effet ne lui permettaient pas d'attendre l'entrée en ligne de la classe 1919, qui ne pouvait être utilisée qu'au mois d'octobre, et s'il avait demandé au ministre de lui rendre 200.000 hommes employés à l'intérieur aux industries de guerre, 40.000 d'entre eux seulement lui avaient été fournis. Ainsi, vers la fin du printemps de 1918, la France et l'Angleterre éprouvaient les plus grandes difficultés à récupérer dans les ressources nationales les effectifs nécessaires pour combler immédiatement les pertes que leurs armées avaient subies. Mais, à cette situation difficile il y avait un remède possible, l'appel aux États-Unis, immense réservoir d'hommes,

encore intact. Dans quelle mesure l'Amérique était-elle capable d'apporter à ce moment aux alliés l'aide immédiate dont ils avaient besoin ?

3. Armée américaine.

Au milieu d'avril, alors que la crise des effectifs franco-britanniques était particulièrement aiguë, l'armée américaine ne comptait en France que cinq divisions de combat, dont une (1^{ère}) allait rejoindre la 1^{ère} armée française, trois autres (2^e, 26^e et 42^e) tenaient des secteurs calmes du front, et la dernière (32^e) avait son infanterie répartie provisoirement dans des divisions françaises pour compléter son instruction. Cette infanterie constituait donc le seul secours direct que l'armée américaine apportait pour combler les vides de l'armée française. C'était, en y ajoutant deux régiments noirs en service dans nos divisions, un total de 23.000 hommes d'infanterie, bien loin, comme on le voit, de répondre à des besoins pressants. Dans le courant du mois d'avril, l'infanterie de deux autres divisions américaines (3^e et 5^e) devait bien arriver en France, mais elle ne pourrait être incorporée dans des unités françaises avant un délai de trois à cinq semaines. Quant à l'armée britannique, le secours que lui apportait l'Amérique se bornait, pour le moment, à l'infanterie d'une division (77^e) en cours de transport. Au total, l'ensemble des armées franco-britanniques, pour réparer des pertes très importantes en infanterie, ne pouvait escompter le secours immédiat ou prochain de plus de 70.000 fantassins américains.

La faiblesse indiscutable de ce résultat exigeait que les errements suivis jusqu'ici pour le transport en France de l'armée américaine fussent modifiés. Il fallait, avant tout, que, pendant une période de quelques mois, les États-Unis envoyassent aux alliés uniquement de l'infanterie, à l'exclusion de toute autre arme ; à cette condition seulement, les armées britannique et française trouveraient les 300 ou 350.000 fantassins nécessaires pour surmonter la crise d'effectifs qu'elles traversaient. C'est ce point de vue que j'exposais dans une note détaillée au président du conseil, en lui demandant d'intervenir auprès du gouvernement américain pour en obtenir la réalisation. Ce dernier, à vrai dire, était déjà orienté et semblait se rallier à la thèse du commandant en chef des armées alliées. Il restait à y amener le général Pershing, tout entier à l'idée de commander le plus tôt possible une grande armée américaine, sans être entièrement au courant de l'urgence des besoins actuels.

Facilement, nous nous mettions d'accord sur ce point, le 25 avril, à Sarcus, dans une conférence à laquelle assistait également le général Bliss. Après une discussion serrée, il était décidé que les transports américains à effectuer en mai et en juin seraient en principe consacrés d'abord aux troupes d'infanterie. Pour le mois de mai, la chose était déjà réglée ; pour le mois de juin, il fut admis qu'une décision définitive serait prise un peu plus tard, mais, dès à présent, il était entendu que le gouvernement de Washington préparerait le départ pour la France de l'infanterie d'au moins six divisions. Cet entretien avait en même temps fait apparaître la nécessité urgente de diriger l'effort qui se faisait aux États-Unis et de le coordonner au bénéfice de la coalition ; de le diriger, de manière à l'adapter aux nécessités successives du temps ; de le coordonner, de manière à éviter que des arrangements particuliers, comme celui conclu entre le général Pershing et lord Milner et exposé au cours de la conférence du 25 avril, n'aboutissent à l'émiettement de cet effort. Il fallait en un mot que les gouvernements alliés examinassent dans son ensemble la question des effectifs américains, et prissent d'accord les décisions voulues. C'est ce qu'ils firent à Abbeville, les 1^{er} et 2^e mai, pour aboutir aux résolutions suivantes :

1. Le gouvernement britannique s'engageait à fournir le tonnage nécessaire pour transporter des Etats-Unis en France 130.000 hommes en mai, et 150.000 en juin, *uniquement d'infanterie et de mitrailleuses*.
2. Le tonnage américain serait affecté aux transports des troupes d'artillerie, génie, services, etc.
3. Au début de juin, on procéderait à un nouvel examen de la situation afin de fixer les modalités de l'avenir.

Ces résolutions, comme on le voit, étaient de la plus haute importance. Elles donnaient pleine satisfaction, car, grâce au magnifique concours de la marine anglaise, au 1er juillet il y aura en France près de 450.000 fantassins et mitrailleurs américains, venant combler les vides des armées britannique et française, et le général Pershing, de son côté, ayant poursuivi en même temps les transports des autres armes et services à l'aide du tonnage américain, pourra bientôt constituer en France des divisions américaines autonomes. Les intérêts particuliers comme l'intérêt général de la coalition étaient ainsi sauvegardés. Alors qu'usant de ses seules ressources, l'Amérique n'avait pu transporter que 60.000 hommes en mars 1918 et 93.000 en avril, elle voyait, avec l'aide britannique, ces chiffres passer à 240.000 en mai et 280.000 en juin.

Mais, avec l'arrivée rapide de ces effectifs considérables, d'autres problèmes se posaient. Le temps manquait pour achever en Amérique l'instruction des troupes et leur organisation. On dut les reprendre et les achever en France. Or, si le problème de l'instruction fut relativement facile à résoudre, celui de l'organisation, de la fourniture des moyens de combat nécessaires à une armée moderne : équipement, armement, matériel de toutes sortes, chevaux, etc., était beaucoup plus compliqué ; il fallut le suivre de près pour éviter des erreurs, des oublis, des pertes de temps. Dans ce but, une section fut créée à mon état-major, à Paris, sous les ordres d'un aide-major général, dont la mission fut de centraliser et de coordonner toutes les questions relatives à l'achèvement de l'organisation des divisions américaines.

Chapitre VI — L'attaque allemande de Reims à Montdidier (27 mai-13 juin).

1. – l'attaque du Chemin-Des-Dames (27 mai-4 juin).

Temps d'arrêt ; les alliés préparent des contre-offensives entre l'Oise et la Somme et dans la région de la Lys. – attaque allemande contre le Chemin-Des-Dames, 27 mai ; l'ennemi s'empare de Soissons et franchit la Vesle, 28 mai ; dispositions prises par les généraux Foch et Pétain. – les Allemands, poursuivant leur offensive, atteignent la Marne ; le général Foch y envoie la 10^e armée, 30 mai. – crise de confiance dans les rangs français ; intervention énergique du général Foch, et mesures prises par lui pour renforcer les troupes engagées, 31 mai et 1^{er} juin ; arrêt des attaques ennemies, 4 juin.

Depuis le 9 mai, les attaques allemandes avaient cessé dans les Flandres, et le 18, comme nous l'avons vu, l'ordre avait été donné au général de Mitry de réduire ses forces en première ligne, de manière à augmenter ses réserves. Il avait été prescrit également au gouverneur de Dunkerque de faire baisser le niveau des inondations pour restreindre la gêne imposée aux populations. À la période des batailles, dont les canons allemands avaient marqué l'ouverture le 21 mars, succédait un calme auquel, depuis bientôt deux mois, on était déshabitué. Que cachait ce silence ?

On savait que l'ennemi avait des disponibilités nombreuses : 76 à 80 divisions, disait le 2^e bureau du grand quartier général, plus importantes encore que celles dont il disposait le jour de sa première attaque entre la Scarpe et l'Oise. Où allaient-elles surgir ? On scrutait l'horizon sans réussir à percer le mystère. Le maréchal Haig se croyait menacé d'une nouvelle offensive allemande entre Amiens et la mer, avec effort principal dans la région d'Albert ou dans celle d'Ypres. Le général Pétain penchait aussi pour cette hypothèse ; il ne craignait plus, en effet, une attaque ennemie en Champagne, et, faute de recoupements, il n'ajoutait pas foi aux dires des prisonniers, qui, dans les journées des 19 et 22 mai, déclaraient qu'une offensive allemande de grand style était en préparation entre l'Oise et Reims.

Tout en suivant de près les travaux d'investigation de mes subordonnés, je n'entendais pas que l'activité des armées alliées se limitât exclusivement à supputer et à discuter les intentions de l'ennemi. Une autre tâche s'imposait à elles, une tâche urgente, celle de se préparer à passer à leur tour à l'offensive. Seule, en effet, l'offensive leur permettra de terminer victorieusement la bataille et de reprendre, par l'initiative des opérations, l'ascendant moral. Mais il fallait que cette offensive, à l'heure où nous étions tenus à un strict ménagement de nos forces, poursuivît des résultats en rapport avec les sacrifices consentis. Deux champs d'action répondaient à une telle condition :

1. Le terrain entre l'Oise et la Somme, qui offrait les possibilités d'une attaque combinée des 3^e et 1^{re} armées françaises avec la droite de la 4^e armée britannique, en vue de dégager la voie ferrée Paris-Amiens et le centre de communications d'Amiens ;
2. La région de la Lys, où une action combinée de la gauche de la 1^{re} armée britannique, de la 2^e armée britannique et du détachement

d'armée du nord aurait pour objectif le dégagement du bassin houiller de Béthune et le dégagement d'Ypres.

Une fois ces deux terrains adoptés, un programme offensif des armées alliées fut adressé le 20 mai à chacun des commandants en chef. Les deux offensives devaient être préparées simultanément et sans retard. Si l'ennemi n'attaquait pas, elles fourniraient les moyens de le surprendre par une attaque puissante. S'il attaquait, elles constitueraient entre les mains du commandement une riposte qui pourrait être indispensable. De ces deux offensives, la plus importante, à ne considérer que les moyens mis en oeuvre, était incontestablement la première, celle d'entre Oise et Somme. Elle avait été mise à l'étude dès mon entrée en fonctions à Doullens ; le général Pétain et le général Fayolle s'y étaient attachés, afin que l'entreprise fût montée en vitesse autant qu'en force.

La coopération de l'armée britannique était réglée dans une lettre particulière au maréchal Haig. La préparation de l'offensive de la Lys était beaucoup moins avancée. Le maréchal, nous l'avons vu, avait déjà pris ses dispositions pour attaquer en direction de Merville-Estaires, mais il avait, par contre, tout à préparer dans la région du Kemmel et d'Ypres, et il était à prévoir que la période de préparation durerait assez longtemps. Il fallait, en effet, réorganiser les troupes qui sortaient à peine d'une dure bataille et constituer une base de départ sur des positions encore mal établies. Il fallait aussi opérer un regroupement des forces alliées dans les Flandres, où les nécessités d'une rapide intervention avaient entraîné notamment un mélange de divisions françaises et anglaises, préjudiciable à l'exercice du commandement.

Les choses en étaient là quand, soudain, on apprit qu'une nouvelle offensive était à la veille de se déclencher, et que cette fois elle viserait le front français. Dans l'après-midi du 26 mai, des prisonniers allemands déclaraient qu'une attaque contre le Chemin-Des-Dames aurait lieu dans la nuit suivante, après une courte préparation d'artillerie commencée à une heure du matin. Le renseignement était exact. à l'heure dite, l'artillerie allemande entamait sur le front Reims-Coucy-Le-Château, et sur une profondeur de dix à douze kilomètres, un bombardement d'une extrême violence, avec emploi massif d'obus toxiques ; on comptait, dans certaines parties, plus de trente batteries par kilomètre. À 3 h. 40, l'infanterie ennemie partait à l'assaut sur l'espace de cinquante-cinq kilomètres qui s'étend de Brimont à Leuilly, et, précédée par un barrage roulant très dense, appuyée en quelques points par des chars d'assaut, elle pénétrait d'un seul élan, profondément, dans le dispositif français. La surprise avait été à peu près complète, et elle était importante.

Trente divisions allemandes (VIIe armée, général von Boehn et droite de la 1ere armée, général von Below) , dont le transport à pied d'oeuvre et la concentration étaient restés inaperçus du côté adverse, se ruaient à la conquête du Chemin-Des-Dames, et cette puissante masse d'attaque ne trouvait devant elle que sept divisions alliées, quatre françaises et trois britanniques, en première ligne, soutenues en arrière par deux divisions françaises et une division anglaise. Elle eut facilement raison de leur résistance. Au centre notamment, les 22e division française et 50e division britannique furent littéralement submergées sous le flot allemand. Rapidement maître du plateau où court le Chemin-Des-Dames, l'ennemi poussa jusqu'à l'Aisne. à 10 heures, il était en possession de cette rivière, de Vailly à Oeuilly.

Malheureusement, le commandant de la 6e armée avait dès le début de l'attaque envoyé la presque totalité de la 157e division, qui se trouvait sur l'Aisne, au secours de la première position, et laissé ainsi à peu près sans garde, sur un large front, la position de sûreté si importante de l'Aisne. Un hasard fatal voulut que les Allemands fissent leur effort principal de ce côté. Ils abordèrent ainsi la rivière sans coup férir, et purent, grâce à la rapidité de leur avance, s'emparer de tous les ponts entre Vailly et Pontavert, avant même que les dispositifs de rupture fussent chargés.

Dès lors, la situation était grave pour nous. **À 11 heures du matin, il était impossible de garder quelque illusion.** Les trois divisions en réserve encore disponibles furent données aux corps d'armée et employées contre les deux ailes de l'attaque allemande pour essayer tout au moins de l'endiguer ; mais, au centre, dans une brèche de quinze kilomètres d'ouverture, l'ennemi, libre de ses mouvements, courait à la Vesle et l'atteignait dans la soirée, entre Courlandon et Braine ; seul, Fismes lui était encore disputé par les premières unités d'une division française (13e) rapidement amenée en auto. Ici se renouvelait l'erreur que nous avions déjà vu se produire à la Somme le 23 mars.

Une ligne d'eau située à une dizaine de kilomètres de la première position ou plus, comme l'Aisne ou la Somme, constitue un obstacle qui arrête l'attaque ennemie victorieuse, l'oblige à renouveler une action d'artillerie méthodique, pour peu que le défenseur ait pris des dispositions de sûreté sur cette ligne, comme de laisser à chaque pont une compagnie ou même une section, un détachement uniquement chargé de défendre et de couvrir le passage. À l'abri de cette occupation permanente, la troupe de la première ligne, rejetée et emportée en désordre par la violence de l'attaque, peut s'écouler par les passages, se remettre en ordre en arrière de l'obstacle sans être poursuivie, et reprendre toute sa force. L'ennemi, parvenu devant la ligne d'eau, est obligé pour la forcer de monter une nouvelle attaque d'artillerie, et c'est toute une opération à recommencer pour lui. Que l'on ne dise pas que les détachements maintenus à la rivière vont manquer à la bataille de la première ligne. Par leur peu d'importance ils ne constituent pas une force sérieuse par elle-même, d'un effet appréciable dans cette bataille si on les y engage à l'improviste. Par contre, malgré leur peu d'importance, établis à la rivière, ils tirent une puissance particulière de leur rôle nettement déterminé en des points organisés du champ de bataille, aux passages de l'Aisne ou de la Somme. Ils mettent un terme à la poursuite ennemie et permettent aux troupes repoussées le rétablissement d'une résistance derrière une ligne bien tracée. Au total, s'assurer en tout temps, par un service de garde fortement organisé la disposition des points de passage de la rivière est une précaution indispensable au commandement qui veut garder sa liberté d'action au delà de la rivière, ou sur la rivière. Elle avait été perdue de vue sur l'Aisne comme sur la Somme. Dans l'après-midi du 27, le général Pétain m'avait mis au courant de ses dispositions pour parer d'urgence à la gravité de la situation.

Le quartier général de la 5e armée, six divisions d'infanterie, le 1er corps de cavalerie à trois divisions, quatre régiments de 75 porté, trois régiments et six groupes d'artillerie lourde à tracteurs, ainsi qu'un groupement de la division aérienne, étaient déjà en cours de transport. La moitié des divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie interviendraient dans la bataille dès le lendemain matin.

Le 28, l'ennemi, ayant bousculé les quelques éléments qui lui étaient opposés dans la région de Fismes, franchissait la Vesle sur un large front et s'installait sur les plateaux au sud de la rivière, sans du reste chercher à pousser plus loin. D'autre part, mettant à profit la brèche ouverte devant son centre, il combinait les attaques frontales avec des attaques à revers, et faisait tomber ainsi la résistance rencontrée aux deux ailes. À l'est, par une progression rapide dans les vallées de la Vesle et de l'Ardre, il rejetait le 9e corps anglais sur les hauteurs de Saint-Thierry et de Savigny ; à l'ouest, il enlevait à notre 11e corps les plateaux dominant Soissons au nord-est et pénétrait même dans cette ville à la nuit tombante. Vainement le général commandant la 6e armée française avait-il jeté au-devant des Allemands les bataillons qui lui arrivaient, au fur et à mesure de leurs débarquements ; quatre divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, engagées de la sorte dans la journée du 28, avaient été impuissantes à combler une brèche qui s'agrandissait d'heure en heure. Il fallait de toute urgence amener d'autres forces, et le général Pétain me rendait compte le 28, à Provins, qu'en plus des réserves dont il m'avait annoncé la veille le déplacement, il avait donné l'ordre de transporter sur le groupe d'armées du nord dix divisions d'infanterie, quatre régiments d'artillerie lourde, trois régiments de 75 porté ; qu'il avait d'autre part prescrit au général Fayolle de retirer de son front quatre divisions d'infanterie, et de diriger sur Creil et Chantilly le 2e corps de cavalerie. C'était, en définitive, la presque totalité des disponibilités françaises qui était mise en route vers la bataille. La détermination ainsi prise par le général Pétain répondait aux nécessités premières devant lesquelles il se trouvait et je ne pouvais tout d'abord que l'approuver. Mais elle avait, au point de vue général, des répercussions auxquelles il nous fallait aussitôt parer dans toute la mesure du possible. Ainsi, la 5e armée tout entière, son état-major et les quatre divisions qui la composaient, était envoyée au sud de l'Oise ; or, avec elle, disparaissait l'un des deux groupements français formant réserve générale en zone anglaise. De là découlait pour le maréchal Haig la nécessité de se mettre en mesure de parer à une offensive allemande en faisant presque uniquement état de ses propres forces, et, pour cela, de constituer une réserve générale britannique, susceptible d'être appliquée au moment et au point voulus. Je l'y invitais par une lettre du 28 mai.

Je prescrivais en même temps au commandant de la 10e armée de tout mettre en oeuvre pour que l'intervention éventuelle, sur une partie quelconque du front anglais, des forces françaises réduites aux quatre divisions de son armée, pût se produire à temps et juste. Enfin, pour faciliter au général Pétain la constitution de nouvelles disponibilités, j'ordonnais au général de Mitry de remettre dans le plus bref délai les éléments non endivisionnés du 36e corps à la disposition du grand quartier général et de prendre ses dispositions pour retirer une division du front par extension des autres. L'ennemi, après s'être arrêté délibérément le 28 sur les plateaux au sud de la Vesle, sans poursuivre son avance au delà dans le champ libre, relançait son attaque, le 29, avec un caractère plus violent encore que dans les journées précédentes. Ce jour-là, son centre prononçait un effort puissant en direction d'Oulchy-Le-Château, Fère-En-Tardenois, Ville-En-Tardenois, et, ne rencontrant devant lui que de faibles unités françaises, impuissantes à lui disputer le terrain et déjà sérieusement éprouvées, il avançait rapidement sur un front de vingt-cinq à trente kilomètres, et atteignait dans la soirée les hauteurs qui dominent la rive nord de la Marne, entre Château-Thierry et Dormans.

Sa droite faisait de même un effort vigoureux contre la région de Soissons, mais là elle rencontrait une résistance beaucoup plus affirmée. Elle réussissait néanmoins à rejeter la défense française à l'ouest de Soissons et sur les plateaux au sud de la ville. À leur gauche, les attaques allemandes étaient moins fortement montées, mais, bénéficiant de l'avance réalisée vers la Marne, elles obligeaient les troupes alliées à reculer vers la grand'route de Reims à Ville-En-Tardenois. On cédait ainsi du terrain sur toute la ligne, et la 6e armée, voyant fondre, au fur et à mesure qu'elle les jetait dans la bataille, les divisions qui lui étaient envoyées, continuait à se trouver dans un état d'infériorité si inquiétant que le général Pétain se demandait s'il réussirait à obtenir les résultats qu'il poursuivait, à savoir l'intégrité de la Marne, le maintien en notre possession de la montagne de Reims et des plateaux au sud de Soissons. Le 29 à midi, devant le développement croissant de l'offensive allemande, il me demandait de mettre à sa disposition la 10e armée et de faire opérer par les Anglais et les Belges la relève du détachement d'armée du nord.

Je ne pouvais déférer entièrement à cette requête. Malgré la puissance de l'attaque déclanchée au sud de l'Aisne, l'ennemi avait encore des disponibilités suffisantes pour mener une autre offensive dans la région de la Somme et au nord. En prévision de cette éventualité, il eût été prématuré d'enlever la 10e armée de la zone britannique ; mais, tout en les maintenant dans la région où elles étaient, les unités qui la composaient furent rapprochées de quais d'embarquement favorables. D'autre part, j'obtenais du général Gillain que l'armée belge, relevant la gauche anglaise, étendît son front jusqu'aux abords immédiats d'Ypres, de manière à permettre la constitution de nouvelles réserves britanniques. Pour lui faciliter la tâche, la 2e armée anglaise mettait à sa disposition un certain nombre de batteries et lui fournirait éventuellement un large appui de ses réserves. Mais je prévenais le maréchal Haig que la 10e armée française pourrait être appelée à quitter la zone anglaise, et je l'avertissais en même temps, qu'au cas où l'ennemi engagerait toutes ses forces disponibles contre le front français, je pourrais être amené à faire appel au concours de la réserve générale britannique que le maréchal venait de constituer.

Entre temps, pour fournir au groupe d'armées du nord les divisions qui lui étaient indispensables, le général Pétain avait dû puiser dans le groupe d'armées de réserve, et, malgré les dangers d'un pareil expédient, il avait ordonné au général Fayolle de mettre en réserve sept à huit divisions. Celui-ci ne pouvait le faire qu'en dégarnissant son front et en se dépouillant de ses réserves propres, au total en affaiblissant un point particulièrement sensible, la soudure entre les armées britannique et française. Pour remédier dans la mesure du possible à cette cause de faiblesse, je confiais au maréchal Haig le soin d'étayer la droite de la 4e armée anglaise au sud de la Somme et de garantir étroitement sa jonction avec la 1ere armée française. On voit, par là, combien la situation était tendue et combien la pénurie d'effectifs, dont nous avons déjà parlé, se faisait cruellement sentir. Le 30 mai d'ailleurs, les attaques allemandes se poursuivaient avec la même violence ; leur effort principal se faisait encore sentir au centre, d'une part dans la direction de la Marne qu'elles atteignaient sur tout le front de Château-Thierry à Dormans, d'autre part, dans la direction de l'Ourcq et de la forêt de Villers-Cotterets, où la 6e armée française marquait un recul sérieux. De même, au nord de Soissons, les Allemands gagnaient de nouveau du terrain et rejetaient les Français sur le plateau de Nouvron. Du côté de Reims seulement, la situation tendait de plus en plus à se stabiliser, par suite de l'entrée en ligne de la 5e

armée française, qui facilitait grandement l'organisation du commandement de la défense.

Le champ d'action de l'ennemi semblait se limiter, pour le moment, au terrain compris entre la Marne de Dormans et l'Oise de Noyon ; mais, sur cet espace de plus de cent kilomètres de front, la bataille était durement menée. La direction suprême faisait donner ses réserves ; six nouvelles divisions venant du groupe d'armées du kronprinz de Bavière étaient identifiées dans la journée du 30, et l'aviation, de son côté, signalait de grosses colonnes allemandes se portant vers l'ouest en direction générale de Paris. C'était par suite de ce côté que le général Pétain, après avoir organisé solidement la défense de la rive sud de la Marne, décidait de porter tous ses efforts, et, pour les seconder, j'ordonnais le transport immédiat de la 10e armée et de ses quatre divisions, de la zone britannique vers la Marne. Ce déplacement s'imposait d'autant plus que des renseignements nombreux et précis affluaient au grand quartier général français, faisant prévoir une extension de l'attaque allemande jusqu'à l'ouest de l'Oise, de Noyon à Montdidier. La direction suprême, à n'en plus douter, voulait s'ouvrir à tout prix la route de Paris.

En fait, le 31 mai, les combats les plus acharnés se livraient entre la Marne et l'Oise ; les troupes françaises, encore insuffisantes en nombre, reculaient profondément dans la vallée de l'Ourcq et se voyaient rejetées jusque sur les avancées de la forêt de Villers-Cotterets, tandis qu'au nord de Soissons, elles étaient contraintes d'abandonner le plateau de Nouvron. À la demande pressante du général Pétain, tendant à la mise à sa disposition d'une partie des divisions du détachement d'armée du nord, des divisions américaines à l'instruction en zone britannique, et à l'envoi en arrière du groupe d'armées de réserve de quelques divisions anglaises disponibles, il ne pouvait être donné satisfaction pour le moment, car la possibilité d'une attaque allemande sur le front britannique subsistait toujours. La présence constatée sur la Marne de quelques unités provenant du groupe d'armées du kronprinz de Bavière n'était pas encore suffisante pour en faire rejeter l'hypothèse. Au surplus, l'arrivée prochaine au groupe d'armées du nord de la 10e armée, de deux nouvelles divisions américaines instruites (3e et 5e), s'ajoutant aux divisions que le général Pétain venait de prélever sur le groupe d'armées de réserve et sur le groupe d'armées de l'est, devait permettre de rétablir les affaires, à la condition toutefois qu'une ligne de conduite fût bien arrêtée à tous les échelons, que les ordres fussent établis en conséquence et que leur exécution fût suivie avec la plus grande énergie. Cette considération, à mon avis, dominait à l'heure présente la situation, et seule elle permettrait de conjurer la crise. C'est ce que je déclarais nettement au général Pétain et au général Duchesne, dans l'après-midi du 31, à Trilport.

Cependant, tout en rappelant le commandement à une tâche essentielle, il n'en fallait pas moins continuer de prévoir les ressources à lui fournir. Dans la même journée du 31 mai, recevant à Sarcus le maréchal Haig, je l'entretenais de l'emploi éventuel dans des secteurs français des divisions américaines qui s'instruisaient à l'armée anglaise, du départ possible de deux divisions du détachement d'armée du nord, du concours que l'armée britannique pourrait être appelée à fournir dans le cas d'une offensive ennemie puissante contre le front français, et des dispositions qu'il convenait d'envisager dès maintenant pour préparer ce concours.

Le 1er juin, l'ennemi continuant sans relâche ses attaques faisait encore des progrès importants, d'une part entre la Marne et l'Ourcq, d'autre part vers la forêt de Villers-Cotterets dont il abordait les lisières orientales. Le général Pétain, estimant que des remèdes urgents s'imposaient de plus en plus en face de la gravité de la situation, m'écrivit de nouveau pour me redire la difficulté où il se trouvait d'alimenter la bataille et pour me réitérer ses demandes de la veille concernant les divisions américaines et les divisions britanniques. À cette lettre, il joignait un rapport du général de Castelnau rendant compte que, si les Allemands attaquaient en force le front du groupe d'armées de l'est actuellement démuné de toutes réserves, il n'aurait d'autre parti à prendre **que de retirer aussi rapidement que possible les divisions non attaquées, de les regrouper et de manoeuvrer pour contenir l'ennemi, en attendant mieux**. Tout cela était bien l'indice d'une crise de confiance, telle que je l'avais signalée, notamment dans mon entretien du 31 mai à Trilport et telle que je l'avais déjà constatée dans les semaines précédentes et dans des circonstances analogues chez certains Britanniques. Une fois de plus, il me fallait stimuler les énergies.

Le 2 juin, après avoir vu et entretenu à Pomponne le général Pétain, je lui laissais la note suivante qui résumait notre conversation :

1. La ligne de conduite à pratiquer par le commandement français est d'arrêter à tout prix la marche de l'ennemi sur Paris, en particulier par la région nord de la Marne ;
2. Le moyen est la défense pied à pied du territoire dans cette direction, avec la dernière énergie ;
3. Il importe pour cela d'assurer avant tout l'établissement des ordres qui doivent régler la conduite des troupes conformément à cette ligne de conduite ; de veiller à l'exécution stricte de ces ordres, en remplaçant tout commandement coupable de faiblesse.

Et pour redresser la confiance, j'ajoutais :

4. Toutes les troupes alliées sont orientées dans le même sens et seront engagées dans la bataille suivant les possibilités des transports.

À cet égard, je prenais du reste des mesures importantes.

Il était décidé, d'accord avec le général Pershing, d'envoyer sur le front français cinq divisions américaines à l'entraînement dans l'armée britannique, pour relever des unités françaises dans des secteurs calmes et les rendre ainsi disponibles pour la bataille.

Il était demandé au maréchal Haig d'acheminer par voie de terre trois divisions de sa réserve générale à l'ouest d'Amiens, où elles seraient en mesure d'agir, soit au profit de l'armée britannique, soit au profit de l'armée française en cas de besoin. Enfin, pour me rapprocher du grand quartier général français, je m'installais d'abord à Mouchy-Le-Châtel (1er juin), puis à Bombon (5 juin).

En faisant connaître ces décisions, j'insistais derechef sur la nécessité d'organiser la bataille et de faire appel sans aucun retard à **l'énergie et à l'activité résolues de tous les chefs**. Du reste, l'arrivée de nombreux renforts français, une répartition judicieuse de notre commandement sur le champ de bataille, comme aussi la fatigue de l'adversaire, devaient tendre de plus en plus à stabiliser la situation entre l'Oise et la Marne. Déjà, les 2 et 3 juin, les Allemands

n'avançaient plus que péniblement au sud de Soissons, et, le 4 juin, après s'être heurtés partout à un front solide, ils arrêtaient leurs attaques. Une autre bataille était en préparation, à l'ouest de l'Oise, entre Noyon et Montdidier.

2. – L'attaque allemande entre Noyon et Montdidier (9-13 juin)

Préparatifs allemands à l'ouest de l'Oise ; les mesures préparatoires prescrites par le général Foch pour y répondre provoquent une protestation du maréchal Haig ; conférence de Paris, 7 juin ; dispositions prises par le haut commandement allié à la veille de l'attaque ennemie. – l'attaque allemande du 9 juin, son avance dans la vallée du Matz. – contre-offensive du général Mangin, 11 juin ; arrêt de l'offensive allemande, 13 juin.

La bataille, que les Allemands préparaient ainsi, faisait en réalité partie du plan d'action dont la mise à exécution avait commencé le 27 mai, et qui visait, à l'origine, une action d'ensemble sur tout le front compris entre Reims et Montdidier. Faute de moyens suffisants en artillerie lourde et en minenwerfer, la direction suprême n'avait pu exécuter cette attaque d'un seul tenant, et elle avait dû se résigner à procéder à deux opérations successives : l'une, à l'est de l'Oise, ce fut l'attaque du 27 mai sur le Chemin-Des-Dames, l'autre, à l'ouest de la rivière ; elle ne pouvait être lancée qu'après le déplacement de l'artillerie qui avait servi à la préparation de la première. Mais, pour la seconde opération, les Allemands ne bénéficiaient plus des mêmes avantages que pour l'autre. La nécessité d'aller vite les obligeait à négliger les précautions minutieuses, qui leur avaient permis de dissimuler à la perfection leurs préparatifs d'attaque du 27 mai ; aussi leur nouveau dessein fut-il rapidement percé à jour par l'aviation et le service de renseignements français. Dès le 30 mai, le général Pétain était fixé sur les grandes lignes du projet ennemi ; un seul point restait encore obscur, l'importance des moyens que l'adversaire mettrait en oeuvre. Théoriquement elle pouvait être considérable. D'après les calculs de l'état-major français, le haut commandement adverse, qui disposait alors d'une soixantaine de divisions en réserve, aurait pu lancer entre l'Oise et la Somme une offensive de quarante-cinq divisions, plus forte encore par conséquent que celle déclanchée le 27 mai contre le Chemin-Des-Dames, très supérieure en tout cas au total de nos forces disponibles.

En réalité, la XVIII^e armée allemande (général von Hutier) , qui fut chargée de l'opération, ne mit en première ligne que treize divisions, sur un front de trente-quatre kilomètres. Elle trouva devant elle les sept divisions de première ligne de la 3^e armée française (général Humbert) , soutenues par cinq divisions en deuxième ligne ou en réserve, et pouvant être appuyées par sept autres divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie, qui se trouvaient réunies plus en arrière entre Beauvais et Senlis. Comme on le constate, ces forces étaient suffisantes, tout au moins au début, pour tenir en échec l'attaque allemande ; mais, dans l'incertitude où l'on était touchant le développement possible de celle-ci dans les jours qui la précédèrent, il avait fallu, de notre côté, prévoir largement l'avenir. Dans ce but, j'avais, le 4 juin, prévenu le maréchal Haig que si l'ennemi poursuivait sans répit sa manoeuvre en direction de Paris, entre Marne et Oise, ou s'il la développait sur un plus large front, entre Château-Thierry et Montdidier par exemple,... toutes les forces alliées en France auraient à concourir à la bataille qui déciderait vraisemblablement du sort même de la guerre... Je l'invitais, dans cette hypothèse, à préparer dans le détail le transport vers le front de toutes ses disponibilités, réserve générale et réserves partielles, comme aussi à prévoir une réduction éventuelle de ses forces en première ligne.

Cette demande fut la cause d'un malentendu avec le grand quartier général anglais. Le maréchal Haig, qui, conformément aux instructions précédentes, avait ordonné le mouvement de trois de ses divisions (22e corps) vers la Somme à l'ouest d'Amiens, et qui, d'autre part, redoutait toujours une attaque entre la Lys et la Somme, protesta formellement [contre le fait de soustraire à son commandement une partie quelconque de l'armée britannique](#) aussi longtemps qu'une menace ennemie pèserait sur lui, et il en appela à son gouvernement en vertu de l'accord de Beauvais. Une réunion avait lieu le 7 juin, à Paris, chez le président du Conseil, réunion à laquelle assistèrent M. Clemenceau, lord Milner, le maréchal Haig, les généraux Wilson, Lawrence, Weygand et moi-même. Lord Milner y déclara que le gouvernement anglais, ému comme le maréchal Haig de l'appel fait aux réserves britanniques, avait sollicité la convocation de cette conférence. Je n'eus pas de peine à faire observer que je n'avais nullement touché aux réserves anglaises, que tout ce que je demandais jusqu'ici au maréchal, c'étaient des prévisions et des préparatifs, et qu'au surplus je n'avais aucunement l'intention de démunir celui-ci de ses réserves avant que la nécessité ne s'en fît réellement sentir.

L'incident fut aisément réglé ; mais ne montre-t-il pas à quel point le commandement d'armées coalisées se heurte parfois à des difficultés inattendues, du fait qu'on ne se comprend pas facilement d'une armée à l'autre ? Un orchestre important ne met-il pas toujours un certain temps à accorder ses instruments ? Et quand il est formé de provenances diverses, n'y a-t-il pas un diapason à faire intervenir ? À la fin de cette même réunion, où d'autres éventualités furent envisagées, le général Wilson, reprenant une question soulevée lors de la bataille des Flandres, me demanda, entre autres, quelle serait ma ligne de conduite à l'égard des armées britanniques, si le développement de l'offensive allemande venait à menacer à la fois Paris et les bases maritimes anglaises. Et moi de lui répéter que j'entendais assurer à la fois la liaison des armées anglaise et française, la défense de Paris et la couverture des ports, chacune de ces conditions étant nécessaire au succès de la guerre.

En fait, et sans parler de l'inquiétude des populations et par suite des gouvernements, l'ennemi était près d'atteindre un de ses objectifs principaux, Paris ou les ports de la Manche, et du côté allié nous étions pour le moment réduits à la défensive avec toutes ses perplexités, ses coups plus ou moins inattendus, les inquiétudes qu'elle répand partout, les incertitudes qu'elle provoque chez les chefs qui subissent ou attendent l'attaque et qui voient le danger incessant là où ils se trouvent ; tout autant de causes morales qui affaiblissent les forces déjà usées, limitées de par elles-mêmes à la suite des événements d'une guerre violente et de près de quatre ans. Heureusement, sous tous nos drapeaux, le soldat était bien résolu aux sacrifices nécessaires pour que le monde ne vît pas le retour d'abominations pareilles à celle qu'il avait subies. Les chefs de gouvernement, Clemenceau et Lloyd George, dépensaient une patriotique ardeur à soutenir la lutte ; le président Wilson, engagé tardivement dans la guerre, ne demandait qu'à y consacrer les immenses ressources de l'Amérique. Il appartenait au commandement supérieur, prenant en main tous les moyens d'abrèger au plus tôt la crise en veillant sur toutes les parties faibles, d'éviter de nouveaux ébranlements, et de retourner au plus tôt la marche des événements.

En attendant, pour répondre à l'attaque imminente entre Montdidier et Noyon, je mettais dès le 5 juin à la disposition du général Pétain une division du détachement d'armée du nord (14e). Je demandais au maréchal Haig d'étudier la

relève par des troupes britanniques d'une autre division de ce détachement d'armée, et je lui proposais de lui rendre en échange l'état-major du 8e corps et deux divisions anglaises retirés de la bataille de l'Aisne. Nous prenions toute précaution afin de ne pas être, dans ces régions, à la merci d'attaques partielles que l'ennemi pourrait tenter en manière de diversion, en transportant en Lorraine et dans les Vosges des divisions françaises à reconstituer et des divisions américaines venues de l'armée britannique ; en préparant le transport éventuel d'un certain nombre de corps d'armée français vers le front britannique, pour être en mesure, le moment venu, de répondre à une offensive allemande toujours possible dans la région Somme-Arras-Lens ; en étudiant, au nord de la Somme, de petites actions offensives, comme aussi sur le front de la 5e armée française, pour le cas où il serait nécessaire de retenir les forces ennemies pendant la bataille défensive de l'Oise. Enfin, à la veille d'une bataille qui pouvait être décisive, je rappelais dans une lettre adressée au commandant en chef français les résultats stratégiques qu'il importait de poursuivre, la conduite générale à tenir, les devoirs du commandement et l'esprit qu'il convenait d'inspirer à tous les exécutants.

Le 9 juin, après un bombardement qui avait commencé à minuit et auquel notre contre-préparation avait répondu sans délai, l'infanterie du général von Hutier abordait nos lignes à 3 h. 45, entre Ayencourt et Thiescourt. À 6 heures, l'attaque ennemie s'étendait jusqu'à l'Oise. Les divisions allemandes n'étaient pas uniformément réparties sur le front d'attaque. Largement articulées aux ailes, elles se trouvaient massées au centre, entre Rollot et Thiescourt, où l'on comptait neuf des treize divisions qui menaient l'assaut. Ce fut là que la rupture se produisit. Sous le choc, les 58e et 125e divisions françaises se disloquèrent. Peu après 7 heures, elles étaient rejetées au delà de Gury. à 10 heures, l'ennemi entra dans Ressons-Sur-Matz, et, à 11 heures, il était maître de notre deuxième position sur une étendue de douze kilomètres, de Méry à Mareuil-Lamothe. Sa rapide avance dans la vallée du Matz lui permettait alors de tourner les défenses établies entre Ribécourt et Lassigny ; le plateau de Saint-Claude et le bois de Thiescourt étaient entre ses mains. L'intervention de six divisions françaises réservées le ralentit heureusement au cours de l'après-midi, et, en fin de journée, il était arrêté sur la ligne Méry, Belloy, Marquéglise, Vandelicourt. En définitive, l'attaque du général von Hutier, abstraction faite de l'aile droite qui n'avait gagné que peu de terrain, avait enfoncé un nouveau coin important dans la défense française. Compiègne était directement menacé.

À mon avis cependant, les forces du groupe d'armées de réserve suffisaient encore à la bataille, et, d'autre part, le fait que les disponibilités du kronprinz de Bavière ne semblaient point être intervenues dans l'affaire du 9 juin était un facteur déterminant pour laisser au maréchal Haig toutes ses forces. Par précaution, je demandais néanmoins à celui-ci de porter, dans la matinée du 10, la division sud du 22e corps dans la région de Conty et de la remplacer au sud de la Somme par une autre division, ce qui permettrait au général Pétain de descendre l'ensemble des réserves françaises présentement en arrière de sa 1ere armée.

Le 10, l'attaque ennemie se poursuivait sans obtenir, à beaucoup près, le même succès que la veille. Malgré l'entrée en ligne d'une nouvelle division, elle ne gagnait en effet que peu de terrain à l'ouest du Matz ; sa seule avance importante se produisait à l'est de cette coupure ; l'échec d'une division française (53 e) lui avait ouvert la route de Ribécourt et permis de s'installer sur la rive droite de l'Oise entre Montmacq et Sempigny. Par contre-coup, du reste, nos

troupes de la rive gauche (38e corps) étaient obligées de se replier jusqu'aux anciennes positions de 1914, à Bailly, Tracy-Le-Val, Puisaleine. Malgré cet événement regrettable, la physionomie d'ensemble de la journée du 10 restait satisfaisante. L'adversaire n'avait plus progressé avec cette facilité qu'il avait rencontrée au cours de ses attaques depuis le mois de mars. Nos divisions défendaient le terrain pied à pied ; nos échelons de commandement s'organisaient rapidement ; les renforts qui arrivaient étaient engagés avec économie et méthode. La défense française organisée en profondeur, conformément aux dernières instructions, avait amorti le départ et l'élan, c'est-à-dire la poussée toujours brusque et violente d'une attaque à base d'une puissante artillerie.

Bien plus, le général Fayolle allait mettre à profit cette situation pour contre-attaquer dans le flanc de l'ennemi, avec cinq divisions fraîches dont quatre en première ligne. Le général Mangin, alors en réserve de commandement, venait de recevoir la mission d'organiser et de mener cette attaque. Il s'y était mis aussitôt, et je le trouvais dans l'après-midi du 10 à Noailles en conférence avec son commandant de groupe d'armées, le général Fayolle. Il nous exposait le résultat de ses reconnaissances, ses intentions comme aussi les dispositions déjà prises, avec une parfaite clarté. Bien que la plus grande partie de ses troupes, et notamment l'artillerie, ne pût arriver que dans la nuit, il se faisait fort d'exécuter l'attaque dans la matinée du lendemain, avec un parfait ensemble. Il appelait pour cela sur le terrain, avant la fin du jour, les commandants de division, d'artillerie et des principales unités, leur assignait leurs objectifs, leur base de départ. Dans la nuit, les troupes, à mesure de leur arrivée, devaient s'établir en conséquence.

Dans la soirée, à la nuit, il donnait ses ordres aux commandants de division, leur fixant les heures de la préparation de l'attaque par l'artillerie et de l'exécution de l'attaque. Une pareille rapidité dans l'établissement d'un ensemble de dispositions si complexes, comportant une réunion de moyens épars et lointains encore, pouvait surprendre évidemment des esprits habitués, par une guerre de tranchées de plusieurs années, à plus de lenteur dans la préparation. Elle faisait douter de l'exécution qui allait en résulter, car il ne paraissait pas possible à certains esprits méthodiques que le général Mangin pût être prêt à agir correctement avec ses cinq divisions avant le 12. J'insistais de mon côté sur l'importance capitale qu'il y avait à contre-attaquer le plus tôt possible ; nous trouvions alors l'ennemi d'autant moins organisé défensivement que nous ne lui laissions pas de temps pour le faire. La contre-attaque lancée le 12 l'eût trouvé en meilleure forme de résistance que le 11.

Finalement, devant cette insistance et la netteté des vues du général Mangin, le général Fayolle établissait son ordre daté du 10, 16 heures, qui prescrivait que la contre-attaque aurait lieu le plus tôt possible dans la journée du 11. Et l'ordre du général, porté à la connaissance des troupes, se terminait en disant : **l'opération de demain doit être la fin de la bataille défensive que nous menons depuis un mois. Elle doit marquer l'arrêt des Allemands, la reprise de l'offensive et aboutir au succès. Il faut que tout le monde le comprenne.** En fait, l'attaque commençait le lendemain 11, à 11 heures du matin ; son effet était des plus marqués. Elle enlevait les villages de Méry et de Belloy, dégageait la vallée de l'Aronde et capturait un millier de prisonniers, avec plusieurs canons. Dans la journée du 12, je rencontrais à Chantilly le général Pétain et je m'entendais avec lui pour que l'opération du général Mangin ne fût poussée que jusqu'au point où elle pouvait produire un effet définitif, pour éviter ainsi des pertes sans profit. Il importait, en

effet, de ménager le plus possible nos divisions disponibles ; elles pouvaient être utiles ailleurs, sur la Somme par exemple, où la menace ennemie restait entière.

Ainsi n'y eut-il plus d'attaque sérieuse de notre part ; on se borna seulement à obtenir, par des opérations de détail exécutées le 14 juin, quelques rectifications avantageuses à la ligne de bataille. L'ennemi, de son côté, après avoir, le 11, amélioré ses positions par la prise en mains de la rive gauche du Matz en aval de Chevincourt, arrêta net son offensive à l'ouest de l'Oise. On put croire, il est vrai, que celle-ci ne cessait à l'ouest que pour mieux rebondir à l'est de la rivière, car le jour suivant, 12 juin, deux à trois divisions allemandes, livrant un assaut assez vif au nord de la forêt de Villers-Cotterets, s'emparèrent de Cutry et de Dommiers et rejetèrent les troupes françaises sur Coeuvres et Saint-Pierre-Aigle ; mais ce ne fut là en réalité qu'une opération toute locale et sans lendemain. Le 13 juin, le calme était rétabli et régnait de nouveau sur tout le front français.

Chapitre VII — Dans l'attente (13 juin-15 juillet).

Au lendemain de la troisième offensive exécutée par les Allemands en ce printemps de 1918, une tâche importante nous était imposée. Il s'agissait d'abord, à la lumière des enseignements tirés d'un passé récent, de consolider et d'assurer la situation présente, comme aussi de préparer les opérations futures des armées alliées.

1. Enseignements tirés des batailles du printemps de 1918. Note du général Foch sur la conduite à tenir en face des méthodes d'attaque allemandes ; ses prescriptions concernant la tenue des deuxième positions soulèvent des objections du grand quartier général français.

Dans les trois offensives que l'ennemi avait exécutées du 21 mars au 12 juin, ses procédés d'attaque n'avaient pas varié. Ils se caractérisaient par la surprise, la violence, la rapidité dans l'exécution, la manœuvre en vue d'élargir la brèche faite, la recherche d'emblée d'une pénétration profonde dans le dispositif adverse. à ces procédés il convenait que la défense opposât des moyens appropriés. Il s'agissait pour elle d'éviter la surprise, en poursuivant activement et sous toutes les formes l'obtention de renseignements ; de parer à la violence et à la rapidité de l'attaque adverse en occupant, avant le déclenchement de cette attaque et avec des effectifs suffisants, les premières et les deuxième positions, les troupes d'occupation ayant l'unique mission de résister sur place ; de s'opposer à la manœuvre adverse en vue d'élargir la brèche, comme aussi à la pénétration profonde de l'adversaire, en étayant les flancs de cette brèche avec la majeure partie des forces réservées, et en utilisant le reste à contenir l'ennemi de front et à l'arrêter ; ceci étant acquis, de contre-attaquer le plus tôt possible, de flanc notamment, avec toutes les troupes rendues ou restées disponibles de part et d'autre de la brèche.

En définitive, la méthode d'attaque brutale et violente de l'ennemi pouvait être facilement déjouée si le commandement de la défense s'était fixé par avance une ligne de conduite rationnelle, s'il avait arrêté un programme d'une exécution rapide et aussi sûre que possible, et s'il avait ensuite la fermeté de s'y tenir, en conduisant la bataille à tous les instants. Ces considérations faisaient l'objet d'une note adressée le 16 juin aux commandants en chef sous mes ordres, en leur demandant de la communiquer à leurs armées, s'ils n'avaient pas d'observations à présenter. Au lendemain de la bataille où nous avons perdu, sans coup férir, l'Aisne en mai et la Somme en mars, il importait en effet d'appeler l'attention du commandement sur la valeur des deuxième lignes, l'occupation à en faire, l'attitude à y tenir.

Mes instructions suscitèrent quelques objections sur l'occupation simultanée des première et deuxième positions par des effectifs suffisants. Le grand quartier général français croyait ne pas devoir les transmettre et en appelait de ma théorie au président du Conseil. Je n'avais pas de peine à faire comprendre ce qu'un commandement avisé devait entendre par l'occupation à l'avance des deuxième positions. Ce n'était nullement une occupation uniforme et imprécise de toute leur étendue, qui exigerait une dépense exagérée des forces, mais la tenue, par des effectifs relativement restreints, des points principaux et nettement désignés de ces positions. Ces points sûrement tenus constituaient une ossature suffisante pour assurer la résistance jusqu'à l'arrivée des troupes

de réserve plus importantes. J'eus l'occasion de remettre les choses au point, d'une part au cours d'un entretien avec le général Pétain le 18 juin à Bombon, d'autre part dans une note que j'adressai au président du conseil, à la demande de ce dernier. Une fois de plus, ce qu'il fallait retenir des succès des offensives allemandes du printemps de 1918, c'était la nécessité pour le commandement allié à tous les échelons, de préparer des dispositions judicieuses, de tenir la main à leur exécution, et d'exiger de la troupe les mêmes qualités d'énergie et de résolution qu'on exigeait de lui. à cet égard, des défaillances avaient été relevées au cours des dernières attaques ennemies. On avait pris des sanctions et opéré des remaniements dans le haut commandement français.

Cependant, si grand que fût l'intérêt des événements passés, il ne fallait pas perdre de vue les exigences présentes de la bataille. L'ennemi ne pouvait évidemment pas rester sur son échec du Matz. Il disposait encore de réserves sérieuses, 54 divisions, disait-on, au 15 juin, 61 divisions, au 20 juin, 75, dont 55 fraîches, au 30 juin. Au lendemain d'efforts qui, sur la Somme, en Flandre, en Champagne et sur l'Oise, s'étaient traduits en conquêtes incontestables de terrain et en pertes sérieuses infligées à son adversaire, l'intérêt de l'Allemand semblait devoir le pousser à utiliser rapidement ces disponibilités encore supérieures, car, d'une part, il ne pouvait douter que l'Amérique ne pesât bientôt d'un poids écrasant dans la lutte, et, d'autre part, il sentait venir la même crise redoutable d'effectifs, avec laquelle les armées britannique et française étaient aux prises. Il fallait donc s'attendre à une nouvelle offensive de sa part. Où se produirait-elle ? Tout en inclinant à croire qu'elle viserait le front britannique, on n'en admettait pas moins que la masse de manœuvre allemande pouvait être appliquée en une partie quelconque du théâtre d'opérations de France, et j'en conclus que les réserves alliées devaient être prêtes à intervenir sur toute l'étendue du front, de la mer du nord aux Vosges, au profit de l'une ou de l'autre des armées anglaise ou française. De là découlait la nécessité d'une mise en garde générale de ces armées.

2. Mise en garde des armées alliées.

Renforcement des fronts britanniques et français ; incident avec le grand quartier général français au sujet de certaines mesures de défense prises par le général Foch ; regroupement des forces alliées. – le général Foch proscrit à nouveau tout repli volontaire ; situation des réserves françaises au 10 juillet. – directive du général Foch sur la conduite à tenir en cas d'attaque ennemie, 1er juillet. – la défense rapprochée de Paris ; conférence de Bombon, 15 juin.

Le premier point à réaliser était de préparer l'intervention rapide des réserves françaises en zone britannique et celle des réserves britanniques en zone française. Cette étude avait été déjà faite séparément et pour un certain nombre de divisions par le maréchal Haig et par le général Pétain. Il importait maintenant de la reprendre en commun et de l'envisager pour la totalité des réserves alliées. De là, ma lettre du 13 juin aux deux commandants en chef. Dès le 20, le travail fut terminé. Il fallait également renforcer la défense de chacun des fronts britannique et français. En ce qui concernait le front anglais, indépendamment de l'occupation à l'avance des deuxième positions, il était proposé d'utiliser, dans ce but, les divisions américaines ainsi que certaines divisions britanniques. On remettait à la disposition du maréchal Haig son 22e corps, en l'autorisant à le remonter tout entier jusqu'à la Somme et en prescrivant au général Pétain d'assurer, au sud de la rivière, avec des forces françaises, la gauche de l'armée Debeney.

On invitait le général Pétain à organiser au plus tôt le groupement en corps d'armée des divisions françaises désignées pour intervenir en zone britannique, en premier lieu de celles qui se trouvaient déjà réunies à proximité de cette zone. Enfin il était demandé au grand quartier général français de renforcer le détachement d'armée du nord de deux régiments d'artillerie lourde, d'un régiment de 75 porté et d'un groupe de mortiers de 280. Cette dernière demande provoqua une protestation de la part du grand quartier général, qui, le 17 juin, m'écrivait, qu'eu égard au nombre de batteries dont disposait le général de Mitry le renforcement en artillerie du détachement d'armées du nord ne s'imposait pas et qu'au surplus ce renforcement serait dangereux parce qu'il entraînerait non seulement des retraits sur le front de bataille au sud de la Somme, mais encore l'engagement des dernières réserves mobiles... Le général en chef ne se bornait pas, du reste, à ce refus ; il ajoutait :

... 1. Les armées françaises ont été engagées dans chacune des quatre batailles livrées par l'ennemi depuis le 21 mars dernier ; elles ont supporté tout le poids de deux de ces batailles ; elles comptent donc, sur les fronts de bataille, un grand nombre de divisions très fatiguées ou usées, dont la relève s'imposera à bref délai. C'est là un état de fait, qui aura nécessairement de longues répercussions sur l'emploi de nos réserves.

2. Les armées britanniques ont eu déjà deux mois de répit pour se refaire et amalgamer leurs renforts ; elles tiennent leur front de cent cinquante kilomètres avec une densité d'infanterie et d'artillerie qu'il ne m'a jamais été possible de réaliser dans celles de mes armées qui ont été engagées ; elles sont donc en situation de se suffire à elles-mêmes et de donner aux armées françaises le temps de se refaire à leur tour pour résister à un nouveau choc en direction de Paris, qui ne peut manquer de se produire. Or les moyens des armées françaises sont à l'heure actuelle à peine suffisants pour assurer les relèves indispensables, on ne saurait donc présentement diminuer ces moyens au bénéfice du front britannique sans engager gravement l'avenir.

Et il concluait en me rendant compte qu'étant donné la gravité de la question, il adressait une copie de sa lettre au président du conseil, ministre de la guerre. Dix jours après le maréchal Haig, le commandant en chef français faisait donc appel à son tour à son gouvernement. Le gouvernement français heureusement comprit que ma tâche deviendrait rapidement impossible si les décisions importantes que je prenais dans l'intérêt général étaient mises en discussion chaque fois qu'elles lésaient les intérêts particuliers. Résolu à faire tout ce qui dépendait de lui pour éviter de nouvelles difficultés, il décida que la clause de l'accord de Beauvais, conférant aux commandants en chef le droit d'appel à leur gouvernement, ne serait plus valable pour le commandant en chef des armées françaises. Néanmoins, il était indispensable de réagir contre un état d'esprit qui tendait à établir des comparaisons entre les efforts réciproques fournis par les armées alliées, et qui, tout en s'expliquant, du côté français notamment, par la tension nerveuse des dures semaines de la dernière bataille, n'en était pas moins fâcheuse.

Dans ce but, on procédait à quelque remaniement dans le personnel, et, l'attaque allemande ne se produisant pas, on entreprenait un regroupement des forces alliées, en vue de replacer celles-ci dans leurs zones d'action normales. C'est ainsi que je proposais au maréchal Haig de faire relever par des unités

britanniques les troupes du détachement d'armée du nord qui seraient rendues au général Pétain, et de restituer en échange au grand quartier général anglais le 9e corps et les quatre divisions anglaises employées sur le front français. Le maréchal accepta sans difficultés le principe de l'opération ; il fallut seulement lui en faire presser la réalisation, de manière que celle-ci fût terminée dans les premiers jours de juillet. En même temps étaient abordées certaines questions relatives à la défense du front français, car le même état d'esprit y avait régné dans les prévisions d'une bataille défensive.

Alors que, dans une instruction envoyée le 23 juin par le grand quartier général français au commandant du groupe d'armées de l'est, on envisageait, entre autres hypothèses, le repli partiel ou total des forces de ce groupe d'armées, en cas d'offensive ennemie sur son front ou dans une région voisine, je rappelais en insistant formellement, qu'en toutes éventualités l'occupation des parties de notre ligne non attaquées devait être indiscutablement maintenue par nos troupes. Et comme la soudure entre l'armée française et l'armée britannique était un point toujours de grande importance, je demandais au grand quartier général français de faire établir par le général Debeney une ligne fortifiée en avant du plateau de Cachy, englobant le village de Cachy et se raccordant aux organisations établies par les Anglais au sud-ouest de Villers-Bretonneux. En conséquence de ces remaniements, le grand quartier général français me faisait savoir que, vers le 10 juillet, il aurait ses réserves constituées en deux masses principales :

1. Au nord de l'Oise (région de Beauvais), dix divisions d'infanterie et un corps de cavalerie.
2. Entre l'Oise et la Marne, onze divisions d'infanterie.

Il aurait en outre :

Au sud de la Marne, dix divisions d'infanterie et un corps de cavalerie.
Entre Reims et l'Argonne, trois divisions d'infanterie. Entre l'Argonne et la Meuse, deux divisions d'infanterie.

Dans ces conditions on pouvait compter que, avant le 15 juillet, la réorganisation, le regroupement et la mise en garde des armées alliées seraient entièrement terminés. Quelle était la conduite à tenir si l'ennemi les attaquait vers cette date ? C'est ce que j'exposais dans la directive générale n° 4 du 1er juillet :

Que les Allemands se portassent sur Abbeville, dont ils n'étaient plus qu'à soixante kilomètres, ou sur Paris, dont une distance égale les séparait, ils obtiendraient, dans l'un et l'autre cas, des résultats d'importance considérable pour l'issue de la guerre et qu'ils ne pouvaient retrouver sur aucune autre direction. Leur avance dans ces deux directions devait donc être arrêtée à tout prix et au plus tôt. Or, pour agir contre Paris et Abbeville, ils étaient obligés de partir du front Château-Thierry-Lens.

C'était par suite en face de ce front et sur toute la profondeur possible, que les armées alliées devaient prendre leurs dispositions les plus fortes pour réaliser une défense pied à pied : *organisations défensives solides, répétées, bien nouées par des bretelles ; positions de batteries fortement établies, tirs soigneusement réglés ; instructions nettes et*

précises données aux troupes chargées de tenir les positions ou de contre-attaquer.

Ces dispositions étant réalisées, il importait que le *commandement* agît, le moment venu, avec énergie, en pleine initiative, conduisant la bataille sur le terrain même.

Les *réserves alliées* enfin devaient être articulées et organisées, de manière à se porter facilement là où leur intervention serait nécessaire : les réserves françaises s'engageant au profit de l'armée britannique, si celle-ci était fortement attaquée, et de même, les réserves anglaises au profit des armées françaises, si l'ennemi concentrait ses masses dans la direction de Paris.

Parallèlement à la mise en garde des armées alliées, visant en particulier la défense éloignée de Paris, on avait organisé, en toutes éventualités, la défense rapprochée de la capitale. Le général Guillaumat, rappelé d'Orient, fut spécialement chargé de cette dernière mission.

Le 15 juin, au cours d'une conférence réunie au grand quartier général des armées alliées, à Bombon, sous la présidence de M. Clemenceau, les attributions de chacune des autorités militaires intéressées à la question furent définies et délimitées. Le principe ayant été tout d'abord posé que la défense de Paris était assurée par les armées qui avaient reçu du général Foch la mission de défendre pied à pied le territoire et la capitale avec la dernière énergie, il fut décidé que, si l'avance ennemie sur Paris venait à atteindre la ligne générale Meaux, Creil, vallée du Thérain, le gouverneur militaire, commandant les armées de Paris, prendrait, sous les ordres du général en chef français, le commandement des armées défendant les vallées de l'Oise et de la Marne, ainsi que la région comprise entre ces vallées. En attendant, il préparerait la défense rapprochée de la capitale, sur toute l'étendue du camp retranché, depuis les Andelys jusqu'à Nogent-Sur-Seine, par la construction et l'armement des lignes de défense, l'établissement des plans de défense et la préparation de l'entrée en ligne des troupes de défense, tant au point de vue de leur action que de leurs communications. Pour lui donner toutes facilités dans l'accomplissement de sa mission, il fut en outre décidé que Paris serait placé dans la zone des armées, et que, par une liaison établie et entretenue avec le grand quartier général français, le général Guillaumat se tiendrait soigneusement au courant de la situation des armées françaises.

3. Préparatifs alliés pour la contre-offensive

Projet d'attaque du général Foch sur Soissons, 14 juin. – instructions données pour préparer les troupes alliées à la reprise de l'offensive.

Par l'ensemble de ces mesures, qui embrassaient à la fois la zone de l'avant et celle de l'arrière, on entendait répondre du côté des alliés aux nouvelles offensives de l'ennemi et se préparer à la grande bataille défensive qu'ils s'attendaient à livrer. Mais, tout en arrêtant, en ce qui me concernait, les mesures propres à faire de cette bataille un échec pour l'ennemi, je ne perdais pas de vue la tâche offensive que les armées alliées avaient le devoir de préparer dès à présent, et d'entreprendre dès que cela serait possible, puisque seule l'offensive leur permettrait de terminer victorieusement la guerre. Nous avons vu que deux terrains d'action avaient été primitivement choisis dans ce but ; les travaux préparatoires nécessaires y étaient poursuivis par les armées intéressées, l'armée anglaise dans la région de la Lys, l'armée française entre

l'Oise et la Somme. L'avance profonde, qui venait d'amener les Allemands de l'Aisne jusqu'à la Marne de Château-Thierry, ouvrait maintenant de nouvelles perspectives et un champ nouveau à l'activité des alliés. Il était facile de constater, en effet, que, dans la poche profonde mais relativement étroite où l'ennemi était engagé de ce côté, il n'avait pour ravitailler convenablement ses troupes que des voies ferrées passant toutes par Soissons. Le jour où nous tiendrions sous notre canon ce nœud vital de communications, [toute l'offensive allemande poussée vers Château-Thierry serait anémiée.](#)

Dans la situation actuelle de notre front de combat, seuls les canons à longue portée étaient en mesure de tirer sur Soissons. Or, s'ils pouvaient gêner les ravitaillements de l'adversaire, ils ne pouvaient prétendre les interdire complètement. L'interdiction totale ne pouvait être espérée que de l'artillerie lourde mobile et de l'artillerie de campagne, seules capables d'assurer et de maintenir des résultats permanents. Il fallait donc mettre ces artilleries à portée d'interdiction efficace. J'étais ainsi conduit à demander au général Pétain, le 14 juin, [de monter une action offensive ayant pour but de nous rendre maîtres des plateaux dominant Soissons à l'ouest, en vue d'interdire définitivement à l'ennemi ce point d'une importance considérable pour lui.](#)

Conformément à une instruction antérieure, en date du 7 juin, la 5e armée avait préparé une attaque contre le flanc est de la poche de Château-Thierry, dont l'attaque allemande sur Compiègne avait réduit la portée. L'ennemi ayant été arrêté sur le Matz, elle ne présentait plus un intérêt immédiat ; elle pouvait par conséquent être réduite ou différée. C'est pourquoi, précisant à nouveau ma pensée, je demandais au général Pétain de porter tous ses efforts sur la préparation d'attaque de la 10e armée, en confiant à celle-ci la mission de reconquérir le plateau de Dommiers jusqu'au ravin de Missy-Aux-Bois. Cette opération devait être exécutée le plus tôt possible, de manière à la faire bénéficier d'une moindre organisation de l'adversaire. Le général Pétain donna aussitôt les ordres nécessaires et fixa à la 10e armée comme front minimum à atteindre [la ligne jalonnée par Pernant, Missy-Aux-Bois, Longpont.](#)

Quelques jours après, le 20 juin, le général Mangin, commandant cette armée, avait établi un plan d'opérations que le général en chef français approuvait dans son ensemble. Ainsi, à la fin de juin, les armées alliées avaient à leur disposition trois terrains d'offensive en voie de préparation dans des régions très différentes, la Lys, la Somme, la Marne. C'était à cette dernière, comme nous venons de le voir, que nous avions l'intention d'appliquer le premier effort, dès que ce serait possible. Mais cela n'empêchait pas de prévoir et d'envisager une reprise plus généralisée de l'offensive, et il fallait que le commandement comme les troupes ne fussent pas pris au dépourvu quand l'heure en sonnerait.

Le moment et la forme à donner à notre offensive étaient à prendre avec une certaine délicatesse. Il ne fallait pas perdre de vue que les armées alliées se trouvaient, depuis le 21 mars, sous le coup d'efforts allemands d'une violence et d'une puissance formidables, couronnés tout d'abord d'indiscutables succès, et qui n'avaient été arrêtés qu'au prix des sacrifices les plus sérieux. Il en était résulté chez elles des pertes très grandes et une impression marquée de la force militaire ennemie. Pour remonter ce courant, nos premières initiatives devaient être marquées par le succès, et, si elles étaient arrêtées dans leur développement, au moins ne fallait-il pas qu'elles nous laissassent dans une situation périlleuse.

C'est d'ailleurs dans cet ordre d'idées que l'attaque projetée contre la ligne de Soissons à Château-Thierry allait toujours avoir son flanc gauche couvert par l'Aisne ; par suite, si elle se voyait arrêtée en cours d'exécution, son avance ne constituerait pas une poche à flancs dangereux. Enfin, bien que nous ne voulions attaquer au début que sur un seul point, nos entreprises successives devaient être montées en une série telle que chacune d'elles profitât sans aucun retard de l'ascendant moral conquis par la précédente et du désarroi apporté dans les dispositions de l'ennemi. La direction distincte de chacune d'elles devait également être fixée de façon à aboutir finalement à une même résultante commune, qui augmenterait notablement les effets de toutes nos entreprises.

En tout cas, après trois ans de guerre de tranchées, il fallait également songer à remettre en vigueur, dans nos armées, la notion de force qui réside dans le mouvement, comme sa pratique et l'aptitude physique qu'il réclame, et à le faire savoir en un langage qui pût être entendu des armées engagées depuis le commencement de la guerre et de celles qui débutaient dans la lutte. Aussi, dès le 27 juin, le général Pétain était invité à formuler, dans une directive très générale à l'usage de toutes les armées alliées, les grands principes qui devaient présider à l'organisation et à la conduite d'une action offensive ; en outre, à assurer par des périodes d'entraînement dans les camps la mise au point des grandes unités françaises et américaines destinées à l'offensive. Enfin on lui indiquait que la bataille offensive pourrait à de certains moments être menée par une masse de forces alliées, françaises, américaines et britanniques, dont la préparation devait être terminée **dans deux mois au plus tard**, et pour laquelle on pouvait tabler sur un minimum de douze divisions américaines et d'une dizaine de divisions françaises, auxquelles s'ajouteraient sept ou huit divisions britanniques, soit au total une trentaine de divisions.

Dans ces prévisions, on comptait donc, pour une large part, sur la coopération américaine. Celle-ci, en effet, bien qu'elle ne fût encore qu'à ses débuts, commençait à peser dans la balance, et la confiance, que dès l'origine les alliés avaient placée dans son avenir, trouvait chaque jour des raisons nouvelles de s'affirmer. Encore fallait-il que le commandement allié, qui avait à utiliser sur le champ de bataille cette coopération, orientât sans cesse, d'après ses prévisions et ses projets, ceux qui étaient chargés de la lui préparer. Il n'y manquait point.

4. Poursuite de l'établissement du programme de la coopération américaine.

Programme établi pour le transport des divisions américaines en juillet ; les alliés demandent que cent divisions soient constituées pour le 1er août 1919 ; difficultés matérielles auxquelles se heurte l'organisation de l'armée américaine ; le président Wilson déclare qu'en dépit de tous les obstacles il y aura cent divisions en France le 1er juillet 1919. – c'est le manque d'artillerie surtout qui retarde la formation d'une armée américaine autonome. – projet d'intervention des forces américaines en Sibérie. – le champ d'action du haut commandement allié s'élargit de plus en plus.

Dans leur réunion d'Abbeville, les 1er et 2 mai, les gouvernements alliés avaient fixé dans ses grandes lignes le plan de transport en France des troupes américaines durant les mois de mai et juin. Le 2 juin, réunis de nouveau à Versailles, ils me chargeaient avec lord Milner et le général Pershing de proposer un programme des transports américains pour le mois de juillet. Un accord fut conclu en conséquence entre ces trois personnalités qui, après avoir confirmé la priorité absolue à donner aux transports d'infanterie pendant le mois de juin,

demandèrent que la même priorité fût observée pendant le mois de juillet, et que 140.000 fantassins et mitrailleurs fussent, durant ce mois, amenés en France. Le conseil supérieur de guerre non seulement ratifia cet accord, mais en outre émit le vœu que le gouvernement des États-Unis, pour assurer la supériorité numérique de l'entente, et par là sa victoire, constituât pour le 1er août 1919 une armée de 100 divisions, ce qui exigerait des levées mensuelles de 300.000 hommes au moins. À cet appel des alliés à l'effort américain, le général Pershing avait l'occasion de répondre bientôt d'une façon indirecte, mais particulièrement expressive. Le 9 juin, au moment où la XVIII^e armée allemande lançait ses attaques en direction de Compiègne, le commandant des forces expéditionnaires américaines, renouvelant son geste du 28 mars, venait me trouver à Bombon, m'assurait de sa solidarité entière à la cause commune, de son désir plus que jamais ardent de voir toutes ses divisions prendre part à la bataille, et il se faisait en même temps l'interprète du sentiment unanime de la nation américaine, plus que jamais résolue, disait-il, à jeter toutes ses forces dans la lutte, sans compter. On voit dans quelle mesure la manifestation de tels sentiments pouvait faciliter la tâche des gouvernements alliés. En fait, seuls des obstacles matériels mettaient une limite à la coopération américaine. Malheureusement, ces obstacles étaient sérieux, et j'en soulignais l'importance dans une note adressée le 14 juin au président du conseil.

Examinant dans cette note sur quelles bases il conviendrait d'établir le programme des transports de troupes d'Amérique en France pendant le deuxième semestre de 1918, je faisais ressortir, à côté de mon désir légitime de voir arriver en France le plus grand nombre possible d'hommes, les éléments qui seraient susceptibles d'en limiter la réalisation, et je citais entre autres : les disponibilités en tonnage, la possibilité de trouver en France ou à proximité les chevaux nécessaires à l'organisation des unités américaines débarquées chaque mois, les ressources de l'armement français et des fabrications américaines, enfin les besoins toujours croissants du ravitaillement de l'armée américaine en France. La complexité du problème exigeait par suite des études préalables très poussées, de la part d'organes très divers, comme aussi des ententes entre les gouvernements, afin d'en établir des données exactes. Avec l'assentiment du président du conseil, je dirigeai ces études, et, en collaboration avec M. Tardieu, à ce moment en France, j'élaborai un programme sur les bases suivantes :

Pour que l'entente fût à coup sûr capable d'un effort décisif en 1919, il lui fallait une supériorité numérique indiscutable sur les 220 ou 240 divisions allemandes, ce qui nécessitait de l'Amérique un apport de 80 divisions pour le mois d'avril, de 100 divisions pour le mois de juillet de 1919.

Pour que ces divisions aient eu avant leur embarquement une instruction de trois mois, il fallait que la dernière des divisions d'avril 1919 eût été appelée en décembre 1918. La formation de chaque division, compte tenu de la proportion correspondante de services, d'éléments d'armée, de corps d'armée, etc., entraînant l'incorporation de 41.600 hommes, c'était donc, avec les effectifs de remplacement à assurer, un minimum de 300.000 hommes à enrôler pendant chacun des six derniers mois de 1918 et des quatre premiers mois de 1919. Ce programme, approuvé tout d'abord par le général Pershing au cours d'une conférence tenue à Chaumont le 23 juin, était soumis le 2 juillet, à Versailles, aux membres du conseil supérieur de la guerre, qui l'adoptèrent également et le transmirent au président Wilson. Celui-ci répondit sans délai qu'il y aurait en France cent divisions américaines le 1er juillet 1919, et que d'autres divisions

suivraient si c'était nécessaire. La principale difficulté, celle du tonnage, était ensuite résolue, d'une part grâce au formidable essor que prenait la marine marchande américaine, ensuite grâce à l'aide de l'amirauté britannique qui s'engagea à parer au déficit éventuel. Cependant le rapide accroissement des forces américaines rendait plus pressant encore le désir du général Pershing de les constituer en une armée autonome.

Le 10 juillet, il venait me trouver pour me demander de hâter le plus possible la formation en corps d'armée des divisions américaines se trouvant en zone française, et de fournir à celles qui en étaient encore dépourvues l'artillerie nécessaire, en la prélevant au besoin sur des unités françaises. Je ne manquai point en cette circonstance de lui renouveler l'assurance que personne ne désirait plus vivement que moi la constitution de corps d'armée, d'armées, de secteurs américains, pour la bataille américaine, et que tous mes efforts tendaient vers ce but. Je restais, en effet, profondément convaincu que les soldats d'un pays ne rendent jamais tant que lorsqu'ils combattent avec leurs chefs et sous leur drapeau. L'amour-propre national est alors engagé. L'expérience et le caractère du général Pershing garantissaient en outre que là où il engagerait les troupes américaines, il ne s'arrêterait qu'au lendemain du succès. Malheureusement, le défaut d'artillerie empêchait encore de doter de canons toutes les divisions ou corps d'armée américains que l'on eût pu former. L'entente, en effet, visait à acquérir une supériorité numérique indispensable et il eût été peu conforme à ses intérêts de priver de leur artillerie des unités françaises au profit d'unités américaines. Au contraire, les divisions américaines qui n'avaient pas d'artillerie pouvaient être très avantageusement utilisées à relever dans des secteurs calmes, et à rendre disponibles pour la bataille, des divisions françaises. La collaboration des forces américaines ne s'exerçait pas seulement au profit du front occidental. Le 17 juin, le général Bliss était venu à Bombon m'entretenir d'une demande adressée par lord Milner au président Wilson, en vue du transport d'un contingent américain de 4.000 hommes (trois bataillons et deux batteries), à Mourmansk et Arkhangel. Le président Wilson, par prudence et pour ne pas diminuer le nombre des troupes américaines et les moyens de transport destinés au front français, était peu disposé à accueillir la demande de lord Milner.

Toutefois, six jours plus tard, ayant appris que les Allemands avaient ramené de Russie en France un certain nombre de divisions, je télégraphiais à mon tour au président Wilson que cet événement était à considérer comme [un argument militaire décisif en faveur de l'intervention des alliés en Sibérie](#), et j'insistais derechef, le 27 juin, dans un second télégramme au président des États-Unis, lui demandant d'envoyer d'urgence deux régiments américains en Sibérie. Le 2 juillet, la question était soumise à la réunion du conseil supérieur de guerre à Versailles et l'affaire prise en mains par les chefs des gouvernements alliés. L'action du commandement allié avait à s'étendre, comme on le voit, dans des limites de plus en plus larges, jusqu'aux arrières dans chaque pays allié, pour assurer la formation ou l'entretien des troupes, comme aussi sur l'ensemble des théâtres d'opérations où leurs intérêts étaient engagés. La formule de Doullens s'était étrangement agrandie. Mais, tout en embrassant du regard l'ensemble de la guerre, c'était toujours sur le front occidental que se jouait la partie décisive, et le front occidental, c'était tout le vaste terrain qui s'étendait de l'embouchure de l'Yser à celle du Piave. Malgré le souci des opérations en France, l'importance et l'intérêt que présentait le théâtre d'opérations italien ne pouvaient être perdus de vue. Forcément les événements avaient les uns sur les autres une répercussion réciproque en deçà et au delà des Alpes. Il importait, en effet, que

la cause alliée n'y souffrît pas de dommage tout d'abord, et qu'elle fût mise au plus tôt en état de vaincre. C'est dans ce but que la conférence d'Abbeville m'avait confié sur le théâtre d'opérations italien une mission de coordination.

5. Les opérations sur le front italien

Le général Foch prend contact avec le commandement italien et suit ses projets offensifs, 7 mai ; des menaces d'attaque ennemie font ajourner ceux-ci ; le général Foch approuve la conduite du général Diaz. M. Clemenceau s'en émeut, 28 mai-12 juin. – l'attaque autrichienne, son échec complet, 15 juin-23 juin ; le général Foch invite alors le général Diaz à reprendre ses projets d'offensive en les élargissant, 27 juin.

En vertu de cette mission, j'avais, dès le 7 mai, écrit au général Diaz pour lui demander quelles seraient les grandes lignes de l'action offensive que le commandement italien projetait dans la région des Mélettes, ainsi que la participation qu'il envisageait des forces alliées, françaises et britanniques, à cette action comme aussi la date à laquelle la préparation en serait achevée. Les dures batailles livrées sur le front franco-britannique de France, l'inaction et l'hésitation dont les armées autrichiennes faisaient preuve depuis l'hiver, enfin la supériorité des forces alliées en Italie constituaient autant de facteurs décisifs pour le déclenchement prochain d'une importante offensive italienne. Elle devait avoir pour effet de briser la résistance autrichienne, ou tout au moins de reporter de ce côté une partie des forces allemandes engagées à ce moment sur le front de France. Dans le but de développer et de préciser ces considérations au général Diaz, comme aussi d'être tenu au courant des intentions de celui-ci, j'avais même détaché en mission temporaire au comando supremo un officier de mon état-major, le lieutenant-colonel Lepetit.

On en était là, lorsque, le 28 mai, le général Graziai, commandant les troupes françaises en Italie, rendait compte par télégramme que le commandement italien, craignant une attaque ennemie sur le Piave, ajournait l'exécution de l'offensive qu'il avait projetée dans la région d'Asiago. Cette décision était confirmée, deux jours après, par le colonel Cavallero, chef du bureau des opérations, que le général Diaz m'avait envoyé à Sarcus, avec une lettre particulière. Dans cette lettre, le chef d'état-major général de l'armée italienne exposait en détail les raisons pour lesquelles il lui était impossible, en face de la menace autrichienne, de mettre à exécution pour le moment un projet d'offensive. Dans ces conditions, nous étions amenés à partager cette manière d'apprécier la situation, et, en approuvant les dispositions prises dans les circonstances présentes, à entrevoir que l'armée italienne serait tenue constamment prête à reprendre, le moment venu, les opérations offensives dont la préparation était déjà commencée.

Le 9 juin, le colonel-brigadier Calcagno, envoyé par le général Diaz comme agent de liaison permanent à mon quartier général, arrivait à Bombon. Il confirmait les renseignements du comando supremo touchant cette attaque, sans donner d'ailleurs plus de précisions sur son imminence, et il ajoutait que le programme offensif de l'état-major italien se bornait, pour le moment, à une opération locale qui serait exécutée prochainement dans la région du Tonale.

Sur ces entrefaites, le président du conseil, M. Clemenceau, me transmettait une conversation que M. Camille Barrère, notre ambassadeur à Rome, venait d'avoir avec M. Orlando, et d'où il résultait que le général Diaz n'avait ajourné son offensive qu'après m'avoir consulté et obtenu mon assentiment. Très ému, M.

Clemenceau me demandait de m'expliquer à ce sujet. Je n'avais pas de peine à lui répondre sur-le-champ que si, en effet, j'avais approuvé, le 30 mai, l'attitude du général Diaz, je lui avais également recommandé d'attaquer dès que les conditions seraient modifiées. Il me semblait, du reste, que l'hésitation autrichienne sur le front italien et la persistance de l'effort allemand sur le front franco-britannique devaient justifier prochainement un changement d'attitude du comando supremo. Effectivement, après avoir de nouveau examiné la situation avec le colonel brigadier Calcagno, j'écrivais le 12 juin au général Diaz pour lui demander de reprendre sans délai la réalisation de son plan d'attaque, et je soulignais dans ma lettre que les résultats à attendre d'une action italienne large et énergique seraient de nature à soutenir puissamment les troupes du front franco-britannique dans la rude bataille qu'elles livraient depuis plus de deux mois.

En rendant compte de l'envoi de cette lettre au président du conseil, je priais M. Clemenceau d'en aviser également M. Barrère, afin que celui-ci fût à même, si c'était nécessaire, d'agir dans le sens voulu auprès du gouvernement italien. Mais à peine cette démarche était-elle faite, que la grande offensive autrichienne se déclanchait. Le 15 juin, les 6e, 7e et 3e armées italiennes étaient attaquées sur le front s'étendant des débouchés de la Brenta à l'embouchure du Piave ; elles maintenaient du reste fermement leurs positions et l'ennemi ne réussissait à franchir le Piave qu'en quelques points. La bataille se poursuivait pendant plusieurs jours sans que les Autrichiens pussent accroître leurs faibles gains, et, le 23 juin, ils étaient même contraints de repasser sur la rive gauche du Piave. Leur offensive avait subi en définitive un échec complet. Il importait que les Italiens profitassent sans retard de l'avantage incontestable qu'ils avaient acquis de la sorte.

Aussi, le 27 juin, j'écrivais de nouveau au général Diaz. Après l'avoir félicité du grand succès remporté par ses armées, je l'invitais à reprendre et à exécuter le plus tôt possible ses projets d'offensive en les élargissant, de manière à conquérir le massif des Mélettes et le mont Lisser. Cette conquête, qui amènerait l'armée italienne à proximité de la route de Feltre, lui fournirait une base de départ favorable à des entreprises ultérieures en direction de Trente, le jour où les alliés passeraient à une offensive d'ensemble sur tous les fronts, c'est-à-dire vraisemblablement au mois de septembre prochain. Le lieutenant-colonel Lepetit était chargé de porter cette lettre au général Diaz et de lui en développer les conclusions. Et comme, d'autre part, le gouvernement français se déclarait prêt, le 11 juillet, à fournir au comando supremo certains moyens matériels qui pourraient lui être nécessaires, notamment des chars d'assaut et des obus à ypérite, on espérait voir partir bientôt l'offensive italienne. Mais à ce moment déjà notre attention se concentrait tout entière sur le front français, où une quatrième offensive allemande était à la veille d'être lancée.

Chapitre VIII — La deuxième bataille de la Marne.

Préparatifs d'attaque allemande et de contre-offensive alliée dans la première quinzaine de juillet. – l'attaque allemande en Champagne, 15 juillet. – la contre-offensive alliée, 18 juillet. – l'arrêt ordonné à la Vesle, 2 août.

Au début de juillet, le commandement allié, grâce à l'activité des organes d'investigation et à d'heureux coups de main exécutés en différents points du front, possédait des indications touchant les intentions de l'ennemi. Une nouvelle offensive allemande, s'étendant sur les cent vingt kilomètres qui séparent Château-Thierry de l'Argonne, était en préparation. Elle comportait le franchissement de la Marne dans la région de Dormans, et devait être exécutée dans la première quinzaine de juillet. Une autre offensive ennemie était également en préparation entre Arras et Ypres. Elle devait comporter des forces très importantes. L'organisation simultanée de ces deux actions, séparées par une grande distance, et qui devaient marcher l'une (celle de Champagne) vers le sud, l'autre (celle d'Artois-Flandre) vers l'ouest, divergentes par conséquent, nous paraissait difficile à comprendre et à justifier. En tout cas, l'état des disponibilités allemandes semblait interdire pour le moment qu'elles pussent être exécutées en même temps. Il nous restait par suite à pressentir et à déterminer celle qui aurait la priorité, et, en toute éventualité, à ne pas perdre de vue la seconde afin d'être en état d'y répondre si cela devenait nécessaire. Avec le temps, certains indices permettaient de conclure que ce serait celle de Champagne. Là, en effet, l'ennemi poursuivait activement ses préparatifs, et même, dans sa hâte, il en arrivait à négliger les précautions de nature à les dissimuler. Les alliés ainsi éclairés prenaient leurs dispositions et arrêtaient leur ligne de conduite. Après avoir, le 3 juillet, appelé l'attention du général Pétain sur la nécessité dans la défensive de fixer la mission de chacun par des ordres précis et contrôlés, j'invitais, dès le 5 juillet, le commandant en chef des armées françaises à renforcer résolument, en aviation, artillerie de campagne et en divisions d'infanterie, le front menacé.

Le 11, je lui écrivais encore : l'extension des préparatifs d'attaque (ennemie) en Champagne a pour conséquence d'éloigner la probabilité d'une attaque allemande au nord de la Somme, ou de diminuer l'importance vraisemblable de cette attaque. Dans ces conditions il y a lieu, semble-t-il, de prendre des mesures pour pouvoir réunir rapidement, en arrière de notre front de Champagne, les réserves suffisantes pour arrêter à bref délai une offensive ennemie puissante... et je lui demandais de prélever, à cet effet, quelques divisions parmi celles qui se trouvaient alors réunies à la gauche française en vue d'une intervention éventuelle en zone britannique. En même temps on avisait le maréchal Haig de ce prélèvement, et on lui demandait de porter au sud de la Somme deux divisions de sa réserve générale, de manière à assurer en tout état de cause la jonction des armées britanniques et françaises. On l'invitait d'autre part à prévoir le cas où, la bataille attendue épuisant toutes les réserves françaises, il deviendrait nécessaire de faire appel à des renforts anglais pour y suppléer. Enfin on lui signalait l'intérêt que pourrait présenter une attaque anglaise sur le front Festubert-Robecq, si l'offensive ennemie contre l'armée française prenait une extension capable d'absorber la majeure partie des réserves allemandes. Dès le lendemain, 13 juillet, je faisais du reste appel aux réserves britanniques en demandant au maréchal Haig d'envoyer immédiatement

vers le front français quatre de ses divisions, et de préparer le transport de quatre autres divisions en cas de besoin, en raison du développement que semblait devoir prendre la bataille imminente en Champagne. En vue de cette bataille, nous prenions chaque jour des dispositions défensives de nature à arrêter l'ennemi, en même temps que de fortes mesures destinées à préparer la contre-offensive envisagée au sud-ouest de Soissons. Elle devait avoir de plus en plus d'ampleur et constituer dans le Tardenois une forte riposte à l'attaque de Champagne.

Les circonstances, en effet, semblaient favorables au succès de cette entreprise. Entre la Marne et l'Aisne, elle frappait dès aujourd'hui dans le flanc de l'ennemi, et ce flanc allait s'allonger et s'affaiblir le jour où l'adversaire, attaquant de Château-Thierry à l'Argonne, engagerait la masse de ses forces vers la Marne, dans la direction du sud. Pour mener à bonne fin ce double jeu, toutes les disponibilités françaises avaient à être concentrées entre l'Oise et l'Argonne. Recomplétées, refaites, elles allaient constituer, avec un certain nombre de divisions américaines et britanniques, une masse imposante de trente-huit divisions d'infanterie et six divisions de cavalerie, permettant de satisfaire à la fois aux exigences de notre front défensif de Champagne et de nos opérations offensives du Soissonnais. Ces réserves, du reste, ne feraient qu'augmenter dans un avenir rapproché, car l'armée américaine, déjà forte de vingt-sept divisions en France, voyait sans cesse s'accroître ses effectifs. Du côté allemand, au contraire, la direction suprême témoignait de la difficulté où elle se trouvait d'entretenir ses unités, et il était évident que la supériorité numérique passerait sous peu du côté des alliés.

Dès lors on pouvait, à partir du milieu de juillet, voir le moment où les forces adverses allaient se faire sensiblement équilibre. Le moment était bien venu de prendre l'offensive si l'ennemi n'attaquait pas, et, s'il attaquait, de joindre à notre parade une riposte sévère. Pour donner à cette riposte encore plus de valeur, je prescrivais le 9 juillet au général Pétain de conjuguer avec l'offensive de la 10^e armée une autre action offensive, qui serait exécutée simultanément, entre la Marne et Reims, sur le flanc est de la poche, par la 5^e armée française, commandée par le général Berthelot. Enfin, le 13 juillet, je résumais ces intentions dans une lettre au commandant en chef français, qui déterminait la répartition à faire de nos forces pour la bataille en préparation.

La première opération, l'arrêt de l'ennemi, exigeait un apport de forces qui était en grande partie réalisé, mais qu'il était encore possible d'augmenter. Quant à la seconde, la contre-attaque, qui devait constituer, **en dehors de ses avantages propres, un moyen défensif d'une efficacité supérieure**, il convenait de lui consacrer sans retard, tant qu'il serait possible, toutes les forces nécessaires. Dans l'après-midi du 14 juillet, je me rendais encore à Provins, et il était décidé d'une façon ferme que cette contre-offensive française serait déclenchée comme riposte à l'attaque allemande en Champagne, qui s'annonçait comme très prochaine. La préparation de cette contre-attaque, étudiée depuis quelques semaines, exigeait une durée de quatre jours, notamment pour la réunion et la mise en place des renforts à faire arriver des différentes parties du front, et, pendant cette période de temps, ces troupes pouvaient faire défaut sur les secteurs d'où elles provenaient, s'ils étaient attaqués. C'était donc quatre jours de risque, et peut-être de crise, à courir avant de pouvoir entreprendre une action utile.

Malgré cela, et pour hâter la marche des événements, nous avons prescrit de commencer cette préparation dès le 14 juillet, et, comme à cette date l'attaque allemande de Champagne paraissait de plus en plus proche, dans une entrevue à Provins avec le général Pétain, nous arrêtons que la contre-attaque, activement poussée et entièrement terminée le 18, serait déclanchée comme riposte à l'offensive ennemie, quand elle aurait lieu. Tandis que se poursuivaient nos préparatifs, s'était produite, dans une réunion du conseil suprême tenue à Versailles le 4 juillet, une de ces manifestations de l'inquiétude que les militaires investis de pouvoirs étendus inspirent à certains hommes politiques. Ce jour-là, au moment où la séance de l'après-midi se terminait tard, M. Lloyd George déposait et faisait insérer au procès-verbal de la séance une résolution rédigée en anglais, que M. Clemenceau, président du conseil, déclarait accepter au nom du gouvernement français. Aux termes de cette résolution, le comité de Versailles rentrait en scène, et les représentants militaires qui le constituaient reprenaient le droit de contrôle, sinon d'initiative, sur les plans d'action des armées alliées, ce qui enlevait au commandant de ces armées toute indépendance dans l'établissement des plans et toute liberté dans leur exécution.

Dès que ce document put être traduit et que j'eus connaissance du texte, dont la gravité semblait avoir échappé aux membres du conseil, j'allais à Paris trouver M. Clemenceau et lui dire que je ne pouvais l'accepter, ni continuer à commander les armées alliées, s'il était maintenu dans sa forme du moment. Nous repartions ensemble pour Versailles trouver M. Lloyd George, qui s'apprêtait à dîner avec les représentants des dominions. Malgré le trouble apporté dans la réunion, une discussion s'engageait aussitôt avec le premier ministre britannique. Une nouvelle rédaction était établie, d'après laquelle je gardais toute latitude pour l'établissement des plans d'opérations, n'en devant compte qu'aux chefs des gouvernements, tandis que les représentants militaires étaient tenus de s'entendre au préalable avec moi sur les propositions qu'ils auraient à présenter pour la conduite de la guerre.

Pendant ce temps, les préparatifs de l'ennemi s'étaient poursuivis et fortement avancés. Le 14 juillet, à 20 heures, un coup de main exécuté au 4^e corps français ramenait vingt-sept prisonniers. Interrogés sur-le-champ, ils révélaient que l'attaque allemande attendue par les alliés serait lancée dans la nuit même du 14 au 15 et que la préparation d'artillerie en commencerait à minuit dix. Avant que celle-ci fût entamée, nos tirs de contre-préparation et de contrebatterie étaient lancés sur tout le front du groupe d'armées du centre. L'ennemi était devancé dans l'ouverture du feu, et surpris par le nombre de nos batteries, dont la plupart se dévoilaient pour la première fois. Il n'en mettait pas moins son programme à exécution. à l'heure dite, son artillerie entra en action, et, entre 4 h. 15 et 5 h. 30, sur le front de quatre-vingt-dix kilomètres de Château-Thierry à Massiges, le saillant de Reims étant excepté, l'infanterie allemande s'élançait à l'assaut. à l'est de Reims, grâce aux mesures judicieusement prises par le général Gouraud, elle subissait un échec complet. Avant d'avoir pu aborder la position de résistance, sur laquelle était établi solidement le gros de la 4^e armée française, les colonnes ennemies étaient dissociées par le feu précis et dense de nos batteries, comme aussi par le tir des mitrailleuses réparties sur la ligne des avant-postes. Vainement le commandement allemand essayait-il à plusieurs reprises, pendant la journée, de reprendre d'assaut cette position de résistance ; il ne réussit pas à l'entamer sur un seul point.

À l'ouest de Reims, la journée ne nous était pas aussi favorable. Devant la 5e armée, l'ennemi faisait des progrès assez rapides entre la Marne et l'Ardre en direction générale d'Épernay, et rejetait le centre de cette armée (5e corps français et 2e corps italien) sur sa deuxième position. En même temps, il franchissait la Marne de part et d'autre de Dormans, repoussait les avant-postes établis au sud de la rivière, et établissait une tête de pont sur la ligne générale Mareuil-Le-Port, Comblizy, Saint-Agnan, Fossoy, que tenaient la gauche de la 5e armée française et la droite de la 6e. Pour faire face à cette poussée adverse, les réserves d'armée et la presque totalité des divisions en réserve générale étaient engagées dans la journée du 15. Le soir, le général Pétain n'avait plus qu'une division d'infanterie et une division de cavalerie en arrière de la 4e armée, et une division en arrière de la 5e. Ainsi, l'offensive allemande, franchement arrêtée sur le front de notre 4e armée, avait obtenu d'incontestables succès devant notre 5e armée et à la jonction de celle-ci avec notre 6e. Là elle avait abouti à rompre notre front et même à franchir la Marne à Dormans. De cet avantage partiel allait-elle pouvoir faire sortir une avance assez marquée et assez prompte pour troubler nos installations voisines et nous interdire la réalisation de notre programme ; allait-elle nous détourner de notre contre-offensive dont la préparation demandait encore deux jours ? Telle était la question qui pouvait se poser au cours de la journée du 15. Toutefois l'indécision cessait si l'on comparait la faiblesse des résultats obtenus par l'ennemi à la grandeur de son effort et à la puissance qu'avait déchaînée son initiative, si l'on considérait au total l'étendue de son échec.

Il avait échoué sur plus de quarante kilomètres de front en Champagne. Il avait franchi la Marne sur près de vingt kilomètres à Dormans. Les deux terrains étaient séparés, sur un espace d'une trentaine de kilomètres, par le puissant môle de la ville et de la montagne de Reims, qui restait entre nos mains. Dès lors il était hors d'état, dans les quarante-huit heures encore nécessaires à l'achèvement de la préparation de notre contre-offensive, d'élargir et d'agrandir ses avantages de la Marne au point d'en faire sortir la décision de la bataille engagée par lui, tandis que, ce délai passé, nous pouvions l'attaquer de l'Aisne à la Marne, sur un front de quarante kilomètres, avec des moyens puissants, de flanc, dans une direction et sur un terrain nouveaux, en surprise et en forces, au total dans des conditions de nature non seulement à neutraliser ses avantages, mais même à les rendre désastreux. Nous n'avions pour cela qu'à maintenir implacablement l'ordre d'idées et le programme d'exécution suivant lesquels se préparait notre reprise de l'initiative et de l'offensive entre l'Aisne et la Marne. Sans perdre de vue les entreprises de l'ennemi, et tout en parant au plus tôt aux dangers qui pouvaient être immédiats, il fallait maintenir et au besoin accentuer cette ligne de conduite. C'est à quoi je consacrai ma journée du 15.

Tout en partageant cette confiance, le commandant en chef des armées françaises, plus directement en contact avec les événements du champ de bataille, était préoccupé en particulier de l'avance allemande au sud de la Marne et en direction d'Épernay. Pour y faire face, il avait envisagé de prélever des troupes sur celles qui devaient exécuter la contre-attaque et d'en faire suspendre les préparatifs. Faisant route vers Mouchy-Le-Châtel, où je devais rencontrer le maréchal Haig, j'eus l'occasion de m'arrêter à Noailles, quartier général du général Fayolle, et d'y être instruit de ces dispositions. J'adressais aussitôt au grand quartier général un message qui opéra le redressement nécessaire. La préparation de la contre-attaque put se poursuivre sans qu'aucun retard y eût été apporté.

Mais, tenant compte des légitimes préoccupations du commandement français, je demandai au maréchal Haig de faire suivre sans interruption les deux divisions anglaises, qui, conformément à ma lettre du 13, porteraient à quatre les unités anglaises du front français. Malgré ses craintes de voir se produire dans les Flandres une offensive secondaire analogue à celle de Champagne, et un effort principal sur la partie du front comprise entre Château-Thierry et Lens, il accédait à ma manière de voir, et deux nouvelles divisions anglaises, les 13e et 34e, étaient dirigées vers le front français.

Dans ces conditions, les deux divisions britanniques déjà en route, et constituant le 22e corps britannique, étaient mises à la disposition du général Pétain pour renforcer le front du groupe d'armée du centre momentanément sur la défensive, tandis que celles dont le transport commençait allaient débarquer dans la région de l'Oise pour y rester à ma disposition et s'employer ensuite, soit offensivement en renforcement de notre 10e ou 6e armée, soit défensivement au profit de la 3e. C'est ainsi qu'il fut pourvu aux besoins immédiats de la défense, tout en maintenant la préparation de notre contre-offensive et en renforçant ses moyens. La journée du 16 se passait sans incident nouveau. L'attaque allemande, frappée d'insuccès la veille, ne parvenait pas à obtenir de meilleurs résultats. Elle dégénérait sur le front de Champagne en actions locales, décousues, impuissantes.

Au sud de la Marne, l'ennemi tentait vainement d'élargir sa tête de pont ; il se heurtait non seulement à une défensive opiniâtre, mais encore à des contre-attaques énergiques de la part de la 6e armée française, qui l'arrêtait partout et même lui reprenait certains points d'appui. Si l'on ajoute que [notre artillerie et notre aviation, bombardant sans trêve les passages sur la Marne, rendaient difficile l'arrivée de ses renforts, de ses munitions et de ses vivres](#), on voit combien était précaire son établissement dans le fond de la poche de Château-Thierry. Les seuls progrès qu'il put enregistrer, dans la journée du 16, furent accomplis au sud-ouest de Reims, entre Vesle et Marne, en particulier le long de cette rivière, mais ils étaient si localisés qu'ils ne pouvaient influencer la situation d'ensemble et si coûteux qu'ils ne pouvaient être renouvelés sans préjudices. Après deux jours d'efforts infructueux pour améliorer les avantages déjà périlleux qu'elle avait obtenus sur la Marne, que pouvait faire la direction suprême allemande si ce n'est hésiter ? Quel devait être l'état moral de son armée entraînée et arrêtée dans le *Friedensturm*, le choc d'où sortirait la paix ? Il n'en sortait pour elle, en réalité, que la déception et l'amertume, prodromes de la défaite. Le 17 juillet, l'armée allemande était bien réduite à l'impuissance. Le 18, les canons alliés allaient à leur tour faire entendre leur tonnerre, au moment et sur le terrain qui leur avaient été fixés.

Comme on l'a vu précédemment, l'attention avait été appelée, dès le mois de juin, sur l'importance du noeud de chemins de fer de Soissons, qui était absolument indispensable à l'ennemi pour ravitailler convenablement ses troupes engouffrées dans la poche profonde, mais relativement étroite, de Château-Thierry. L'élaboration d'une offensive contre ce point de Soissons, peu éloigné de nous, avait été entreprise d'après mes notes des 14 et 15 juin, et le général Mangin en avait établi le plan dès le 20 juin. Depuis cette époque, nous avons entrevu des résultats beaucoup plus considérables qu'une simple perturbation des communications, à faire sortir de cette attaque dirigée d'ouest en est, à la condition qu'elle fût étendue dans sa base de départ et renforcée dans les moyens mis à sa disposition. C'est ainsi que le général Mangin avait progressivement étendu le front de son projet aux vingt-quatre kilomètres qui

séparaient ses positions de l'Aisne de celles de l'Ourcq, où il se liait à la gauche de notre 6e armée, et qu'il voyait successivement accroître ses forces, au point qu'il aura pour débiter 18 divisions (dont les 1ere et 2e divisions américaines formant le 3e corps américain) , 3 divisions de cavalerie, 240 batteries de 75, 231 batteries d'artillerie lourde, 41 escadrilles, 375 chars d'assaut.

De son côté, le général Degoutte, commandant la 6e armée, avait fait connaître qu'il pourrait agir dans le même sens, prolonger à droite la 10e armée et étendre au delà de l'Ourcq l'attaque envisagée. Il avait établi un projet de reprise de l'offensive de la 6e armée, en prolongeant sur le front Ourcq-Clignon l'action entreprise à sa gauche par la 10e. Le moment venu, on mettrait à sa disposition un régiment de chars et une ou deux divisions d'infanterie. Avec ce supplément de forces, portant à huit divisions ses troupes d'attaque, il étendrait de vingt-six kilomètres le front offensif. Nous avions également prévu, dès le 9 juillet, une action concomitante de la 5e armée, exécutée entre la Marne et Reims en direction de l'ouest. Mais depuis cette date, la situation de cette armée s'était profondément modifiée, son intervention ne pouvait être que secondaire.

Entre temps, les 10e et 6e armées avaient, par des actions exécutées successivement, amélioré leur base de départ. C'est ainsi qu'à l'ouest de Soissons, la 10e armée s'était établie sur le plateau de Cutry-Dommiers, que plus au sud elle avait enlevé les villages de Longpont et de Corcy en bordure de la forêt de Villers-Cotterets, et qu'elle avait établi ses avant-postes à l'est du ruisseau de Savières. La 6e armée de son côté avait reconquis, à l'ouest de Château-Thierry, des positions importantes, telles que le village de Vaux, le bois des Roches et le bois Belleau, où la 2e division américaine s'était brillamment comportée. Ces opérations de détail, préparées avec le plus grand soin, ne nous avaient coûté que des pertes relativement minimales en comparaison des résultats moraux et tactiques qu'elles avaient procurés. Elles avaient montré en tout cas, dans cette région, une diminution certaine du degré de résistance de l'adversaire, ainsi que l'indiquait le nombre élevé des prisonniers capturés.

Pour parer à la crise d'effectifs qu'il subissait, le haut commandement allemand avait sans doute fait de ses divisions deux catégories, celles simplement chargées de tenir le terrain face à l'ouest, et celles chargées de le conquérir face au sud. Leur valeur apparaissait bien inégale. Tels étaient l'ordre d'idées envisagé, comme aussi la nature de nos préparatifs, lorsque l'attaque allemande était venue faire sentir le poids de sa puissance, bientôt amortie il est vrai. Malgré cette attaque, et en dépit de certaines inquiétudes, nous avons maintenu et poussé la poursuite pleine de promesses des préparatifs des 10e et 6e armées entre la Marne et l'Aisne, tandis que nous consolidions, par des moyens de fortune, notre situation momentanément affaiblie au sud de la Marne et devant notre 5e armée.

Le 18 au point du jour, les 10e et 6e armées passaient à l'offensive. À 4 h. 35, sur le front compris entre la vallée de la Marne et le plateau de Nouvron, l'artillerie très renforcée des deux armées entra en soudainement en action, tandis que l'infanterie sortant de ses tranchées, sans autre préparation, se portait en avant, précédée par ses chars de combat et survolée par une aviation nombreuse. Au nord de l'Ourcq, la 10e armée pénétrait largement dans la position de résistance de l'ennemi ; vers 10 heures, elle était maîtresse de Chaudun, Vierzy, Villers-Hélon. Au sud, la 6e armée, après s'être emparée de la ligne des avant-postes allemands, avait, conformément à son programme, effectué une préparation d'artillerie d'une heure et demie sur la position de

résistance adverse. Elle avait ensuite repris son mouvement en avant avec succès, et, vers midi, elle tenait cette position de Marisy-Saint-Mard à Torcy. Devant la tournure favorable des attaques, j'envoyais le jour même une directive particulière au général Pétain, lui disant :

1. La région au nord de la Marne de Château-Thierry se montre la plus favorable à une offensive féconde. Par suite, il y a lieu d'y renforcer d'abord l'action entreprise aujourd'hui par nos 6e et 10e armées, et de préparer ensuite le développement vers le nord de cette action.
2. Dans ce double but, il est nécessaire d'y concentrer sans retard toutes les unités fraîches qui sont disponibles au sud de la ligne Château-Thierry, Reims, Massiges, appelée à devenir, sans doute, notre champ démonstratif.
3. Les unités à prévoir sont entre autres : 22e corps britannique, qui irait rejoindre les 15e et 34e divisions britanniques. 42e division américaine. unités françaises ou américaines venant de l'est.
4. Cette nouvelle répartition des forces ne doit en rien restreindre l'activité offensive demandée aux 9e, 5e, 4e armées. C'est par la réorganisation des forces engagées, et non par l'introduction de nouvelles forces, qu'elle sera entretenue.

En même temps, j'avisais le maréchal Haig qu'afin d'être en mesure d'exploiter les résultats déjà obtenus, les 15e et 34e divisions anglaises étaient portées dans la région de Villers-Cotterets, où, tout en restant en réserve, elles pourraient préparer leur intervention dans la bataille. Les résultats obtenus le 18 juillet étaient en effet importants. Outre le gain de terrain qui, en fin de journée, amenait leurs avant-gardes jusqu'à la ligne générale Pernant, Neuilly-Saint-Front, Torcy, les 6e et 10e armées pouvaient enregistrer la capture de 10.000 prisonniers et de plusieurs centaines de canons. L'adversaire surpris n'avait opposé dans l'ensemble qu'une résistance médiocre. L'usage des voies ferrées de Soissons lui était dès à présent interdit.

Le 19, notre avance se poursuivait sur tout le front sans trop de difficultés, tandis que notre aviation de bombardement prenait à partie les passages de la Marne et les rassemblements ennemis signalés à Oulchy-Le-Château et Fère-En-Tardenois. Ces rassemblements semblaient montrer que la direction suprême allait défendre la vallée de l'Ourcq, par où une avance alliée compromettrait gravement et la possession des plateaux de Soissons et celle de la tête de pont au sud de la Marne. On pouvait donc prévoir qu'une grosse bataille allait s'engager dans le Tardenois. Aussi, après avoir vu le général Pétain dans la matinée du 19, je lui adressais l'instruction suivante :

La bataille engagée doit viser la destruction des forces ennemies au sud de l'Aisne et de la Vesle. Elle sera conduite avec la plus grande activité et la dernière énergie, sans perte de temps, pour exploiter la surprise réalisée.

Elle sera poursuivie par : la 10e armée, se couvrant de l'Aisne et ultérieurement de la Vesle, visant la conquête des plateaux au nord de Fère-En-Tardenois, sa droite à Fère-En-Tardenois. La 6e armée, appuyant la marche de la 10e et portant sa gauche à Fère-En-Tardenois. Les 9e et 5e armées, reprenant au plus tôt une offensive vigoureuse : la 9e armée, pour refouler l'ennemi au nord de la Marne.

La 5e, pour reconquérir d'abord le front Châtillon, Bligny et ultérieurement la route Ville-En-Tardenois, Verneuil.

En fait, dès le 20 juillet, la résistance ennemie s'affirmait. Ce jour-là, la 10e armée restait clouée sur les plateaux à l'ouest et au sud-ouest de Soissons. Sa droite seule gagnait du terrain vers Oulchy-Le-Château. La 6e armée rencontrait également de grosses difficultés entre l'Ourcq et la Marne et ne réalisait que des progrès insignifiants, tandis que la 5e armée, passant à son tour à l'offensive, enregistrait, avec l'appui de deux divisions britanniques, quelques avances entre Marvaux et Belval. La direction ennemie, surprise tout d'abord, n'avait pu manquer de saisir l'importance des coups qui lui avaient été portés par nos 10e et 6e armées les 18 et 19 juillet, comme aussi les dangers qui résultaient, pour ses troupes avancées à la Marne et au delà de la Marne, de nos progrès le long de l'Aisne et le long de l'Ourcq vers Fère-En-Tardenois. C'étaient des communications fortement menacées et sur le point d'être compromises, pour les troupes et pour les approvisionnements réunis à la Marne en raison de l'attaque du 15. Il lui fallait les replier au plus tôt, et pour cela arrêter à tout prix ou au moins ralentir, sans compter les sacrifices à faire sur ses deux flancs, les attaques de nos 10e et 6e armées venant de l'ouest et celles de la 5e venant de l'est. Elle pouvait à ces conditions effectuer, les 19 et 20 juillet, le repli des troupes et du matériel qui se trouvaient au sud de la Marne et opérer, dans les journées suivantes, l'évacuation vers la ligne de l'Ourcq des approvisionnements de toutes sortes accumulés dans la région boisée au nord de la rivière.

Dès lors, l'intérêt de notre manoeuvre remontait vers le nord de cette ligne, et, dès le 21 juillet, je donnais au général Pétain des instructions en conséquence :

... pour faire produire à la bataille en cours tous les résultats dont elle est susceptible, il est nécessaire de pousser au plus haut point l'action de la 10e armée sur les plateaux nord de Fère-En-Tardenois ; dans ce but, d'y affecter toutes les ressources disponibles, sans parler de l'appui constant que devra lui donner la gauche de la 6e armée et de l'offensive à maintenir sur les fronts des 9e et 5e armées...

Le surlendemain, 23 juillet, j'insistais de nouveau :

... il importe de reprendre vigoureusement et sans tarder la maîtrise des opérations pour tirer de la bataille en cours tous les résultats qu'elle peut encore produire... tous les moyens disponibles doivent être affectés à la 10e armée... il faudra que cette armée les concentre sur une partie de son front, pour exécuter une attaque puissante dans une direction particulièrement intéressante, la région de Fère-En-Tardenois.

Appuyée à droite par la 6e armée, concentrant à son aile gauche toutes ses disponibilités, cette attaque pourra avoir pour résultat d'obliger l'ennemi à évacuer dans des conditions difficiles toute la région au sud de Fère-En-Tardenois.

Par suite de l'affectation à la 10e armée de tous les moyens disponibles, la 5e armée ne disposera que de moyens restreints. Il y a donc lieu, pour la 5e armée, d'exécuter des opérations successives, en concentrant les moyens au profit de chacune d'elles et en déterminant les ordres de succession, de telle sorte que chacune place la suivante dans des conditions favorables. C'est ainsi qu'une progression sur les hauteurs au nord de l'Ardre facilitera une attaque ultérieure au sud de

la rivière, et que celle-ci obligera à son tour l'ennemi à évacuer la région au nord de la Marne...

Entre temps d'ailleurs, tout en renforçant et en conduisant ainsi la bataille en cours, je ne pouvais négliger la possibilité d'une riposte allemande sur un autre terrain. La direction suprême des empires centraux, pour échapper à l'étreinte dont elle était menacée, pouvait être tentée d'employer ses réserves dans une diversion au nord de l'Oise ou contre le front anglais. Pour être en état d'y faire face, je demandais au général Pétain de regrouper, en arrière de la gauche française, les divisions fatiguées retirées de la bataille, et je rendais au maréchal Haig l'entière disposition des deux divisions britanniques, que, le 12 juillet, je lui avais fait porter au sud de la Somme.

Cependant les 6e et 10e armées, ayant concentré de part et d'autre de l'Ourcq la majeure partie de leurs moyens d'action, les lançaient à l'attaque, le 25 juillet, en direction d'Oulchy-Le-Château. Dans un brillant assaut, Oulchy-La-Ville, Oulchy-Le-Château étaient enlevés, et nos troupes prenaient pied sur les pentes occidentales de la butte Chalmont qui domine la vallée de l'Ourcq, important succès qui enlevait à l'ennemi l'espoir et la possibilité de se rétablir sur la ligne de l'Ourcq. Dès le lendemain, les allemands opéraient leur retraite vers les hauteurs au nord de cette rivière, à une allure si rapide qu'en plusieurs points nos avant-gardes ne purent garder le contact. Le soir du 29, les 10e, 6e et 5e armées françaises étaient arrêtées devant ces hauteurs, sur la ligne générale Grand-Rozoy, Fère-En-Tardenois, Cierges, Ville-En-Tardenois, Vrigny. L'ennemi y faisait tête. Les 30 et 31 juillet, nos efforts pour le déloger restaient infructueux. Les villages de Seringes, Sergy, Villers-Agron, âprement disputés, repassaient plusieurs fois de main en main. La bataille, de nouveau, en était à un point mort.

Mais la lutte se poursuivant en vertu de mes directives du 27 juillet et des instructions du général Pétain du 29 juillet, la 10e armée se portait à l'attaque le 1er août, à 4 h. 45. Les 25e, 41e, 68e divisions françaises et la 34e division anglaise, appuyées par des unités de chars, s'élançaient à l'assaut des hauteurs de Grand-Rozoy. Malgré une âpre résistance de l'ennemi, elles enlevaient de haute lutte la position allemande entre l'Orme du Grand-Rozoy, le signal de Servenay et le village de Cramaille, et elles s'y maintenaient en dépit de nombreuses et puissantes contre-attaques. Cette action décisive contraignait les Allemands à un nouveau repli. Le 2 août au point du jour, les 10e, 6e et 5e armées trouvaient le vide devant elles et, le soir, elles atteignaient sans coup férir les plateaux au sud de la Vesle. Soissons était réoccupé.

Le 3, la progression continuait. Nos troupes, venant border la rive gauche de la Vesle, reprenaient contact avec l'ennemi et poussaient même sur certains points quelques éléments au nord de la rivière. Néanmoins, arrivés sur la ligne de la Vesle, nous y trouvions, le 4, les Allemands solidement installés. Ils paraissaient décidés à la défendre. Pour les en déloger, il eût été nécessaire de monter une nouvelle action avec de puissants moyens, sans qu'on pût en attendre de longtemps des résultats décisifs, tandis que nous préparions dès ce moment une autre bataille susceptible de conséquences graves, celle de Picardie et du Santerre. Nos disponibilités ne nous permettaient pas de mener à la fois cette bataille et une attaque contre la Vesle. Aussi, était-il prescrit aux groupes d'armées de réserve et du centre de s'établir sur les positions au sud de la Vesle, tout en continuant à donner à l'ennemi l'impression que la préparation d'une attaque de vive force se poursuit...

Ainsi se terminait, après trois semaines de lutte, la deuxième bataille de la Marne, commencée infructueusement par les Allemands le 15 juillet, retournée et poursuivie avec succès par les alliés depuis le 18. Un concours heureux de circonstances y avait amené des divisions américaines, britanniques, italiennes et françaises. Elle se soldait pour celles-ci par des bénéfices importants : 30.000 prisonniers, plus de 600 canons, de 200 minenwerfer, de 3.000 mitrailleuses capturés ; le front raccourci de quarante-cinq kilomètres, la voie ferrée Paris-Châlons rétablie, la menace contre Paris supprimée. Mais surtout le moral de l'armée allemande était atteint, celui des alliés grandi. Après quatre mois de défensive imposée par la supériorité adverse, une contre-offensive victorieuse avait remis entre nos mains l'initiative des opérations et la conduite des événements de cette longue et grande guerre. Il importait au plus haut point de conserver la maîtrise dans la conduite de la guerre, en en développant et précipitant les phases et les efforts dans une série d'actions ordonnée, mettant en jeu tous les moyens des alliés, aussi rapidement que possible pour interdire le rétablissement à l'adversaire, jusqu'à sa ruine définitive.

Chapitre IX — Le mémoire du 24 juillet.

Hanté de ces idées, en particulier depuis l'arrêt de l'offensive allemande, nous en fixions l'application à mesure que s'affirmait notre victoire en Tardenois. Cette application immédiate devait être basée sur les ressources dont nous disposions dans le moment, puis sur celles à venir. Elle avait également à poursuivre, avec des succès tactiques, des résultats capables d'accroître ces ressources ou d'en faciliter l'emploi. Enfin, pour entraîner tous les esprits, elle devait être présentée de façon à montrer que, par cet accroissement progressif de forces, nous pouvions entrevoir un effort d'ensemble à résultats décisifs, à la condition de hâter et de coordonner nos actions dans le temps. De là le mémoire ci-dessous :

I. – La cinquième offensive allemande, enrayée à son départ, a été dès le début un échec. L'offensive prise par les 10^e et 6^e armées françaises l'a transformée en une défaite. Cette défaite est tout d'abord à exploiter à fond sur le terrain même de la bataille ; c'est le but que nous visons en y poursuivant les attaques sans désespérer, et avec la plus grande énergie, mais ces conséquences s'étendent au delà de cette bataille même.

II. – La défaite de l'ennemi conditionne également l'attitude générale que doivent prendre les armées alliées. En effet aujourd'hui : sans que la supériorité soit encore de notre côté en tant que nombre de divisions, nous avons déjà atteint au moins l'égalité dans le nombre des bataillons, et d'une manière plus générale dans le nombre des combattants. Pour la première fois, par suite de la quantité des divisions que les Allemands ont été obligés d'engager, nous avons la supériorité dans le nombre des réserves, et, en raison du nombre élevé de divisions fatiguées que les Allemands vont être obligés de relever sur le front de bataille, nous aurons également la supériorité dans le nombre des réserves fraîches. D'autre part, tous les renseignements concordent pour nous montrer un ennemi réduit à avoir deux armées : une armée d'occupation sacrifiée, sans effectifs, maintenue longtemps sur le front, et, manoeuvrant derrière cette façade fragile, une armée de choc, objet de tous les soins du haut commandement allemand, mais déjà fortement entamée. De plus, une supériorité matérielle indiscutable se trouve du côté allié, en aviation, en chars d'assaut. En artillerie, la supériorité minimale encore est destinée à s'accroître au fur et à mesure de l'arrivée de l'artillerie américaine. Enfin, en arrière des armées, du côté allié, la puissante réserve de forces de l'Amérique déverse chaque mois 250.000 hommes sur le sol de France ; du côté ennemi, on connaît les mesures exceptionnelles qu'il a été nécessaire de prendre pour parer à la crise des effectifs du mois de mai, et on voit par la difficulté qu'il éprouve encore à maintenir les effectifs de ses unités, qu'une nouvelle crise se manifeste. À toutes ces constatations de retournement en notre faveur du facteur force matérielle s'ajoute l'ascendant moral maintenu de notre côté depuis le début de la bataille par le fait que l'ennemi n'a pu, malgré ses efforts sans précédents, obtenir le résultat décisif qui lui était nécessaire ; ascendant moral grandi aujourd'hui par la victoire remportée par les armées alliées. Les armées alliées arrivent donc au

tournant de la route. En pleine bataille elles viennent de reprendre l'initiative des opérations ; leur force leur permet de la conserver, les principes de la guerre leur commandent de le faire. Le moment est venu de quitter l'attitude générale défensive imposée jusqu'ici par l'infériorité numérique, et de passer à l'offensive.

III. – Sans rechercher une décision, cette offensive, par une série d'actions à entreprendre dès maintenant, visera des résultats utiles :

1. Au développement ultérieur des opérations ;
2. à la vie économique du pays ; et elle maintiendra du côté des alliés la conduite de la bataille.

Ces actions doivent pouvoir être exécutées dans des conditions de rapidité, qui permettent de frapper sur l'ennemi des coups répétés ; cette condition en limite nécessairement l'étendue. Cette étendue est également limitée, d'ailleurs, par le nombre réduit d'unités, dont disposeront, pour l'offensive, les armées alliées, après quatre mois de bataille. En s'inspirant de ces considérations, le programme des actions offensives prochaines s'établit ainsi qu'il suit :

1. Opérations visant le dégagement des voies ferrées indispensables aux manoeuvres ultérieures des armées alliées :

a) dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, dans la région de la Marne, c'est le résultat minimum à obtenir de l'offensive actuelle ;

b) dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens, par une action combinée des armées britanniques et françaises ;

c) dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, dans la région de Commercy, par la réduction du saillant de Saint-Mihiel, opération à préparer sans retard et à entreprendre par les armées américaines, dès qu'elles disposeront des moyens nécessaires.

2. Opérations visant à dégager la région des mines du nord et à écarter définitivement l'ennemi de la région de Dunkerque et de Calais. Ces opérations comportent deux attaques, pouvant être exécutées séparément ou en conjugaison l'une avec l'autre. Comme il a été dit ci-dessus, ces actions sont à mener à court intervalle, de façon à troubler l'ennemi dans le jeu de ses réserves et à ne pas lui laisser le temps de refaire ses unités. Elles sont à doter puissamment de tous les moyens nécessaires de façon à réussir à coup sûr. Elles doivent réaliser, enfin, à tout prix, la surprise. Les récentes opérations montrent que c'est là une condition indispensable du succès.

IV. – Jusqu'où nous conduiront, dans l'espace et dans le temps, les différentes opérations envisagées ci-dessus, c'est ce qu'il est impossible de prévoir dès maintenant. Toutefois, si les résultats qu'elles visent sont atteints avant que la saison soit trop avancée, il y a lieu de prévoir, dès maintenant, pour la fin de l'été ou pour l'automne, une offensive d'importance, de nature à augmenter nos avantages et à ne pas laisser de répit à l'ennemi. Il est encore trop tôt pour pouvoir la déterminer d'une façon plus précise.

V. – Il faut enfin prévoir qu'au cours de ces opérations, l'ennemi, pour échapper à l'étreinte ou pour ménager ses effectifs, peut être amené à

exécuter des replis successifs sur des lignes plus courtes préparées à l'avance. Ces manoeuvres ne doivent pas surprendre les armées alliées. Il importe donc dans chaque armée : de déterminer les replis possibles par l'étude du tracé des organisations arrières de l'ennemi ; de surveiller l'ennemi pour saisir tous les indices de repli ; d'avoir préparé toutes les actions nécessaires pour qu'il ne puisse pas exécuter ces manoeuvres à loisir.

Le 24 juillet, tandis que se poursuivait la bataille victorieuse du Tardenois, les commandants en chef des armées alliées, maréchal Haig, général Pétain, général Pershing, étaient réunis à mon quartier général de Bombon pour examiner ensemble les possibilités de l'avenir. à notre réunion, je leur donnais connaissance du mémoire ci-dessus ; il fut lu par mon chef d'état-major, le général Weygand. Et je dois avouer que ce ne fut pas sans provoquer chez eux une certaine surprise par ses prétentions, par l'ampleur et le nombre des entreprises envisagées dans le mémoire. Chacun d'eux, se plaçant à son point de vue qui ne manquait pas de justesse, me disait, le maréchal Haig : l'armée britannique, entièrement désorganisée par les événements de mars et d'avril, est encore loin d'être refaite ; le général Pétain : l'armée française, après quatre ans de guerre et de rudes épreuves, est aujourd'hui épuisée, et encore anémiée, exsangue ; le général Pershing : l'armée américaine ne demande qu'à se battre, mais elle n'est pas encore formée. Comment, dans ces conditions, entrevoir la possibilité de réaliser des offensives répétées et de grande ampleur ?

Tout en reconnaissant le bien-fondé de chacune de ces observations, j'insistais sur le compte qui avait été tenu de ces faiblesses du moment et sur la combinaison faite de nos forces, pour estimer le programme viable et praticable avec la possibilité de le mettre à exécution à une allure que je fixerais d'après les circonstances, pour la précipiter ou la ralentir suivant le succès qui suivrait nos actions. Les généraux commandants en chef ne présentaient pas d'objections formelles. Après m'avoir quitté en emportant le texte de la note du 24 juillet, ils y adhéraient pleinement le lendemain ; ils acceptaient le principe des opérations projetées.

Un deuxième point était traité dans la conférence du 24 juillet, c'était la nécessité pour les alliés d'amener en tout cas la décision de la guerre en 1919. Personnellement, j'avais dans une lettre récente demandé à M. Clemenceau de convoquer la classe 1920 dès le mois d'octobre 1918, et je lui en avais donné les raisons : l'année 1919 sera l'année décisive de la guerre. Dès le printemps, l'Amérique aura produit son plus grand effort. Si on veut abréger la lutte, il nous faut dès ce moment lui donner toute l'intensité possible et par suite avoir dans nos armées toutes les ressources possibles... car, concluais-je, plus nous serons forts, plus tôt nous serons victorieux, mieux nous serons écoutés. C'est dans le même esprit que je m'adressais, le 24 juillet, aux commandants en chef en les invitant à établir le bilan des ressources dont chacun d'eux pourrait disposer au début de 1919 en effectifs, grandes unités, artillerie, aviation, chars d'assaut, moyens mécaniques de transport à travers champ. J'insistais particulièrement sur la nécessité non seulement de maintenir, mais de développer notre supériorité en chars d'assaut, et je sollicitais les commandants en chef d'agir auprès de leurs gouvernements respectifs pour que la production de ce matériel fût activée. S'en tenant au programme des opérations prochaines, le général Pétain envoyait le 26 juillet son adhésion écrite, ajoutant qu'à son avis l'attaque du saillant de Saint-Mihiel constituerait avec les opérations dans la poche d'Armentières, l'offensive d'importance envisagée pour la fin de l'été et pour

l'automne. Elle épuisera probablement, mais pour un résultat utile et complet, les ressources françaises pour l'année 1918... Les deux autres commandants en chef n'envoyèrent pas de réponses écrites, relativement au mémoire présenté, s'en tenant à leur adhésion verbale.

Chapitre X — Offensives partielles des alliés (août-septembre 1918).

1. Dégagement d'Amiens et de la voie ferrée Paris-Amiens.

Préparation de l'attaque. – la bataille du Santerre, 8 au 12 août. – la résistance ennemie s'organise ; prévisions faites en conséquence.

En conséquence de ces manières de voir, et des dispositions prises pour y répondre, nous allions engager dès le 8 août une seconde grande offensive, franco-britannique celle-ci, la bataille du Santerre. Ses suites devaient être particulièrement graves. Depuis le 3 du mois d'avril, nous avons poursuivi l'idée de reprendre le saillant ennemi de Montdidier, dont la proximité empêchait l'utilisation de la voie ferrée Paris-Amiens. Ensuite était venu l'établissement des Allemands aux environs de Villers-Bretonneux, dont le voisinage menaçait les dernières communications franco-britanniques par voie ferrée, et d'où leur canon atteignait déjà le noeud de chemins de fer d'Amiens. Il importait au plus tôt de dégager la région d'Amiens et la voie ferrée Amiens-Paris. Cette nécessité avait frappé le maréchal Haig. Il m'avait écrit le 17 juillet : l'opération qui, à mon avis, est de la plus haute importance et que je vous propose comme devant être exécutée le plus tôt possible, consisterait à faire progresser le front allié à l'est et au sud-est d'Amiens, de manière à dégager cette ville et la ligne de chemin de fer. Le meilleur moyen d'atteindre ce but, c'est d'effectuer une opération combinée franco-britannique, les Français attaquant au sud de Moreuil et les Anglais au nord de la Luce...

Cette proposition rentrait trop bien dans mes instructions antérieures et dans ma manière de voir, surtout depuis nos succès du Soissonnais et du Tardenois, pour ne pas y donner suite sans retard, en l'agrandissant le plus possible. Le 20, j'écrivais au maréchal Haig : au point où nous en sommes, il est indispensable de saisir l'ennemi et de l'attaquer partout où nous pouvons le faire avec avantage. Je suis donc particulièrement heureux de votre lettre du 17 me donnant connaissance des différents projets que vous envisagez sur votre front... l'opération combinée entre la 4^e armée britannique et la 1^{re} armée française visant à dégager Amiens et la voie ferrée me paraît également, en raison de résultats des plus profitables, à exécuter en ce moment ... je vous propose que les généraux commandant la 4^e armée britannique et la 1^{re} armée française soient invités à s'entendre pour mettre d'aplomb sans retard un projet sur lequel nous nous mettrions définitivement d'accord par la suite... et je conclusais : ... l'ennemi semble aujourd'hui en être réduit à avoir deux armées : l'une, d'occupation, sacrifiée et par suite sans grande valeur, comme le prouve le succès complet des multiples opérations de détail récemment entreprises et le chiffre élevé des prisonniers capturés dans ces opérations ; l'autre, de choc, particulièrement entraînée, mais déjà sérieusement entamée. Il y a dans cette situation une cause de faiblesse à exploiter, plusieurs offensives à entreprendre sans retard sur les parties du front simplement tenues par des troupes d'occupation. Il y a dans l'échec, qui paraît s'affirmer chaque jour plus grand, de la dernière offensive ennemie, une occasion à saisir. Nous ne devons pas y manquer.

Cette offensive franco-britannique, visant le dégagement du chemin de fer et d'Amiens, rentrait, comme on l'a vu, dans le plan du mémoire du 24 juillet communiqué aux généraux en chef à Bombon. Dès le 26, à Sarcus, dans une conférence avec le maréchal Haig, en présence des généraux Rawlinson et

Debeney, nous arrêtons les grandes lignes de l'attaque. Celle-ci partirait du front Somme-Hargicourt ; la 4e armée britannique avec douze divisions, se portant en direction de Chaulnes ; la 1ere armée française, forte de quatre à six divisions, en direction de Roye. Le 28 juillet, l'opération était précisée dans la directive ci-dessous :

1. Le but de l'opération est de dégager Amiens et la voie ferrée Paris-Amiens, comme aussi de battre et de rejeter l'ennemi entre Somme et Avre.
2. Pour cela, l'offensive, couverte au nord par la Somme, est à pousser aussi loin que possible en direction de Roye.
3. Elle sera exécutée par :
 - a) la 4e armée britannique, forte, pour commencer, de douze divisions d'infanterie et de trois divisions de cavalerie, appuyée par :
 - b) la 1ere armée française, renforcée de quatre divisions, agissant l'une au nord, l'autre au sud de la route de Roye, une fois assuré le débouché au sud de la Luce et à l'est de l'Avre.

Comme, à cette date, notre victoire du Soissonnais aurait sans doute donné la plus grande partie des résultats qu'on pouvait en attendre, il y avait intérêt à hâter la préparation de l'offensive au sud de la Somme, de façon à ne pas laisser de répit à l'ennemi. Enfin, pour assurer la parfaite entente entre la 4e armée britannique et la 1ere armée française appelées à agir ensemble, comme aussi une plus grande vigueur à l'exécution, je demandais au maréchal Haig de prendre lui-même le commandement de ces deux armées ; de là ma seconde communication de ce jour, remise par le général Weygand au maréchal Haig, à Montreuil :

Aujourd'hui 28, nos progrès vers l'Ardre et l'Aisne s'accroissent rapidement. L'ennemi se retire dans la région de la Marne vers le nord.

Il y prendra sans doute, derrière une rivière, une position défensive que nous ne pourrions pas attaquer immédiatement et qui lui permettra vraisemblablement de réorganiser ses forces et de récupérer dans quelque temps des disponibilités.

Dans ces conditions, il y aurait intérêt, semble-t-il, à hâter l'action combinée de votre 4e armée avec notre 1ere armée. Elle trouverait certainement un ennemi moins en état de la recevoir.

Je vous demande donc d'avancer, dans la mesure du possible, la date de cette opération. Je ferai avancer dans la même proportion le retour de votre 22e corps d'armée.

Enfin, comme à cette opération de deux armées alliées il faut une direction unique, je vous demande de vouloir bien en prendre le commandement vous-même.

Le 29, sir Douglas adressait au général Debeney ses directives générales, et, le 31, celui-ci donnait ses ordres aux trois corps d'armée français, qui allaient opérer au sud de la 4e armée britannique. En outre, pour faciliter le débordement de Montdidier, le corps de gauche de la 3e armée, en position au sud de la ville, était rattaché à la 1ere armée. Des opérations de détail, exécutées dans les semaines précédentes, avaient déjà procuré aux armées une

base de départ meilleure. C'est ainsi que, le 4 juillet, la 4e armée britannique s'était emparée, au sud de la Somme, du bois de Vaire et du village de Hamel, que la 1ere armée française, après avoir enlevé le 12 juillet la ferme Anchin et Castel, s'était, le 23, rendue maîtresse des villages et plateaux de Mailly-Raineval, Sauvillers, Aubvilliers, capturant près de 2000 prisonniers et plusieurs canons. Cette dernière action, en particulier, avait eu des conséquences avantageuses pour nous. Menacé dans son établissement sur la rive gauche de l'Avre, l'ennemi s'était replié sur la rive droite de cette rivière, ne conservant que quelques avancées à l'ouest de Montdidier (3 et 5 août). Si l'on ajoute que, dans le même temps, les Allemands, devant la 3e armée britannique, repassaient à l'est de l'Ancre, entre Saint-Pierre et Dernancourt, et que dans les Flandres ils abandonnaient à la 2e armée britannique une partie de leurs positions au sud de la Lys, on voit quels symptômes d'épuisement l'ennemi donnait en ces premiers jours d'août, et sous quels auspices favorables se présentait l'attaque franco-britannique de Picardie.

En fait, le 8 août à 4 heures, au milieu d'un brouillard qui couvrait encore les approches de préparatifs achevés dans la nuit, l'artillerie ouvrait un feu des plus intenses, écrasant les batteries ennemies. À la 4e armée britannique, l'infanterie et les tanks marchaient aussitôt à l'attaque ; à la 1ere armée française, dont la base de départ était en équerre par rapport à celle des Britanniques, l'attaque partait après une préparation d'artillerie de quarante-cinq minutes. L'ennemi était complètement surpris par la violence et la rapidité de l'attaque. Il se repliait dans un profond désarroi, abandonnant une quantité de matériel. C'était une avance de plus de dix kilomètres que nous effectuions dans la journée, sur un front de plus de vingt kilomètres. Nous prenions solidement pied sur le plateau du Santerre et atteignions la ligne Morlancourt, Morcourt, Harbonnières, Caix et Hargicourt. Plus de 130.00 prisonniers et de 300 canons témoignaient de l'importance de la journée. Il fallait vigoureusement poursuivre le succès, en maintenant l'action entreprise. C'est dans ce but que le colonel Desticker remettait de ma part au général Debeney, dans la matinée du 9, la note suivante :

Il est bien entendu que la 1ere armée française doit atteindre Roye au plus tôt et y tendre la main à la 3e.

Quand le résultat sera obtenu, la situation seule indiquera ce qu'il y aura à faire, s'arrêter ou aller encore de l'avant.

C'est précisément parce qu'on ne le peut fixer aujourd'hui qu'il ne faut s'interdire aucune possibilité. Dans ce but et à aucun prix il ne faut renvoyer de divisions en arrière. Celles qui ne peuvent plus avancer sont doublées, passent en deuxième ligne et appuient jusqu'à ce que soit obtenu le résultat voulu par le commandement supérieur.

Donc : aller vite, marcher fort en manoeuvrant par devant ; appuyer par derrière, avec tout le monde jusqu'à obtention du résultat. Ces trois conditions réalisées éviteront les pertes dans quelques jours.

Peu après j'adressais un nouveau message au général Debeney, dont l'attention semblait absorbée par les difficultés que son aile droite rencontrait dans le franchissement de l'Avre en aval de Montdidier :

Après avoir assuré le pivot de sa manoeuvre au delà de Montdidier, le général Debeney ne doit pas perdre de vue que son aile marchante est sur la rive droite de l'Avre sur la route de Roye, au contact de l'armée

anglaise, la plus forte. C'est là qu'il doit surtout agir personnellement, pousser en particulier le 31e corps, tambour battant, sur Roye, sans perdre une minute, supprimant tous retards et hésitation.

C'est là qu'est la grosse décision, par suite sa place et son action.

Dans la journée du 9, une avance sérieuse était de nouveau réalisée sur le front franco-britannique porté jusqu'à la ligne Morlancourt, Chipilly, Rosières-En-Santerre, Bouchoir, Pierrepont, Assainvillers, Le Troquoy. Encerclé par le nord et par le sud, Montdidier était évacué par l'ennemi dans la nuit suivante. Le 10, les attaques se poursuivaient et gagnaient encore un terrain appréciable : au nord de la Somme, vers Bray, et au sud vers Chaulnes et Roye. Entrant à son tour en action, en exécution des ordres du général Fayolle, qui, depuis le 5 août, envisageant les répercussions à escompter de l'offensive franco-britannique, avait préparé l'intervention de la 3e armée à la droite de la 1ere, en vue de faire tomber, par contrecoup, toute la Petite Suisse, au sud de Noyon, la 3e armée française se portait sur Lassigny et atteignait, dans la soirée du 10, le front Conchy-Les-Pots, Ressons-Sur-Matz, Machemont. En présence de ces résultats, le haut commandement allié adressait le 10 à ses subordonnés une directive générale en vue de coordonner et d'orienter leurs efforts communs :

1. L'action des 4e armée britannique et 1ere armée française est à poursuivre vers l'est en direction générale de Ham..., la 4e armée britannique visant à atteindre la Somme en aval de Ham pour en préparer le passage, tout en poursuivant son action à cheval sur cette rivière de Bray à Péronne ; la 1ere armée française appuyant cette marche en visant la route Ham-Guiscard.
2. Dès à présent, la marche de la 3e armée française est entreprise en direction de Lassigny-Noyon pour exploiter l'avance de la 1ere armée française et nettoyer la région de Montdidier et ultérieurement celle de Noyon.
3. L'attention de M. Le maréchal Haig est appelée sur l'intérêt certain de préparer au plus tôt des entreprises de la 3e armée britannique en direction générale de Bapaume et Péronne, pour ébranler le front ennemi et en exploiter sans retard le fléchissement.

Il fallait, en effet, tandis que se poursuivait notre marche victorieuse sur la rive gauche de la Somme, prévoir le moment où elle s'arrêterait à bout de souffle, ou devant un sérieux obstacle encore défendu par l'ennemi. Il fallait préparer pour ce moment une action immédiatement exécutable sur la rive droite de la Somme et en Artois. De là, le troisième paragraphe de ma directive du 10.

Dans la matinée du 10, je m'étais rendu près du maréchal Haig pour lui développer cette idée de préparer au nord de la Somme et vers Arras une extension de ses attaques. Par là, nous éviterions de laisser s'étioler dans une lutte étroite les avantages acquis ; nous profiterions du trouble apporté dans les dispositions ennemies par nos victoires successives ; nous continuerions d'ébranler sa résistance en portant de nouveaux coups sur des points où elle avait dû perdre des forces. Encore fallait-il commencer les préparatifs de ces opérations. Cependant, après trois jours d'attaques menées sans désespérer, les armées franco-britanniques rencontrèrent soudain des résistances sérieuses. L'ennemi avait atteint, en de nombreux points, ses anciennes positions de 1914 ; il semblait y vouloir faire tête. En effet, le 11 août, la gauche de la 1ere armée française et la 4e armée britannique n'avançaient plus que péniblement entre

l'Avre et la Somme, tandis que la 3e armée française et la droite de la 1ere opéraient une progression notable en direction de Lassigny.

J'insistais près du maréchal Haig pour que la marche sur Bray fût poursuivie avec énergie, et je me rendais personnellement auprès de lui, dans la soirée du 11, pour le solliciter de nouveau de donner à ses attaques toute la puissance désirable. Il fallait toutefois, dès le lendemain, reconnaître, comme je le fixais dans une lettre aux commandants en chef des armées britannique et française, qu'il était nécessaire d'adopter une nouvelle tactique pour assurer les résultats dont il convenait de poursuivre l'obtention entre la Somme et l'Oise, à savoir le rejet de l'ennemi sur la Somme et la mainmise sur les passages de la rivière à Ham et en aval :

En présence de la résistance offerte par l'ennemi, il ne peut être question pour les atteindre de pousser uniformément sur tout le front, ce qui conduirait à être faible partout. Il y a lieu, au contraire, de viser par des actions concentrées et puissantes les points importants de la région, c'est-à-dire ceux dont la possession augmentera la désorganisation de l'ennemi, en particulier en compromettant ses communications. Ces actions doivent être promptement et fortement montées par une réunion et une mise en oeuvre rapides de moyens à portée et appropriés à la nature des résistances rencontrées (tanks, artillerie, infanterie en bon état...)

C'est ainsi qu'il importait d'entreprendre :

a) *au plus tôt*, une attaque combinée de la 1ere armée française et de la droite de la 4e armée britannique visant la possession du noeud de routes de Roye, attaque appuyée au sud par la 3e armée française en vue de nettoyer la région de Noyon ;

b) *sans retard*, une attaque du centre de la 4e armée britannique partant de la région de Lihons-Herléville, en direction du nord-est, visant à prendre, ou tout au moins à tenir sous le canon de campagne, la grand'route d'Amiens à Brie, attaque à combiner avec la gauche de la 4e armée britannique, en direction de l'est.

Mais toujours soucieux de donner à notre offensive une ampleur accrue nous ajoutions :

Ces résultats peuvent être étendus dans de vastes proportions par une extension des attaques sur les deux flancs de la bataille en cours, au nord de la Somme d'une part, à l'est de l'Oise d'autre part.

Et nous préconisons dans ce but :

a) au nord de la Somme, une attaque de la 3e armée britannique en direction générale de Bapaume-Péronne ;

b) à l'est de l'Oise, une attaque de la 10e armée française en direction de Chauny et de la route Chauny-Soissons.

Nous concluons :

Les résultats obtenus par la 3e armée française avec ses seuls moyens montrent ce qu'on peut attendre de l'extension des actions offensives sur le flanc d'une attaque victorieuse. Depuis le 15 juillet, l'ennemi a engagé dans la bataille 120 divisions. Il y a aujourd'hui une occasion à

saisir qui ne se retrouvera pas sans doute de longtemps et qui commande à tous un effort que les résultats à atteindre justifient pleinement... l'intérêt de nos affaires demande que les attaques indiquées ci-dessus soient exécutées le plus tôt possible et avec les moindres intervalles de temps possible.

Dans l'après-midi du même 12, je rencontrais à Flixécourt, près d'Amiens, le maréchal Haig et le général Pétain, convoqués comme moi à une audience de sa majesté le roi d'Angleterre ; ils me donnaient l'assurance de leur accord complet touchant la directive d'opérations ci-dessus. On allait donc repartir sur de nouvelles bases, avec des attaques puissamment montées. Dès le 13, on commençait dans les différentes armées le regroupement et la concentration des forces ; le 14, les tirs de préparation étaient entamés aux 4e armée britannique et 1ere armée française, que le général Humbert (3e armée) et le général Mangin (10e armée) s'apprêtaient à appuyer au sud. La reprise de l'offensive combinée sur Roye, Noyon, Chauny, était fixée au 16 août.

Dans l'après-midi du 14, je me rendais à Provins pour entretenir le général Pétain des opérations projetées. En cours de route, vers 16 heures, j'étais rejoint par un officier anglais, venu en avion, porteur d'une lettre du maréchal Haig. Ce dernier rendait compte que, depuis quarante-huit heures, le tir de l'artillerie ennemie sur le front des 4e armée britannique et 1ere armée française s'était développé de façon considérable, que les organisations allemandes sur la ligne Chaulnes-Roye étaient solidement tenues, et que, pour ces raisons, il avait décidé de différer l'opération prévue pour le 16, jusqu'à ce qu'une préparation d'artillerie appropriée ait été exécutée en vue d'opérer une attaque bien au point sur les positions. On pourrait mener cette action conjointement avec l'attaque sur le front de la 3e armée (anglaise), dont la préparation était activée aussi rapidement que possible. Séance tenante, et tout en comprenant qu'il ne fallait pas lancer des troupes à l'attaque sans une préparation effective d'artillerie, je ne voyais pas la nécessité de subordonner la date de l'attaque de la 4e armée anglaise et de la 1ere armée française à celle de la 3e armée britannique. Tout au contraire il y avait lieu de hâter le plus possible l'attaque de la 4e armée britannique et de la 1ere armée française, comme aussi de la faire suivre le plus rapidement possible de celle de la 3e armée britannique. Et je répondais dans ce sens à la note du maréchal Haig.

Une fois rentré à mon quartier général de Bombon, et après m'être renseigné sur la situation du côté français, je complétais ma pensée par un nouveau message au commandant en chef britannique, lui indiquant qu'en raison des dispositions déjà prises par la 1ere armée française, de la préparation d'artillerie déjà commencée, un retard apporté à l'opération sur Roye, décidée pour le 16, aurait les plus graves inconvénients. La date prévue devait donc être maintenue et la 4e armée britannique donner, le 16, l'appui jusqu'à Hattencourt à la 1ere armée française, à moins d'une impossibilité absolue de la part des troupes de l'aile droite de cette armée, que le maréchal Haig était invité à faire connaître sans retard. Comme on le voit, l'ennemi, à l'ouest de la Somme, s'était redressé et avait consolidé sa résistance en utilisant pour cela les anciennes lignes de défense de 1916. Dans quelle mesure fallait-il tenir compte de cette situation ?

Dans la matinée du 15 août, m'étant rendu à Sarcus, j'y recevais le général Debeney. Il me déclarait que l'attaque projetée sur Roye serait incontestablement dure et qu'il estimait pour sa part que, si ses forces étaient suffisantes pour l'exécuter, elles seraient trop faibles pour la soutenir. Dans

l'après-midi du même jour, j'avais encore un entretien avec sir Douglas. Il m'exposait à nouveau les raisons pour lesquelles il voyait l'attaque très dure au sud de la Somme et le succès douteux même au prix de pertes considérables. à son avis le résultat pouvait être obtenu d'une manière indirecte, mais plus sûre, par la 3e armée britannique, qui, attaquant au nord de l'Ancre, sur le front Miraumont, Monchy-Le-Preux, en direction du sud-est, tournerait la ligne de la Somme au sud de Péronne.

Je me rangeais définitivement aux vues du maréchal Haig et je modifiais mes ordres du 12 août concernant les opérations de la Somme, mais sous réserve que l'allure à donner à l'attaque de la 3e armée britannique devrait permettre de reprendre activement la poussée au sud de la rivière en vue d'y conquérir les objectifs antérieurement assignés. Je confirmais ces différents points dans une lettre que je lui adressais le soir même. Désormais il fallait entrevoir une action des 4e armée et 3e armée britanniques liées l'une à l'autre, et une action de la 1ere armée française rattachée à celles des 3e et 10e armées françaises. Aussi la 1ere armée rentrait-elle, à la date de ce jour, aux ordres de son commandant de groupe, le général Fayolle, sous le haut commandement du général Pétain. En même temps, j'avisais par télégramme le commandant en chef des armées françaises que les attaques sur Roye et Chaulnes étaient pour le moment différées, que les armées britanniques se préparaient activement à étendre leur action au front Ancre-Scarpe et qu'elles comptaient que cette action prendrait tout son développement vers le 20 août. Il était, en conséquence, invité à combiner les opérations de ses 1ere, 3e et 10e armées, en vue de dégager la région de Lassigny, Noyon, forêt de Carlepont, et de préparer le dégagement ultérieur de la région de Roye, Chauny, Noyon. Ces opérations, ainsi que celles des armées britanniques, ayant pour objet de déterminer le repli des troupes allemandes en position à l'ouest de la Somme, une pression énergique devait être maintenue de ce côté.

2. Extension du front d'attaque franco-britannique

L'offensive est prise de l'Aisne à la Scarpe, 20-21 août. – résultats obtenus depuis le 18 juillet ; le dégagement de la région minière du nord s'est opéré sans coup férir ; perspectives d'avenir.

Dès le milieu du mois d'août, une préoccupation me tenait, c'était la crainte de voir le commandement allemand décoller ses armées de notre emprise et rompre brusquement le combat pour aller le reprendre à une certaine distance en arrière, dans une meilleure situation de front plus réduit, avec des obstacles et un terrain plus favorables à la défensive, comme aussi avec une nouvelle répartition de ses forces, susceptible de fournir une avantageuse contre-attaque, en un mot de tenter, dans le domaine de la guerre de position, une manœuvre analogue à celle par laquelle le général Joffre avait préparé et gagné la première bataille de la Marne.

Dans une solution purement militaire de cette sorte, dont il prendrait et garderait l'initiative, il était en état de chercher à rétablir le sort des armées allemandes. Elle pouvait consister à se dégager au plus tôt de notre étreinte, à rompre le contact que nous maintenions étroit partout, et, en profitant du temps que lui assurait la lenteur de notre avance dans des régions dévastées, à se rétablir sur une ligne de repli telle que Anvers, Bruxelles, Namur, la Meuse, la Chiers, Metz, Strasbourg, pour y réunir l'ensemble de ses forces, et monter une résistance nouvelle nous imposant un sérieux effort à l'entrée de l'hiver. Cette ligne était presque moitié moindre que le front qui s'étendait de la mer du nord aux Vosges.

Elle comportait de sérieux obstacles, de par la nature, sur la plus grande partie de son étendue, et à ses deux extrémités la fortification lui prêtait un appui des plus solides. Elle ne pouvait être abordée par les armées alliées en bonne forme avant une quinzaine de jours, qui eussent pu être fortement utilisés par l'état-major allemand. Et c'était alors, pour ces armées, une forte bataille à recommencer avec de longs et sérieux préparatifs, en face d'un champ de bataille embrassant la Lorraine, si fortement organisée, le pays des Ardennes, d'une pénétration difficile, et sur une faible étendue les pays bas de Belgique. Peut-être aurions-nous été obligés d'y passer l'hiver.

Mais le recul que comportait une pareille manoeuvre, seule capable de rétablir la fortune des armées allemandes, eût été l'aveu, par l'état-major allemand, d'une sensible défaite militaire, capable d'influencer dangereusement l'opinion publique de l'Allemagne. C'était l'abandon d'une partie de la France, de la plus grande partie de la Belgique, comme aussi de la Haute Alsace. C'eût été une modification profonde de la carte de guerre, au moment où l'on envisageait des propositions de paix, enfin l'enlèvement ou l'abandon d'un formidable matériel de guerre à risquer tout d'abord. En tout cas, l'état-major allié, en précipitant ses actions, prenait ses dispositions pour lui enlever toute possibilité d'une telle manoeuvre. En conséquence des dispositions concertées, l'offensive franco-britannique allait désormais s'étendre depuis la vallée de l'Aisne jusqu'à celle de la Scarpe. La reprise en était prévue pour le 20 août.

À l'aile droite, la 10^e armée française avait, dans les journées du 17 et du 18, préparé ses opérations d'ensemble par des actions de détail, qui l'avaient rendue maîtresse des hauteurs situées entre Tracy-Le-Val et Morsain et lui avaient permis d'avancer une partie de son artillerie. Le 20, elle s'élançait à l'assaut de la position principale de l'adversaire, débusquait l'ennemi du plateau de Nouvron et le rejetait vers la région boisée du mont de Choisy et de Carlepont. Le 21, elle s'en emparait, et, poursuivant l'Allemand battu, venait, dans les journées des 22 et 23, border l'Oise et l'Ailette. En même temps, la 3^e armée française occupait Lassigny et la rive droite de la Divette. La première mission assignée à ces armées, le dégagement de la région de Lassigny, Noyon, forêt de Carlepont, était ainsi, en trois jours, menée à bien. À l'aile gauche du dispositif, la 3^e armée britannique, commandée par le général Byng, entra à son tour en action. Par suite d'un retard dans l'arrivée de certaines unités, retard dont le maréchal Haig avait rendu compte, l'attaque avait été remise au 21. Pour éviter tout nouveau délai, en présence des résultats obtenus par la 10^e armée française, j'avais adressé dès le 19 un pressant appel à sir Douglas :

... l'ennemi est partout ébranlé par les coups qu'il a déjà reçus ; nous devons répéter ces coups sans perdre de temps et en y consacrant toutes les divisions susceptibles d'intervenir sans retard.

Je compte donc que l'attaque de votre 3^e armée, déjà remise au 21 août, va partir ce jour-là avec violence, entraîner les divisions voisines de la 1^{ere} armée et l'ensemble de votre 4^e armée. Au lendemain de vos brillants succès des 8, 9, 10..., une conduite timide de leur part répondrait peu à la situation de l'ennemi et à l'ascendant moral que nous avons pris sur lui.

La 3^e armée britannique ne faillit point à ce qu'on attendait d'elle. Le 21 août, après une pénétration rapide dans les lignes allemandes, elle rejetait l'ennemi au delà de la voie ferrée Arras-Albert, entre Moyenneville et Beaucourt, reprenait le 23 son mouvement en avant, et, le 25, récoltant le fruit de ses efforts, elle

arrivait aux portes de Croisilles et de Bapaume. Profitant de cette avance, la 4e armée britannique progressait au nord de la Somme et venait occuper le plateau de Mametz et les hauteurs de Bray. Mais, pendant que les attaques victorieuses se développaient aux deux ailes, au nord de la Somme et sur l'Oise, le centre franco-britannique continuait de mener, entre la Somme et l'Oise, de durs combats en direction de Roye sans obtenir de résultats appréciables.

Il apparaissait de plus en plus certain que la résistance allemande dans cette région centrale ne serait brisée que par l'action des ailes, sans cesse élargie et renforcée. Aisément je ralliais les commandants en chefs à cette manière de voir. Dès le 22 août, en particulier, le maréchal Haig, avec une justesse de vue et un entrain indiscutables, m'informait au cours d'une entrevue à Mouchy-Le-Châtel, que l'attaque de sa 3e armée serait poursuivie avec la plus grande énergie, appuyée au nord de la Somme par la 4e armée britannique. Les commandants de ces deux armées, le général Byng et le général Rawlinson, avaient pour mission d'atteindre le plus tôt possible la ligne Quéant, Velu, Péronne. En même temps, la 1ere armée britannique allait à son tour passer à l'attaque au delà de la Scarpe, vers le 26, et chercher à percer la ligne Drocourt-Quéant. Ces dispositions, précisées dans l'ordre général d'opérations du grand-quartier général britannique en date du 24 août, répondaient pleinement à ma manière de voir la situation, à ma tendance à précipiter les événements et à étendre le front de nos attaques. Aussi, dès le 26, j'écrivais au maréchal Haig :

Vos affaires vont très bien. Je ne puis qu'applaudir à la manière résolue dont vous les poursuivez, sans laisser de répit à l'ennemi et en étendant toujours la largeur de votre action. C'est cette étendue croissante de l'offensive, d'une offensive nourrie, et fortement poussée en avant sur des objectifs bien choisis, sans préoccupation d'alignement ni d'une liaison trop étroite, qui nous donnera les plus grands résultats, avec les moindres pertes, comme vous l'avez parfaitement compris. Inutile de vous dire que les armées du général Pétain vont repartir incessamment dans le même style.

L'ardeur offensive, qui animait alors sir Douglas, l'entraînait même à vouloir emporter les divisions américaines sur ses traces victorieuses :

... je suis expressément d'avis, m'écrivait-il le 27 août, qu'il est à désirer que les divisions américaines prennent sans retard une part active à la bataille, et j'ai l'honneur de soumettre à votre examen que la répartition de ces divisions soit combinée de telle sorte qu'on envisage d'opérer un mouvement concentrique sur Cambrai, et, en partant du sud, sur Mézières.

La direction actuelle de mes attaques m'amènera à Cambrai, pourvu que la pression exercée sur le reste du front ennemi soit maintenue de façon constante.

Nous voyions ainsi approcher l'heure de l'offensive d'importance envisagée dans le mémoire du 24 juillet. Nous avons bien réussi les opérations de dégagement prévues au nord de l'Oise. Avant de pouvoir passer à la marche concentrique vers Cambrai-Mézières, il nous fallait entreprendre celles qui étaient prévues sur la Meuse, et réserver pour cela un groupement important de forces américaines. Aussi je répondais à sir Douglas :

... les objectifs finaux que vous m'indiquez dans votre lettre sont bien ceux que j'envisage de mon côté et vers lesquels je fais tendre les actions des armées alliées.

Ces actions sont actuellement montées dans différentes régions, suivant un certain style pour chacune, à des dates rapprochées les unes des autres. Il n'y a donc qu'à les faire se développer avec le plus d'activité possible. C'est à quoi je m'applique.

Les événements qui vont se produire, avec leurs résultats, permettront seuls de fixer une nouvelle répartition des forces disponibles, de dire s'il y a lieu d'attribuer à l'armée anglaise de nouvelles divisions américaines. Pour le moment, nous n'avons plus qu'à pousser fort et en avant le plus loin possible.

En fait on poussait fort. Le 26 août, la droite de la 1^{ère} armée britannique, commandée par le général Horne, attaquant à l'est d'Arras, enlevait brillamment la hauteur de Monchy-Le-Preux, saisissait le lendemain les passages de la Sensée en aval de Croisilles, et, après s'être emparée le 28 de cette dernière localité, arrivait au contact de la ligne fortifiée Drocourt-Quéant, qui constituait un sérieux obstacle à son avance, autant qu'une base solide pour l'ennemi. Celui-ci s'en servait pour lancer, le 29, de violentes contre-attaques contre la 1^{ère} armée anglaise, sans réussir cependant à l'ébranler, mais gagnant par là le temps nécessaire au repli qui s'effectuait plus au sud. Menacé, en effet, par l'action rapide du général Horne, pressé de façon continue par les 3^e et 4^e armées britanniques et par la 1^{ère} armée française, l'ennemi exécutait, dans les journées des 27, 28 et 29 août, un large mouvement de retraite entre la Sensée et l'Oise et se repliait sur les hauteurs à l'est de Bapaume, derrière la Somme en amont de Péronne et derrière le canal du nord, abandonnant aux armées alliées des centres importants comme Combles, Chaulnes, Roye, Noyon. Il ne maintenait à l'ouest de la Somme qu'une tête de pont établie en avant de Péronne, d'où il fallut le déloger de vive force. Le 30 août, la 4^e armée britannique s'emparait du pont du chemin de fer au sud de la ville, et, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, elle enlevait d'assaut le mont Saint-Quentin, clef de la défense de Péronne. Au lever du jour, la vieille cité était libre d'Allemands. Pendant que la 1^{ère} armée britannique, poursuivant son avance à l'extrémité gauche de la bataille, se préparait à attaquer la ligne Drocourt-Quéant et que le centre franco-britannique (3^e et 4^e armées britanniques, 1^{ère} et 3^e armées françaises) tournait et enlevait la ligne de la Somme, la 10^e armée française, droite de la bataille, livrait de durs combats entre l'Aisne et l'Ailette sur les plateaux au nord de Soissons, où l'ennemi solidement retranché faisait tête avec acharnement. Il s'agissait pour lui d'empêcher le débordement par le sud du massif de Saint-Gobain, assise principale de son système défensif depuis quatre ans. Malgré cette résistance, la 10^e armée, dans une lutte pied à pied, gagnait chaque jour du terrain, de telle manière que, le 2 septembre, elle parvenait sur les hauteurs de Crouy et atteignait la grand'route de Soissons à Coucy-Le-Château.

À l'autre extrémité de la bataille, la 1^{ère} armée britannique, toujours dans une action de large envergure, repartait à l'attaque. Le 2 septembre, par une lutte violente et opiniâtre, elle enfonçait la ligne Drocourt-Quéant et la dépassait de plusieurs kilomètres dans la direction de Marquion. Après ce coup brutal, l'ennemi se mettait en retraite sur tout le front compris entre la Somme et la Sensée et se repliait derrière la Tortille et le canal du nord, vers la position Hindenburg. C'est ainsi qu'au début de septembre, la victoire était passée sous les drapeaux alliés par le développement successif et rapide des opérations consécutives à l'offensive allemande du 15 juillet, et avec les résultats visés dans le mémoire du 24.

Le 18 juillet, le groupe d'armées de réserve (6e et 10e armées) est parti à l'attaque entre l'Aisne et la Marne, bientôt suivi par le groupe d'armées du centre (9e et 5e armées) attaquant entre la Marne et la Vesle. En trois semaines l'ennemi a été ramené sur cette dernière rivière, et la voie ferrée Paris-Châlons largement dégagée. Le 3 août, l'attaque franco-britannique est lancée entre l'Ancre et l'Avre et bientôt étendue jusqu'à l'Oise. En trois jours l'ennemi a été ramené sensiblement à ses positions de 1914. Amiens et la voie ferrée Paris-Amiens sont entièrement soustraits à ses coups.

Ces résultats acquis, l'offensive est poursuivie par trois armées britanniques (1ere, 3e, 4e) et trois armées françaises (1ere, 3e, 10e) opérant simultanément sur tout le front compris entre Arras et Soissons. Après quinze jours de lutte, l'ennemi désarmé bat en retraite vers la position Hindenburg. En outre, les attaques incessantes qu'ils ont subies depuis le 18 juillet, les pertes importantes qu'elles leur causaient en hommes et en matériel, la nécessité d'alimenter une bataille qui se développait sans répit, le souci peut-être de ne pas rester aventurés dans un saillant où ils risquaient encore d'être attaqués dans de mauvaises conditions, ont déterminé les Allemands à raccourcir leur front dans la région du nord et à renoncer bénévolement aux gains de terrain qu'ils avaient acquis en avril dans la direction d'Hazebrouck. Entre le 8 août et le 4 septembre, la direction suprême ramenait ses troupes du saillant au sud d'Ypres, et les établissait sur la ligne Wyschaëte, Armentières, La Bassée, abandonnant des positions importantes comme le Kemmel et levant la lourde hypothèque qui depuis quatre mois pesait sur le bassin houiller de Béthune. C'était là pour les alliés un des avantages, et non le moindre, qu'ils retiraient d'une victoire cependant encore à ses débuts.

Bref, en six semaines, l'ennemi a perdu tous ses gains du printemps. Il a perdu quantité d'hommes et de matériel. Il a surtout perdu la direction de la guerre, l'ascendant moral. Quel ne doit pas être son désarroi matériel et moral ? Nous n'avons qu'à continuer l'exécution de notre programme, activer le dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, aux environs de Commercy, avec l'armée américaine, comme nous avons effectué celui de Paris-Amiens et de Paris-Châlons avec les armées françaises et britanniques ; au total, pousser au plus tôt dans la bataille générale, en l'étendant à l'est, la dernière armée entrée dans la lutte, celle des États-Unis, comme il avait été prévu dans le mémoire du 24 juillet. D'autre part, en présence des mouvements de retraite de l'ennemi dénotant son état de fatigue et son manque de réserves, je faisais remarquer au maréchal Haig et au lieutenant général Gillain qu'il y avait une situation favorable à exploiter dans le nord :

... il semble, en particulier, leur écrivais-je le 2 septembre, qu'il serait possible d'entreprendre à peu de frais une opération menée par l'armée belge et la 2e armée britannique, en vue d'occuper les hauteurs de Clercken, la forêt d'Houthulst, la crête de Passchendaële, les hauteurs de Gheluwelt et de Zandworde, Comines. En dehors des avantages immédiats que cette attaque apporterait à l'offensive actuelle par l'extension inopinée du front d'attaque au nord de la Lys, les résultats indiqués ci-dessus donneraient une excellente base de départ pour des opérations ultérieures en direction de Roulers et de Courtrai...

En invitant le commandant en chef de l'armée britannique et le chef d'état-major de l'armée belge à étudier sans retard les projets de ces opérations, je préparais

ainsi la mise en train de l'offensive d'ensemble que, dès à présent, j'envisageais pour les armées alliées, offensive rendue possible par le succès de toutes les opérations partielles exécutées depuis le 18 juillet et dont la conclusion allait être donnée par la 1^{ère} armée américaine dans le saillant de Saint-Mihiel.

3. Le dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de Commercy

Formation des armées américaines. – première conception de la bataille de Saint-Mihiel. – modification qui lui est apportée à la fin d'août en raison du programme d'ensemble des offensives alliées. – bataille de Saint-Mihiel, 12 septembre.

Le projet d'une attaque américaine en Woëvre faisait partie, comme nous l'avons vu, du mémoire du 24 juillet. C'est dans ce but qu'avait été décidée, le 22 juillet, outre la constitution d'une 1^{ère} armée américaine sur la Marne, la formation, dans la Meuse, d'une 2^e armée américaine qui devait prendre possession, au fur et à mesure de l'arrivée de ses éléments, du secteur s'étendant de Nomény à la région nord de Saint-Mihiel. La possibilité de créer ces deux grandes unités à la fin de juillet soulignait bien l'importance que le concours américain prenait sur le front français, et elle témoignait également de l'ardent désir des soldats américains, souvent exprimé par le général Pershing, de voir les forces expéditionnaires, réunies au plus tôt sous ses ordres, jouir d'une autonomie analogue à celle des autres armées alliées, et engager au plus tôt dans la bataille le drapeau étoilé.

J'étais plus convaincu que personne de la nécessité de former au plus tôt une grande armée américaine, aux ordres de son chef, sachant bien que dans les armées nationales le soldat ne se bat jamais aussi bien qu'aux ordres des officiers que son pays lui a donnés, qui parlent la même langue que lui et défendent la même cause avec les idées et les procédés qui lui sont familiers. Mon désir était très grand de donner au plus tôt satisfaction au général Pershing. Encore ne fallait-il pas pour cela arrêter ou ralentir, en fin de juillet, les opérations heureusement engagées et poursuivies dans le Tardenois et auxquelles participaient des divisions de la 1^{ère} armée américaine. Encore fallait-il réserver les cas imprévus où apparaîtrait la nécessité d'engager des troupes américaines hors du commandement de son général en chef. C'est ce que j'écrivais le 28 juillet au général Pershing. Il comprenait si bien le sens de ma lettre appliqué au front de France qu'il me communiquait, le 29 juillet, ses inquiétudes au sujet de l'envoi de renforts américains en Italie et me demandait de maintenir sur ce point ma manière de voir qui lui était connue, **la nécessité de concentrer notre** effort militaire sur le front occidental, **l'impossibilité** de détourner vers une autre région **une partie quelconque des forces américaines**. C'est d'ailleurs dans le même sens que je répondais au ministre de la guerre qui, peu de temps après, me transmettait une demande de M. Noulens tendant au renforcement par des contingents américains des forces alliées opérant en Russie septentrionale. En faisant des réserves sur la nécessité d'augmenter ces forces au delà de l'effectif fixé par le conseil supérieur de guerre, j'ajoutais qu'aucun prélèvement de troupes ne saurait en tout cas être effectué sur le front français.

Pour l'instant, nous poussions le plus possible les préparatifs de l'attaque de Woëvre, en demandant le 4 août, à mon quartier général de Bombon, au général Pétain d'avoir terminé ces préparatifs pour la fin du mois ; au général Pershing de hâter la constitution de l'armée américaine de Woëvre. Le 9 août, en présence du magnifique développement des opérations dans la Somme, il importait de

passer au plus tôt à l'attaque de Woëvre, et, pour gagner du temps, nous décidions dans une entrevue à Sarcus, avec le général Pétain et le général Pershing, que la 1^{ère} armée américaine serait constituée dans cette région et non plus, comme il avait été antérieurement prévu, dans la région de l'Aisne où le front se trouvait maintenant stabilisé. On se bornait, comme on le voit, provisoirement à la création d'une seule armée américaine.

Le 17 août, le général Pershing recevait les directives pour l'attaque projetée. Après lui en avoir rappelé le but, dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt par la réduction du saillant de Saint-Mihiel, elles lui faisaient connaître les objectifs à atteindre, à savoir la ligne générale : Bouxières-Sous-Froidmont (six kilomètres nord-est de Pont-à-Mousson), Mars-La-Tour, Parfondrupt, Bezonvaux. Elles lui indiquaient les modalités de l'action qui comprendrait trois attaques : 1. L'une à l'est du saillant de Saint-Mihiel, partant du front Lesménils-Seicheprey en direction du nord ; 2. L'autre au nord du saillant, partant du front tranchée de Calonne-Haudimont, en direction de l'est ; 3. La troisième flanquant celle-ci à gauche et partant du front Châtillon-Sous-Les-Côtes-Bezonvaux. Au total dix-huit à dix-neuf divisions seraient nécessaires.

Les objectifs ainsi définis assureraient en réalité, bien au delà de la limite nécessaire, le dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt ; et, tout en poursuivant son but immédiat, l'opération de Woëvre aurait encore d'autres conséquences telles que de porter à l'ennemi le coup le plus rude possible, d'obtenir tous les résultats que comporte une action d'importance et de conquérir une base de départ avantageuse pour des offensives ultérieures. On donnait du reste au général Pershing tous les moyens nécessaires, à la demande de ce dernier, trois divisions américaines (33^e, 78^e, 80^e) , prélevées sur celles dont disposait le maréchal Haig, étaient transportées de la zone britannique vers la Meuse.

La 1^{ère} armée américaine recevait de l'armée française un certain nombre de ressources supplémentaires en artillerie, munitions, chars d'assaut, aviation, etc. Enfin, le général Pershing prenait sous son commandement les forces françaises (trois corps d'armée) qui devaient coopérer à l'attaque américaine. Le 24 août, le commandant en chef des forces américaines venait à Bombon et m'exposait le plan général et l'organisation du commandement de l'opération de Woëvre. Il se mettait également d'accord avec moi sur l'emploi à faire de certaines divisions américaines dans les armées alliées ; c'est ainsi qu'il était décidé que deux divisions (27^e et 30^e) seraient maintenues sous les ordres du maréchal Haig et participeraient aux opérations en zone britannique ; qu'à partir du 8 septembre, deux autres divisions de la réserve du général Pershing (comptées en sus des quatorze divisions prévues pour l'opération de Woëvre) seraient tenues prêtes à marcher selon les circonstances, ou dans les attaques des armées françaises, ou dans celle de l'armée américaine. Sur ces entrefaites, en présence de l'heureux développement des offensives exécutées par les alliés depuis le 18 juillet et de la désorganisation grandissante de l'adversaire, je décidais, comme nous le verrons plus loin, de passer à cette offensive d'importance que le mémoire du 24 juillet avait fait prévoir pour la fin de l'été ou pour l'automne.

À la fin du mois d'août, la série de nos actions victorieuses permettait d'entrevoir des résultats plus vastes que le simple dégagement de la voie ferrée de Commercy par la conquête de la poche de Saint-Mihiel. Nous pouvions songer à la bataille de Mézières, à la condition de ramener à cette bataille toutes les armées alliées, de ne pas laisser en particulier l'armée américaine s'emporter

dans une offensive propre et sur une direction divergente, que lui aurait ouverte le prolongement de la marche dans la Woëvre. Aussi, le 30 août, après avoir dans la matinée mis le général Pétain au courant de ce nouveau programme, je me rendais à Ligny-En-Barrois et voyais le jour même le général Pershing. Je lui exposais les grandes lignes de la manoeuvre projetée, qui consisterait à conjuguer avec les attaques franco-britanniques actuellement en cours vers Cambrai-Saint-Quentin, une attaque franco-américaine vers Mézières par les deux rives de la Meuse. Cette attaque serait confiée à une armée américaine disposée à cheval sur l'Aisne, encadrée à gauche par la 4e armée française et ultérieurement à droite par la 2e armée française, renforcées de douze à seize divisions américaines.

Elle devrait commencer entre le 15 et le 20 septembre. D'ici là, tant pour ne laisser à l'ennemi aucun répit que pour faciliter le décrochage et le déplacement des unités américaines destinées à l'attaque sur Mézières, l'opération de Woëvre serait exécutée vers le 10 septembre, avec des effectifs réduits à environ neuf divisions et des objectifs limités au simple dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, c'est-à-dire à la conquête de la ligne Vigneulles-Thiaucourt-Regnéville. En un mot, pour pouvoir monter sur Mézières une offensive dont j'escomptais les plus grands résultats, j'étais amené à donner à l'opération de Woëvre une importance beaucoup moindre que celle que j'avais envisagée dans ma directive du 17 août, et à demander au général Pershing d'entreprendre une nouvelle opération. Avant de quitter Ligny, je laissais au général Pershing une note résumant et précisant les différents points qui avaient été abordés au cours de l'entretien. Cette note amenait de sa part quelques observations que le commandant en chef de l'armée américaine développait dans une lettre qu'il m'adressa le 31 août. Pour lever toute difficulté et toute perte de temps, nous nous réunissions, le général Pershing, le général Pétain et moi-même, le 2 septembre, à mon quartier général. Là, nous reprenions comme base de conversation la réponse ci-dessous que j'avais adressée la veille au général Pershing :

Ma note du 30 août et mes explications verbales du même jour visent l'organisation immédiate d'une bataille générale des alliés :

1. Dans une direction déterminée ;
2. Avec le maximum de forces alliées ;
3. Dans le minimum de temps ;
4. Dans les meilleures conditions de ravitaillement et pour cela de communications. pour réaliser cet ensemble, j'ai envisagé de la part de l'armée américaine :
 - a) une opération de Saint-Mihiel plus ou moins réduite ;
 - b) une attaque à l'ouest de la Meuse. l'attaque à l'ouest de la Meuse sera maintenue à tout prix : comme direction ; comme importance de forces engagées ; comme conditions de temps.

Si vous estimez, comme vous me le faites connaître dans votre lettre du 31 août, ne pouvoir faire l'opération de Saint-Mihiel préalablement ou simultanément, même en la réunissant, j'estime qu'il y a lieu d'y renoncer.

En tout cas, en vue d'organiser dès maintenant et sans aucune perte de temps les opérations à l'ouest de la Meuse, je vous demande de vouloir bien vous réunir au général Pétain et à moi-même demain 2 septembre à 14 heures à mon quartier général afin que les grandes lignes de ces opérations puissent être définitivement arrêtées sur place...

Au cours de cette réunion, qui eut lieu dans les conditions indiquées, et après avoir fait le compte des divisions américaines susceptibles de mener une offensive, le général Pershing admettait que l'opération de Saint-Mihiel et l'offensive sur Mézières n'étaient nullement exclusives l'une de l'autre, pourvu qu'elles se succédassent rapidement et qu'elles fussent pour cela combinées dans le temps. Dans ces conditions, il était décidé que :

1. L'attaque de Saint-Mihiel, limitée à l'obtention de la ligne Vigneulles, Thiaucourt, Régnéville, serait préparée pour être déclenchée le 10 septembre, avec huit à dix divisions ;
2. L'attaque à l'ouest de la Meuse serait exécutée entre le 20 et le 25 septembre par l'armée américaine (douze à quatorze divisions, sans compter celles à récupérer de l'attaque précédente), entre la rivière et l'Argonne, appuyée à gauche par une attaque de la 4e armée française, le tout sous le haut commandement du général Pétain.

Ces décisions firent l'objet d'un protocole remis séance tenante aux deux commandants en chef, en attendant la directive générale qui leur fut adressée le lendemain, 3 septembre. C'est ainsi que l'opération de Saint-Mihiel, après les retouches et les négociations que nous venons d'exposer, put être enfin menée à bien. Elle devait encore cependant subir un retard de quarante-huit heures sur les prévisions, par suite de l'extrême complexité des mouvements de concentration.

Le 12 septembre, après une préparation qui, durant quatre heures, fut exécutée par près de 3000 pièces d'artillerie, l'attaque principale (4e et 1er corps américains), partant du front Seicheprey, Limey, s'élançait à 5 heures en direction de Vigneulles-Thiaucourt. Elle était si violente et si résolument exécutée que l'ennemi ne réussissait en aucun point à l'enrayer. Partout, les épais réseaux étaient franchis, les nids de résistance débordés et dépassés, les objectifs atteints dans la soirée. Pendant ce temps, l'attaque secondaire (5e corps américain), ayant débouché à 8 heures du front des Épargnes, marchait à la même allure que l'attaque principale, et, poursuivant son avance pendant toute la journée, elle atteignait dans la nuit suivante Vigneulles-Les-Hattonchâtel, où, le 13 au matin, la liaison était faite entre l'attaque secondaire et l'attaque principale. Quelques heures avaient suffi pour nettoyer ce saillant de Saint-Mihiel, où depuis quatre ans l'ennemi était établi, et dont il n'avait pu effectuer à temps la complète évacuation, 13.250 prisonniers et 460 canons restaient aux mains de la 1ere armée américaine. C'était là un beau succès dont je m'empressais de féliciter le général Pershing. Pour le compléter, la 1ere armée américaine n'eut plus, dans les journées suivantes des 13, 14 et 15 septembre, qu'à venir s'installer en face des nouvelles positions tenues par l'ennemi, et à s'établir sans retard dans une situation défensive solide. Il lui fallait, en effet, retirer d'urgence des forces pour les transporter à l'ouest de la Meuse, où l'attendaient un nouveau labeur et de nouveaux destins.

Chapitre XI — L'offensive générale des armées alliées, du 26 septembre au 15 octobre. Enlèvement de la position Hindenburg.

Instructions données par le commandant en chef des armées alliées pour l'exécution de l'offensive générale de la Meuse à la mer du Nord. – combats sur les avancées de la position Hindenburg. – offensive franco-américaine entre Suipe et Meuse. – offensive franco-britannique contre le front Saint-Quentin-Cambrai. Offensive du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys.

Pendant que l'armée américaine préparait et livrait en Woëvre une action d'une utilité incontestable pour le développement futur des opérations, l'avance des armées franco-britanniques se poursuivait entre l'Aisne et la Scarpe. Ébranlé par l'enfoncement de la ligne Drocourt-Quéant, chassé de la vallée de la Somme par la perte de Péronne, talonné sur les plateaux au nord de Soissons, l'ennemi, nous l'avons vu, avait été contraint de se replier vers la position Hindenburg. Cette retraite, commencée le 2 septembre, se prolongeait jusqu'au 9 et amenait les alliés sur la ligne générale Arleux-Marquion-Vermand-Tergnier-Vailly. Sur ce vaste front ils avaient avancé de vingt à cinquante kilomètres en un mois.

Ils avaient maintenant à aborder le redoutable système défensif que l'adversaire avait érigé, au cours de l'hiver de 1916-1917, sur le front Cambrai-Saint-Quentin-La Fère-Saint-Gobain. Ce système était lui-même prolongé au nord et au sud par les positions sans cesse renforcées devant lesquelles nous avons été arrêtés à la fin de 1914. Pour chasser l'ennemi de cet ensemble fortifié, pour briser cet obstacle, il était nécessaire de l'attaquer en poursuivant et soutenant les attaques de nos armées déjà victorieuses. Mais le procédé pouvait ne pas être suffisant, car, si nous nous bornions à cet effort, nous risquions de rencontrer toutes les réserves de l'ennemi accumulées sur les directions d'attaques de ces armées, et capables avec l'aide de la fortification de briser leurs efforts. Il nous fallait donc au plus tôt (toujours pour exploiter la désorganisation ennemie) lancer de nouveaux coups sur de nouvelles directions, joindre aux attaques déjà en cours, et qui restaient à maintenir, de nouvelles attaques capables d'absorber une partie de l'activité ennemie, et, par leurs directions convergentes, de faire concorder leurs effets avec ceux des entreprises déjà réussies par nos armées victorieuses. Il nous fallait, au total, étendre le front de notre offensive, maintenue toutefois dans la même orientation générale. Cela allait être la tâche de l'armée américaine à droite, de l'armée belge à gauche.

Aussi après avoir réglé, comme on l'a vu, le 2 septembre le développement de l'opération à objectif limité de Saint-Mihiel, nous envoyions, dès le 3 septembre, aux commandants en chef britannique, français et américain, une directive qui lançait la masse de leurs armées vers la ligne Cambrai, Saint-Quentin, Mézières, où elle atteignait la principale ligne de rocade allemande et qui comportait l'entrée en scène d'une nouvelle et forte attaque américaine à l'ouest de la Meuse :

Actuellement, l'offensive alliée se développe avec succès de la Scarpe à l'Aisne, forçant l'ennemi à reculer sur tout ce front.

Pour développer et accroître cette offensive, toutes les forces alliées s'engagent dans la bataille, suivant des directions convergentes et par les parties favorables du front. dans ce but, tandis que :

1. Les armées britanniques, appuyées par la gauche des armées françaises, continuent d'attaquer en direction générale de Cambrai-Saint-Quentin,
2. Le centre des armées françaises continue ses actions pour rejeter l'ennemi au delà de l'Aisne et de l'Ailette,
3. L'armée américaine exécutera les opérations suivantes :
 - a) l'offensive prévue en Woëvre, réduite à l'obtention de la ligne Vigneulles, Thiaucourt, Régnéville, suffisante pour assurer les résultats visés : dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt et base de départ satisfaisante pour des opérations ultérieures. Cette attaque est à déclencher le plus tôt possible afin de ne laisser aucun répit à l'ennemi, au plus tard le 10 septembre.
 - b) une offensive en direction générale de Mézières, aussi forte et violente que possible, couverte à l'est par la Meuse et appuyée à gauche par une attaque de la 4e armée française. Cette dernière offensive est à monter avec la plus grande rapidité, pour être déclenchée au plus tard du 20 au 25 septembre. Elle visera tout d'abord, par des actions menées de part et d'autre de l'Argonne, à rejeter l'ennemi sur la ligne Stenay, Le Chesne, Attigny, puis à gagner la région de Mézières, tout en manoeuvrant par l'est pour vaincre la résistance de l'Aisne. Ses étapes successives sont marquées par les lignes : Dun, Grandpré, Challerange, Somme-Py. Stenay, Le Chesne, Attigny.

Mais, tout en traçant ces grandes lignes, je n'en sollicitais pas moins une action vigoureuse et directe des armées britanniques contre la ligne Hindenburg. C'est ainsi que j'écrivais le 8 septembre à sir Douglas d'entreprendre dès maintenant la préparation de l'offensive visant à s'emparer de cette ligne et à pousser au delà vers des objectifs indiqués (Valenciennes, Solesmes, Le Cateau, Wassigny) . Il y a intérêt, pour y trouver l'ennemi le moins organisé possible, à déclencher cette offensive sans retard. Et en vue d'agrandir jusqu'aux limites possibles le champ des opérations, le lendemain 9 septembre j'étais rendu à la Panne, résidence de s. M. Le roi des belges. Nous constatons avec le souverain que l'ébranlement et l'usure de l'ennemi, comme aussi la concentration de ses forces en France créaient une situation exceptionnellement favorable pour le battre en Belgique et reconquérir la province au nord de la Lys. Nous examinions qu'elles pourraient être les grandes lignes de l'action à entreprendre dans ce but par l'armée belge avec le concours des armées britanniques et françaises.

Le roi Albert étant pleinement entré dans ces vues et ayant donné son adhésion de principe à l'exécution entrevue, je me rendais à Cassel. Là, dans une conférence avec le maréchal Haig, le général Plumer et le lieutenant général Gillain, j'exposais, en entrant dans plus de détails, le projet ci-dessus, et nous arrêtons le plan des opérations qui devait y répondre. Il s'agissait en somme de se ménager tout d'abord une base de départ par l'enlèvement de la ligne : crête de Clercken, forêt d'Houthulst, crête de Passchendaële, hauteurs de Gheluvelt, Zandworde, canal de Comines, pour de là marcher résolument en direction de Bruges d'une part, de manière à libérer la côte belge, et en direction de Thielt et

Gand d'autre part. La première opération exigerait neuf divisions belges et deux divisions britanniques. à la deuxième prendraient part l'ensemble de l'armée belge, la 2e armée britannique, trois divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie françaises. À l'issue de la réunion, je remettais aux intéressés une note écrite fixant les dispositions arrêtées. Le général Pétain était, bien entendu, tenu au courant de ces projets, comme aussi de mon intention de faire, le cas échéant, appel au général Degoutte pour leur mise à exécution.

Le roi des belges étant venu à Bombon dans la matinée du 11 septembre, je le priais de prendre, avec le commandement de l'armée belge, celui des forces françaises et britanniques réunies pour ces opérations. Il acquiesçait à cette demande et sollicitait lui-même qu'un ordre de service lui fût rédigé dans ce but. Sa majesté ayant demandé en outre qu'un général français fût mis à sa disposition, le général Degoutte était définitivement désigné, et il prenait immédiatement ses fonctions de chef d'état-major de l'armée alliée des Flandres aux ordres de s. M. Le roi Albert. Notification de ces décisions était faite au lieutenant général Gillain, au maréchal Haig et au général Pétain. En même temps je demandais de veiller à ce que le secret le plus absolu fût observé par tous. Le maréchal Haig était bien entré dans mes vues, car, à ma lettre du 8 septembre, il répondait le 14 que son intention était de déclencher à brève échéance une attaque en règle entre Vermand et Gouzeaucourt, de manière à s'emparer des défenses ennemies à l'ouest du canal de Saint-Quentin et de l'Escaut, et à amener ainsi la 4e armée britannique à portée d'assaut de la position Hindenburg. Pour seconder cette action, je prescrivais au général Debeney d'appuyer avec sa gauche la droite de la 4e armée britannique, ce qui, au demeurant, devait constituer sa mission essentielle et permanente : [dans la période à venir, la gauche de la 1ere armée française doit constamment appuyer la droite de la 4e armée britannique et lui rester étroitement liée...](#)

C'est ainsi que, le 18 septembre, la 4e armée britannique, soutenue par la gauche de la 1ere armée française et la droite de la 3e armée britannique, attaquait avec succès entre Holnon, Fresnoy-Le-Petit, Hargicourt, Lempire, Gouzeaucourt. Tous ses objectifs étaient atteints. Plus de 10.000 prisonniers et 150 canons restaient entre ses mains, et par-dessus tout le résultat cherché était obtenu. Elle se trouvait maintenant à distance d'attaque de la position Hindenburg, résultat d'autant plus important que l'intention du maréchal Haig était précisément de porter son effort principal contre cette position dans l'intervalle compris entre Saint-Quentin et Cambrai. On se préparait immédiatement à cet effort. Le 22 septembre, sir Douglas donnait ses ordres pour l'attaque générale de la position à ses 1ere, 3e et 4e armées, et s'il taisait encore à ses subordonnés la date du commencement de l'action, il la fixait dans son esprit aux environs du 25.

De son côté, le général Pétain était mis au courant des intentions du haut commandement britannique, et invité à renforcer sans aucun retard la 1ere armée française en artillerie notamment. Il lui était prescrit, dans ce but, de prélever largement les moyens nécessaires sur le centre du groupe d'armées de réserve [où aucune action d'importance n'était à envisager pour le moment](#). Il était facile au général Pétain de déférer à cette demande, car le front du groupe d'armées de réserve, en raison des avances opérées depuis deux mois, s'était raccourci considérablement, à telle enseigne que, dans la première quinzaine de septembre, deux de ses armées, les 6e et 3e, avaient pu être mises en réserve. Pendant que s'opérait la concentration des forces alliées destinées à faire brèche dans la forteresse allemande, et pour les dissimuler autant que possible en

détournant l'attention ennemie de l'orage qui se préparait à notre gauche, j'effectuais, du 19 au 22 septembre, une tournée d'inspection sur le front de Lorraine et des Vosges. Je passais successivement à Chaumont, à Saint-Mihiel, à Nancy, à Lure, à Massevaux et à Belfort, reconnaissant les positions avancées et prescrivant d'établir aussitôt des projets d'attaques importantes dans ces régions, ainsi que l'exécution des mouvements préparatoires à ces attaques. Puis, revenu à mon quartier général de Bombon, et après une entente avec les commandants en chef, j'arrêtais définitivement les conditions de temps dans lesquelles allait se produire l'offensive générale de la Meuse à la mer du Nord :

le 26 septembre, attaque franco-américaine entre Suippe et Meuse.

le 27, attaque des 1^{ere} et 3^e armées britanniques, en direction générale de Cambrai.

le 28, attaque du groupe d'armées des Flandres, entre la mer et la Lys, sous le commandement du roi des belges.

le 29, attaque de la 4^e armée britannique, appuyée par la 1^{ere} armée française, en direction de Busigny.

Offensive franco-américaine entre Suippe et Meuse (26 septembre – Octobre 1918).

Le plan de cette offensive comportait :

1. Une opération **b**, menée entre Meuse et Argonne, par la 1^{ere} armée américaine, en direction générale de Buzancy-Stonne ;
2. Une opération **c**, menée entre Aisne et Suippe, par la 4^e armée française, suivant l'axe général de la route Châlons-Mézières.

Un détachement mixte franco-américain opérerait sur la rive droite de l'Aisne, assurant la liaison entre les deux opérations. D'autre part, le général Pétain avait décidé de prolonger vers l'ouest le front d'attaque du groupe d'armées du centre par une opération **d**, à exécuter par la 5^e armée, pour faire tomber la position des forts de Reims et des monts de Champagne, en combinaison avec l'exploitation latérale des premiers succès de la 4^e armée. Les opérations **b** et **c** étant fixées au 26 septembre, l'opération « d » devait être tenue prête pour le 28, midi. Enfin, pour mettre à profit le succès éventuel de cette dernière et déloger l'ennemi du Chemin-Des-Dames, où il pourrait être amené à se rétablir, la 10^e armée avait reçu l'ordre de préparer une action de son aile droite en direction de Chavignon et de la Malmaison.

La manoeuvre franco-américaine était ainsi montée de manière à pouvoir être, au gré des événements, étendue de la Meuse jusqu'à l'Ailette. Ces ordres parfaitement établis me donnaient satisfaction, sauf en ce qui concernait la limitation imposée à l'avance de chaque armée dans le but de mieux assurer la liaison entre les deux armées, mais aussi au risque d'empêcher à priori une exploitation favorable qui pouvait se présenter et de briser un élan qu'il fallait à tout prix et par-dessus tout maintenir intact. De là ma note du 25 septembre :

La nature et l'importance de l'opération entreprise le 26 exige que l'on profite sans aucun retard de tous les avantages acquis ; que la rupture de la ligne de résistance soit exploitée sans désemparer aussi profondément que possible, pour cela que tout temps d'arrêt soit évité. En particulier, la marche de l'armée américaine entre la Meuse et la 4^e armée française, comme aussi les effectifs de cette armée lui évitent

tout risque ; il faut donc que, sans indication nouvelle, sur l'initiative de son chef, elle pousse sa marche en avant aussi loin que possible.

L'armée américaine doit donc se préoccuper avant tout de pousser aussi loin et aussi vite que possible ses avantages en direction de Buzancy.

La 4e armée française, par une avance exécutée vers l'Aisne de Rethel, dans les mêmes conditions de rapidité, de décision, d'initiative, couvrira l'armée américaine. Elle doit, en tout cas, rechercher à poursuivre la liaison avec elle, mais à aucun prix elle ne doit ralentir le mouvement de cette armée qui reste décisif.

Par suite, il ne saurait être question de fixer pour ces deux armées des fronts à ne pas dépasser, sans nouvel ordre, une telle indication restrictive étant de nature à les empêcher d'exploiter à fond les circonstances favorables et à briser l'élan qui doit être maintenu avant tout.

Dans les circonstances actuelles, il s'agit de développer avant tout la puissance de choc des armées alliées.

Le maréchal commandant en chef les armées alliées compte sur l'esprit de décision et d'initiative de chacune de ces armées.

Le général commandant en chef les armées du nord et du nord-est voudra bien y faire le plus large appel.

Cette note était suivie d'une seconde, datée du 27, sur les principes qui devaient inspirer les décisions du commandement à chaque échelon dans les circonstances présentes :

Au point où en sont arrivées nos affaires, la surprise et les attaques étendues que nous lançons sur l'ennemi le mettent dans l'obligation de parer au plus pressé pour soutenir ses troupes d'occupation et lui interdisent soit d'amener ensemble des troupes en bonne forme, capables de mener une action ordonnée, soit de réunir des forces d'artillerie et d'infanterie sur une position de défense d'une certaine étendue organisée à l'avance, l'empêchant au total de monter une bataille, même défensive, importante.

Par suite, si nous ne donnons pas à l'ennemi le temps de se reprendre, nous ne rencontrerons partout que la désorganisation, un mélange d'unités, ou, tout au moins, de l'improvisation dans l'emploi des moyens.

De nombreuses mitrailleuses peuvent sans doute jalonner ou couvrir la retraite de l'ennemi. Elles ne suffisent pas à monter un système solide, et la manoeuvre des petites unités en particulier permet en tout cas d'y répondre.

Dans ces conditions, l'attaque doit chercher sans désespérer à produire des effets de rupture, en organisant pour cela des groupes d'attaque (infanterie, artillerie), destinés à marcher sur des objectifs dont la possession lui garantira l'ébranlement du front ennemi.

Il y a donc lieu :

Dans les corps d'armée, de déterminer et d'indiquer les objectifs éloignés et capitaux. dans les divisions, de choisir des objectifs intermédiaires.

Et, pour les petites unités (régiments, bataillons), de manoeuvrer avec précision et rapidité les points sur lesquels des mitrailleuses, en particulier, les arrêtent partiellement. la bataille est dorénavant faite de la décision des commandants de corps d'armée, de l'initiative et de l'énergie des commandants de division.

Une fois de plus l'activité du commandement, comme aussi l'endurance de la troupe, qui ne manque jamais à condition qu'on y fasse appel, font la loi de la bataille.

Entamée le 26 septembre, à 5 h. 30 par la 1ere armée américaine, à 5 h. 25 par la 4e armée française, après une violente préparation d'artillerie, l'offensive alliée, opérations **b** et **c**, obtenait tout d'abord des résultats sensibles entre la Meuse et la Suippe. Sur tout le front d'attaque, la première position ennemie était enlevée et en plusieurs points dépassée ; la progression de nos troupes atteignait en moyenne trois à quatre kilomètres. Pour suivre de plus près le développement des opérations, je m'étais installé, dans l'après-midi du 26, en poste de commandement au château de Trois-Fontaines (nord de Saint-Dizier). J'y restais le 27, et me rendais successivement auprès du général Pétain, établi provisoirement à Nettancourt, et au quartier général du général Gouraud, à Châlons-Sainte-Memmie. Dans les journées des 27 et 28, la résistance adverse devenait à la fois plus solide et plus active. La 4e armée se heurtait bientôt à des défenses établies par les allemands dans la vallée de la Py, tandis que la 1ere armée américaine, gênée par les flanquements de l'Argonne, se trouvait immobilisée à hauteur d'Apremont.

Le 29 septembre, cependant, la 4e armée française, concentrant ses efforts au centre, réussissait à déborder la ligne de la Py et à rejeter l'ennemi sur une deuxième position établie entre Somme-Py et Monthois. Mais, de son côté, la 1ere armée américaine, entassée dans l'étroit couloir entre la Meuse et l'Argonne, rencontrant devant elle une résistance d'autant plus forte qu'elle était favorisée par la nature d'un terrain difficile et coupé, entravée dans sa progression à la fois par les flanquements de l'Argonne et par ceux de la rive est de la Meuse, continuait à piétiner. Elle pensa venir à bout de ses difficultés en augmentant ses forces de première ligne ; elle ne fit que les accroître et ce fut bientôt l'embouteillage complet de ses arrières et de ses communications. Pour remédier à cette situation, je décidais, d'accord avec le général Pétain, de retirer un certain nombre de divisions du secteur d'attaque américain et de les employer, d'une part à l'est de la Meuse, d'autre part à l'ouest de l'Argonne. Pour éviter toute perte de temps, elles seraient placées dans le cadre des corps d'armée français actuellement en place. Le général Pershing prendrait alors sous ses ordres les forces franco-américaines agissant sur les deux rives de la Meuse, tandis qu'un nouveau commandant d'armée français (2e armée) prendrait le commandement des forces alliées opérant de part et d'autre de l'Argonne.

Le général Weygand fut chargé de communiquer ces dispositions au général Pershing, qui les accueillit dans l'ensemble, mais se refusa à admettre l'introduction d'une nouvelle armée française dans la région de l'Argonne. Pour lui donner satisfaction, j'acceptais de maintenir l'organisation actuelle du commandement, à condition que les attaques américaines repartissent sans tarder, et qu'une fois parties, elles fussent continuées sans arrêt... pendant que

la 1^{ère} armée américaine remettait de l'ordre dans ses unités avant de reprendre les opérations en direction de Mézières, la 4^e armée française coopérait, par son centre et sa gauche, aux attaques de la 5^e armée visant à faire tomber les monts de Champagne et le massif de Reims (opération **d**). Le 30 septembre, la 5^e armée attaquait par surprise entre la Vesle et l'Aisne, et, malgré une forte résistance de l'ennemi, elle rejetait les allemands. Poursuivant son offensive le 1^{er} octobre, elle obtenait des résultats encore plus importants que la veille en obligeant l'adversaire à repasser sur la rive est du canal de l'Aisne à la Marne, de Berry-Au-Bac à la Neuville, et à abandonner entre ses mains 2500 prisonniers et une trentaine de canons. En même temps la 4^e armée, avec le concours de la 2^e division américaine, attaquait et enlevait la forte position allemande établie sur les hauteurs sud d'Orfeuil, s'emparait de points d'appui solides comme ceux de Notre-Dame-Des-Champs et du Blanc-Mont, et capturait plus de 18000 prisonniers et 200 canons (1^{er} et 3 octobre). Ce double succès ne tardait pas à porter ses fruits. Dans les journées des 5, 6 et 7 octobre, les allemands opéraient un large mouvement de repli au nord-est de Reims pour aller s'établir derrière la Suippe et la ligne de l'Arnes.

Cependant, le 4 octobre, la 1^{ère} armée américaine repartait à l'attaque. Sa gauche et son centre, s'élevant le long de l'Argonne, atteignaient Apremont, Exermont, Gesnes. Sa droite, gênée par les flanquements établis sur les hauteurs à l'est de la Meuse, ne gagnait que peu de terrain. Il était de toute nécessité de supprimer ces flanquements par la possession de la falaise de Dun-Sur-Meuse à Damvillers. Du 8 au 10 octobre, le 17^e corps français, aidé de deux divisions américaines (33^e et 39^e), entamait les opérations sur la rive droite de la Meuse et venait s'établir, après de durs combats, sur la ligne Sivry-Sur-Meuse, Beaumont. Quelque appréciables qu'aient été les résultats obtenus par l'offensive franco-américaine, ils apparaissaient cependant **comme étant inférieurs à ceux qu'il était permis d'escompter sur un adversaire saisi de toute part et qui ne résiste, sur certains points, qu'avec des éléments usés, hétérogènes et réunis à la hâte, et dans une région où toutes les organisations ennemies ont déjà été enlevées.** Faute d'être suffisamment conduite, la bataille engagée présentait un certain décousu. Le commandement, trop distant de l'action, ne semblait pas **la mener lui-même avec la dernière énergie**, en assurant l'exécution de ses combinaisons. Aussi était-il demandé au général Pétain de donner des instructions au haut commandement (groupes d'armées et armées) **en vue d'assurer, dans la phase actuelle de la guerre de mouvement, une conduite personnelle et agissante sur le terrain, à des jours déterminés, de la bataille. Animer, entraîner, veiller, surveiller, reste avant tout sa première tâche.** Le général Pétain en donnant ces instructions précisait de nouveau les buts à atteindre : à la 4^e armée, marcher droit à l'Aisne, en direction de Rethel. À la 5^e armée, pousser en direction de Neufchâtel, Soissons, en vue de favoriser le mouvement de la 10^e armée sur Laon.

Ainsi orientées, les attaques d'ensemble repartaient le 8 octobre. Tandis que la 1^{ère} armée américaine, dégageant l'Argonne, atteignait les débouchés sud de Grandpré et s'emparait des hauteurs de Romagne et de Cunel, la 4^e armée française, attaquant en force en direction de Cauroy-Machault, prenait pied sur la rive nord de l'Arnes et sur les hauteurs de Monthois. à sa gauche, la 5^e armée enlevait de haute lutte le passage de la Suippe entre Aguilcourt et Saint-étienne, cependant qu'au nord de l'Aisne la 10^e armée, s'ébranlant à son tour, forçait la ligne de l'Ailette et gagnait les hauteurs de Cerny-En-Laonnois et de Jumigny. Ces avances menaçantes portaient un coup sensible à l'adversaire. Dans les

jours des 11, 12 et 13 octobre, il se voyait contraint d'exécuter un large mouvement de retraite sur tout le front compris entre l'Aisne de Vouziers et l'Oise de la Fère, et de se replier sur la forte position (Hunding Stellung et Brunehild Stellung) établie sur la ligne générale La Fère, Crécy-Sur-Serre, Sissonne, Château-Porcien et la vallée de l'Aisne en aval de Grandpré. Le 15 octobre, les armées franco-américaines étaient au contact de cette position et prenaient immédiatement les dispositions nécessaires pour lui donner l'assaut. offensive franco-britannique contre le front Cambrai-Saint-Quentin.

Le 27 septembre, les 1^{ère} et 3^e armées britanniques (généraux Horne et Byng) se portaient en avant en direction de Cambrai, et attaquaient au point du jour les positions allemandes entre la Sensée et Villers-Guislain. Ayant franchi le canal du Nord, elles s'emparaient dans un élan magnifique des points d'appui célèbres de Marquion, Bois-Bourlon, Flesquières, et s'avançaient de six kilomètres dans les lignes adverses, capturant plus de 8.000 prisonniers et de 100 pièces d'artillerie. Le 28, elles poursuivaient leur avance, enlevaient Fontaine-Notre-Dame et Marcoing, franchissaient l'Escaut au nord de cette dernière localité, et, le lendemain 29, elles atteignaient les portes mêmes de Cambrai. Toute la position Hindenburg dans leur secteur d'attaque était entre leurs mains. À ce brillant succès, la 4^e armée britannique (général Rawlinson) répondait plus au sud par un égal succès. Le 29 septembre, elle attaquait à son tour la position Hindenburg entre Vendhuile et Holnon, en enlevait les premières lignes et, marchant résolument sur Bohain, franchissait le canal de Saint-Quentin entre Ballicourt et Lahaucourt. À sa droite, la 1^{ère} armée française (général Debeney) attaquait au sud de Saint-Quentin et s'emparait dans de durs combats du point d'appui de Cérizy.

L'offensive franco-britannique se poursuivait avec acharnement dans les jours suivantes. Le 3 octobre, tandis que les armées britanniques, bordant l'Escaut en amont de Masnières, atteignaient les lisières du Catelet et la ligne des hauteurs à l'est du canal de Saint-Quentin, la 1^{ère} armée française, ayant étendu son front d'attaque au nord de Saint-Quentin, franchissait le canal aux environs du Tronquoy, débordait Saint-Quentin par le nord et par le sud, et réoccupait la ville. Il ne restait plus à enlever de ce côté que les derniers réduits de la position Hindenburg. Le 5 octobre, on en donnait l'assaut. La 4^e armée britannique, franchissant l'Escaut entre Crève-Coeur et le Catelet, s'emparait du plateau de Beaurevoir-Montbréhain, et par ce succès achevait dans son secteur d'attaque la conquête de la fameuse position. Par contre, à sa droite, la 1^{ère} armée française, maintenue dans sa mission essentielle d'appuyer [à tout prix la droite de l'armée britannique](#) se heurtait à une résistance des plus énergiques à l'est et au nord-est de Saint-Quentin. Renouvelant ses attaques dans les jours suivantes, elle s'emparait de Lesdin (6 octobre) et progressait sur Fontaine-Uterte. Le 8, elle enlevait cette dernière localité et débordait les défenses allemandes établies au nord-est de Saint-Quentin. Elle allait bientôt, secondée par les progrès de la 4^e armée britannique, récolter le fruit de sa ténacité.

Le jour même où la position Hindenburg était tombée entièrement entre les mains de ses armées, le maréchal Haig avait donné des ordres pour que l'exploitation du succès suivît sans retard et que, grâce à la rapidité du mouvement, le temps ne fût pas laissé à l'ennemi de se rétablir solidement sur sa deuxième ligne de repli, la Hunding Stellung, qui, au sud de Cambrai, était plus rapprochée que partout ailleurs de la position Hindenburg. Il avait en conséquence prescrit à ses 3^e et 4^e armées, toujours couvertes à droite par la 1^{ère} armée française, d'exécuter le 8 octobre une attaque générale en direction

de Bohain-Busigny, et de s'emparer des hauteurs au sud de Cambrai. Ce résultat atteint, la 1^{ere} armée britannique tenterait le forçement de l'Escaut, au nord de cette ville, dans la région de Ramillies.

En exécution de ces ordres, l'attaque des 3^e et 4^e armées anglaises s'effectuait le 8 octobre avec plein succès entre Cambrai et Sequéhart ; d'un seul élan elle enlevait la Hunding Stellung sur tout le front visé. L'armée Debeney, en s'emparant comme nous l'avons vu plus haut du plateau de Fontaine-Uterte, avait prolongé et appuyé efficacement l'action britannique. Le 9 octobre, la 1^{ere} armée anglaise forçait à son tour les passages de l'Escaut à Ramillies et au sud. Ce succès, s'ajoutant à ceux des jours précédents, portait un coup profond aux allemands et les obligeait à effectuer un large mouvement de retraite entre la Sensée et l'Oise. Serrant de près l'ennemi, les avant-gardes alliées venaient, le 12 octobre, border la rive gauche de la Selle entre Haspres et le Cateau, la lisière ouest de la forêt d'Andigny, et la rive nord de l'Oise en aval de Bernot. Elles arrivaient ainsi, à leur gauche, au contact d'une troisième position de repli ennemie établie sur la ligne générale Bouchain, la Capelle, le Cateau, Hirson, Mézières, et, à leur droite, devant la portion de la Hunding Stellung qui bordait la rive occidentale de l'Oise entre Mont d'Origny et le confluent de la Serre.

Offensive du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys.

La constitution du groupe d'armées des Flandres (g. A. F.) , arrêtée le 11 septembre comme nous l'avons vu, s'était poursuivie avec la plus grande rapidité. Le temps nous pressait absolument, car dans le pays bas des Flandres dévasté par la guerre, si la mauvaise saison nous trouvait encore réduits à de simples préparatifs, il devenait pour ainsi dire impossible de retirer l'armée belge du terrain qu'elle occupait ou qu'elle avait consolidé sur la rive gauche de l'Yser, pour la jeter, à travers les rives toujours basses de cette rivière transformées en borbiers, sur la rive droite que quatre ans de bataille et de bombardements avaient changée en un marais presque continu et que le mauvais temps eût rendue absolument impraticable.

Après avoir assuré au groupe d'armées des Flandres une direction, s. M. Le roi des belges assisté du général Degoutte avec son état-major, il avait fallu lui donner les forces nécessaires pour exécuter la mission qui lui incombait dans le plan général de l'offensive alliée. Outre l'armée belge, ces forces comprenaient la 2^e armée britannique (général Plumer) , le 2^e corps de cavalerie et deux corps d'armée français (7^e et 34^e) . Pour les doter du matériel nécessaire de combat, de transport et de transmission, il avait été fait appel à l'armée anglaise, à l'armée française et même au gouvernement militaire de Paris. La marine britannique assurait de son côté la coopération de jour et de nuit d'un groupe d'aviation.

J'avais insisté pour que tous les moyens mis ainsi à la disposition du roi des belges fussent employés dès le début, afin d'obtenir d'emblée les résultats les plus étendus. J'avais dans ce but demandé au maréchal Haig d'agir auprès du général Plumer, et, afin d'éviter toute fausse interprétation, de spécifier que la 2^e armée britannique serait tout entière, dès le premier jour, à la disposition de son chef. Ses attaques poussées au nord-est du canal de Comines viseraient à atteindre le plus tôt possible Zandworde et les hauteurs de Krusecke. C'est dans ces conditions qu'après une attaque d'artillerie de trois heures, l'offensive du groupe d'armée des Flandres s'engageait, le 28 septembre à 5 h. 30, dans l'intervalle compris entre Dixmude et la Lys. Elle obtenait de suite un grand succès, en enlevant complètement la première position allemande et en

entamant fortement la seconde. Le lendemain matin, j'étais dans les Flandres. Je voyais successivement le général Plumer à Cassel, le roi Albert à La Panne, le lieutenant-général Gillain à Houthem. Je les sollicitais de pousser rapidement sur Roulers et Thourout. L'ardeur, du reste, ne faisait pas défaut. Le 29, Dixmude était réoccupé, toute la crête de Passchendaële et la forte position de Messines-Wytschaete tombaient au pouvoir des alliés. En deux jours, près de 10000 prisonniers et 200 canons avaient été capturés à l'ennemi. Le mouvement en avant se poursuivait le 30, mais, gênée par le mauvais temps, la progression devenait plus lente. La 2e armée britannique néanmoins approchait de Menin et bordait la rive gauche de la Lys de Warneton à Werwicq.

Les 1er et 2 octobre, après quelques progrès sans importance, on décidait de s'arrêter, pour monter une nouvelle et puissante attaque avec des communications rétablies en arrière. Ici se révélaient les difficultés de la nature du terrain. Les troupes s'étaient bien avancées sur ce sol qui ne présentait que trous d'obus plus ou moins jointifs et remplis d'eau. Elles avaient gagné le terrain ferme, mais, en arrière, en beaucoup d'endroits, les communications étaient coupées sur la rive droite de l'Yser, et l'impossibilité se montrait de les réparer à l'aide de terre empruntée aux terrains avoisinants ; ils n'étaient qu'un marais. Le ravitaillement des troupes à la bataille, soit en vivres soit en munitions, devenait impossible dans certaines zones. Nous étions réduits à transporter tout d'abord par avion des milliers de rations de vivres. Pour faire marcher les convois, il fallait avant tout effectuer une réparation complète des communications. Elle exigeait en certains passages la construction de kilomètres de route en madriers jointifs sur pilotis.

Cependant les résultats de notre incontestable succès des Flandres se faisaient déjà sentir. Menacés à la fois par l'avance du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys et par l'avance simultanée des armées anglaises au sud de la Sensée, les allemands entamaient un nouveau mouvement de retraite devant la 5e armée anglaise (général Birdwood) qui opérait à la droite de la 2e armée britannique et se trouvait en liaison avec la 1ere. Le 2 octobre, La Bassée et Lens étaient réoccupées ; le 3, Armentières. Le 4, les avant-gardes du général Birdwood atteignaient la voie ferrée d'Armentières à Lens et le canal de la Haute-Deule, où elles se reliaient aux avant-gardes du général Horne dont la gauche avançait également derrière l'ennemi en retraite.

L'ébranlement produit dans la situation allemande par nos coups victorieux depuis le 18 juillet avait, en s'étendant jusque dans les Flandres, interdit à l'ennemi tout rétablissement de sa résistance, et cette condition favorable à nos armées devait se maintenir et même s'accroître, à la condition que nous l'exploitions sans retard et que nous ne laissions pas à l'ennemi le temps de se reprendre. Ceci paraissait d'autant plus certain que, d'après les renseignements reçus, les allemands ne pouvaient disposer au delà de Douai, en Belgique, d'aucune ligne de repli solide. Aussi pressions-nous le groupe d'armées des Flandres de hâter le plus possible la reprise de ses attaques par la remise en état de ses communications, dans nos lettres des 6 et 9 octobre :

La défaite que vient de subir l'ennemi sur le front anglais, disait la dernière, comme aussi le développement de nos attaques sur le front franco-américain, créent actuellement une situation exceptionnellement avantageuse pour la continuation de l'offensive en Belgique.

Cette situation apporte un intérêt particulier à hâter votre attaque et augmente par suite la nécessité de pousser vos préparatifs dans toute la mesure du possible...

Néanmoins, malgré la bonne volonté de tous, le groupe d'armées des Flandres ne put être prêt à attaquer de nouveau avant le 14 octobre. Mais, à cette date, avec ses troupes parvenues dans des régions que la guerre n'avait pas dévastées, avec ses communications désormais assurées à travers la zone démolie par quatre ans de lutte, il pouvait reprendre la bataille, et, s'il était aidé de puissants moyens, pousser son attaque, quelle que fût la saison, jusqu'à la réduction totale de la résistance ennemie.

Chapitre XII — Le problème des effectifs, des fabrications de guerre et des communications à l'automne de 1918.

Allions-nous pouvoir soutenir cet effort ininterrompu et chaque jour plus étendu, que les armées alliées fournissaient depuis le mois de juillet ? Grave question qui se posait au haut commandement et aux gouvernements de l'entente dès l'automne de 1918, et qui embrassait le reconstituer des effectifs, le ravitaillement en munitions et en matériel de guerre, le rétablissement des communications en territoire reconquis. Il importe d'ajouter que, des solutions données convenablement et en temps voulu à ces problèmes, allait dépendre pour les armées alliées la possibilité de poursuivre leurs succès et d'aboutir à la victoire définitive par une offensive sans arrêt, tandis que des retards dans la satisfaction des besoins des armées pouvaient rendre stériles une partie de leurs succès et leur imposer plus tard de sanglants et violents efforts par suite du rétablissement de l'ennemi. Il n'avait pas suffi le 24 juillet d'indiquer un plan de nos opérations. Il avait aussi fallu préparer les moyens de les alimenter.

1. Effectifs

En fait, du 1er juillet au 15 septembre, l'*armée française* avait perdu 7.000 officiers et près de 272.000 hommes. Au début d'octobre, la plupart des divisions accusaient des déficits variant de 1.000 à 2.500 hommes, tous les renforts disponibles ayant été incorporés, et la situation empirait encore dans les semaines suivantes, car aux pertes subies par le feu venaient s'ajouter certains prélèvements de personnel pour la remise en état des communications de l'arrière. Nous maintenions cependant le même nombre de nos divisions et c'est par des palliatifs pris dans chacune d'elles, par l'aménagement intérieur des unités, qu'il était pourvu aux déficits momentanés. C'est ainsi que le général Pétain était amené à diminuer l'effectif théorique du centre d'instruction divisionnaire, à réduire à 175 hommes l'effectif de la compagnie d'infanterie, et à prescrire au général commandant l'artillerie d'assaut de parer par des procédés analogues à l'insuffisance de ses ressources en chars et en personnel. Le reconstituer des chevaux rencontrait également de grandes difficultés. Les ressources de la France étant à peu près épuisées, il fallait, dès septembre, importer d'Amérique jusqu'à 10.000 chevaux par mois, ce qui avait l'inconvénient d'absorber une partie du tonnage des troupes américaines, et d'exiger en outre des délais assez longs avant leur mise en service. Le général Pétain, pour faire face à la situation qui en résultait, était obligé de prendre certaines mesures transitoires, telles que de prescrire au commandement de n'amener en avant qu'un nombre de groupes et de batteries proportionné aux attelages disponibles, ou de supprimer un canon par batterie aux différentes formations d'artillerie hippomobile.

L'*armée britannique* avait, du 1er juillet au 15 septembre, perdu 7.700 officiers et 166.000 hommes de troupe, et, comme l'armée française, elle ne parvenait pas à combler les vides existants. Le gouvernement de Londres, enclin à donner à l'aviation et aux tanks une importance peut-être exagérée par rapport à l'ensemble des forces combattantes, eût été disposé à supprimer des divisions d'infanterie. Au cours d'une conférence tenue le 7 octobre à Versailles sous la présidence de M. Lloyd George, je dus m'élever contre cette intention et pus obtenir que le nombre des divisions britanniques serait intégralement maintenu,

dût-on, s'il le fallait, en réduire momentanément les effectifs. Je suggérai également au lieutenant général Wilson d'opérer un échange entre les divisions britanniques fraîches qui se trouvaient en Italie et des divisions fatiguées de France qui iraient achever leur reconstitution au delà des Alpes.

Le *2e corps italien* accusait, après les attaques qu'il avait subies au cours de l'été sur le front français, un déficit de 13.000 hommes, et le gouvernement de Rome aurait désiré que sa reconstitution fût compensée par le renvoi en Italie de la totalité des travailleurs cédés à la France en vertu de l'accord du 13 janvier 1918. M. Clemenceau obtint heureusement que ce rapatriement serait débattu entre les commandants en chef intéressés. Je réussis à convaincre le général Diaz que le rappel de tous les travailleurs italiens causerait le plus grand préjudice aux armées françaises, et il fut convenu que celles-ci ne renverraient au delà des Alpes que 4.000 d'entre eux. Du reste, pour justifier le maintien en France des auxiliaires italiens, le général Pétain était invité à établir une organisation et un contrôle rigoureux du travail **garantissant un emploi rationnel et complet de la main-d'oeuvre dont il disposait**. Finalement le 2e corps italien se trouva reconstitué, à la fois au moyen de certains éléments prélevés parmi les meilleurs de ces travailleurs et de renforts venus d'Italie.

L'*armée américaine* elle-même présentait un déficit qui, au 10 octobre, pour un total de 30 divisions sur le front, s'élevait à 90.000 hommes. Ce déficit, à vrai dire, n'était que passager, car les transports d'Amérique en France se poursuivaient avec intensité ; mais il pouvait à ce moment apporter une certaine gêne aux opérations projetées. Le général Pershing crut devoir m'en référer, et me demanda s'il n'y aurait pas lieu de modifier mes décisions. Bien entendu je maintenais intégralement le programme fixé pour les attaques. Une autre difficulté était de fournir à l'armée américaine les nombreux chevaux qu'exigeait la mise sur pied de ses divisions. La nécessité de ne transporter tout d'abord que des fantassins et des mitrailleurs avait fait différer l'envoi des États-Unis en France des attelages nécessaires aux unités d'artillerie notamment. Des achats de chevaux en Espagne et quelques prélèvements sur les ressources françaises ou britanniques avaient bien permis de faire face aux premiers besoins, mais, dès le mois de septembre, on ne pouvait plus compter que sur les importations d'Amérique qui n'étaient pas, comme nous l'avons dit plus haut à propos de l'armée française, sans entraîner certains inconvénients.

On voit par ces quelques données les efforts que l'entretien des effectifs des armées alliées, à l'automne de 1918, imposa au haut commandement et aux états-majors. S'il ne fut pas possible de lui donner la solution complète que l'on eût souhaitée, du moins les mesures de fortune auxquelles on dut recourir s'inspirèrent-elles toujours de mon double souci, que la marche des opérations ne se trouvât pas ralentie et que le nombre des divisions alliées fût, en tout état de cause, maintenu.

2. Munitions et armement

Sans présenter les mêmes difficultés que le reconstituer des effectifs, le ravitaillement en munitions suscita certaines inquiétudes. Vers la fin de juillet, M. Loucheur, ministre de l'armement, me signalait que la consommation moyenne pour les armées françaises était de 280.000 obus de 75 par jour, alors que la fabrication n'atteignait que 220.000 ; il était donc obligé de prélever la différence sur les stocks. Au mois d'août, la situation devenait même critique, par suite des retards dans l'envoi d'Amérique en France d'acier pour obus de 75, et je dus faire intervenir le général Pershing auprès de son gouvernement pour hâter cet envoi.

De son côté, le général Pétain prescrivait à plusieurs reprises et très énergiquement à ses subordonnés de surveiller de près l'emploi des munitions ; la crise ne fut réellement conjurée qu'à partir du mois d'octobre, lorsque les États-Unis purent envoyer en France des obus entièrement fabriqués. Le service français des fabrications de guerre eut également à fournir un effort considérable pour la construction et l'entretien des nombreux engins nécessaires à la bataille, canons, avions, chars de combat, pour n'en citer que quelques-uns, et dans ce domaine, nous avions à pourvoir non seulement à nos propres besoins, mais encore pour la plus grande partie à ceux de l'armée américaine, à qui l'industrie des États-Unis n'était pas encore en état de fournir tout le matériel voulu. Je recevais fréquemment à mon quartier général les autorités intéressées à ces questions : Mm. Clemenceau, Loucheur, Tardieu, les généraux Bourgeois, Le Rond, etc. je m'entretenais avec eux de l'état d'avancement des travaux ou des fabrications, tant en France qu'en Amérique, des cessions à faire aux américains, du métal à demander en échange aux États-Unis, des achats à effectuer en Angleterre, etc. Pour diminuer nos importations de charbon et augmenter par là le tonnage disponible, j'eus également à intervenir, à la demande de M. Loucheur, auprès du maréchal Haig pour que l'armée britannique cédât 4000 prisonniers de guerre aux mines du centre de la France. Mais il ne fut pas possible à sir Douglas d'accéder à cette demande.

3. Communications

On sait dans quel état de dévastation systématique les allemands laissèrent derrière eux les territoires que leur défaite les obligeait d'abandonner.

Beaucoup de ces destructions n'étaient aucunement justifiées par les nécessités de la guerre, mais seulement par cette **joie de nuire** (*schadenfreude*) que notre adversaire érigeait en dogme et dont il faisait un moyen de lutte. J'avais bien, le 6 septembre, demandé à M. Clemenceau que l'ennemi fût mis en demeure **de cesser, sous peine des responsabilités les plus graves et des représailles les plus sévères, ces pratiques barbares**, mais, en définitive, les ruines ne cessèrent, jusqu'au jour de l'armistice, de s'accumuler dans le nord de la France et en Belgique. À côté des destructions que rien ne justifiait, d'autres, conformes aux nécessités militaires, comme celles opérées sur les lignes de communication, voies ferrées et navigables, routes, retardaient grandement l'avance des armées alliées. La remise en état de ces communications constitua l'un des problèmes les plus importants que le haut commandement et les états-majors eurent à résoudre pendant l'automne de 1918. Elle exigea à la fois une direction active, un personnel expérimenté et un matériel important. La direction de ces services fut, au mois d'août 1918, réorganisée et rattachée au commandement en chef des armées alliées. Elle était présidée par un général français et avait pour mission essentielle de pourvoir aux besoins généraux des armées alliées, en ce qui concernait leurs ravitaillements et leurs communications, en particulier dans les territoires reconquis, d'où son nom de direction générale des communications et ravitaillements aux armées (d. G. C. R. A.) . Le recrutement du personnel nécessaire à la remise en état et en exploitation des communications détruites par l'ennemi présenta des difficultés sérieuses. Malgré l'insuffisance d'effectifs dont elles souffraient déjà, les armées durent fournir une participation importante à cette main-d'œuvre spéciale. à titre d'exemple, l'armée française donna pour sa part au service des chemins de fer près de 100.000 hommes. On fit appel pour le reste à toutes les ressources possibles : rapatriés d'Allemagne, ouvriers remplacés dans les usines par des prisonniers de guerre, détenus civils,

etc. la Belgique fournit même un moment du personnel d'exploitation pour le nord de la France. Quant au matériel nécessaire à la réfection des voies ferrées, il fut demandé soit à l'industrie française, soit à l'industrie anglaise ou américaine. C'est ainsi qu'il arrivait des États-Unis 70.000 tonnes de rails par mois, permettant de reconstruire environ deux cents kilomètres de voie. La plupart des machines étaient réparées par les soins du ministère de l'armement. J'eus enfin à porter mon attention sur l'organisation de la côte belge libérée : services des ports et services de la mer, et à donner à ce sujet des instructions au général Degoutte. L'esquisse rapide qui vient d'être tracée du problème des effectifs, du matériel de guerre et des communications, n'a eu d'autre but que de montrer combien ce problème pesa sur le développement des opérations pendant l'automne de 1918, d'indiquer quelles furent dans leurs grandes lignes l'ampleur de ce problème, les difficultés rencontrées, l'effort accompli.

Chapitre XIII — L'offensive générale des armées alliées du 15 octobre au 11 novembre 1918.

Manoeuvre combinée des armées britanniques et du groupe d'armées des Flandres entre l'Oise et la mer du Nord. – manoeuvre combinée des armées françaises et de la 1^{ere} armée américaine entre l'Oise et la Meuse. – manoeuvre préparée à l'est de la Meuse. – retraite générale des armées allemandes de la Meuse à la mer.

Dans leur marche générale en avant, sur un front de trois cent cinquante kilomètres étendu de la mer du Nord à la Meuse, les armées alliées, lancées chacune sur sa direction, devaient rencontrer des positions ennemies plus ou moins organisées, plus ou moins fortement occupées, par suite capables d'offrir une résistance difficile à évaluer à l'avance, si ce n'est par la nature du terrain que comportait chacune de ces directions et par les progrès qu'elle avait permis de réaliser. Mais, d'une façon générale, le terrain allait en s'abaissant et en s'aplanissant de la droite des armées alliées à leur gauche, des rives accidentées de la Meuse aux grandes plaines des Flandres d'un parcours relativement plus facile. Là s'étaient réglées dans le passé, jusqu'à Waterloo, les grandes destinées de l'Europe.

C'était au nord de l'Oise que nous pouvions le mieux accumuler et employer la supériorité des forces qui consiste principalement aujourd'hui en un matériel plus nombreux et plus approvisionné que celui de l'ennemi. L'avance marquée des armées britanniques dans cette région en témoignait. Déjà il nous fallait la pousser. D'ailleurs, et en raison de la convergence de nos efforts, les coups portés avec succès sur une portion du système de résistance devaient faire sentir leur répercussion sur les parties voisines et les faire tomber par le débordement, même si elles étaient en mesure de résister. Aussi, dès le 10 octobre, avais-je orienté dans ce sens le maréchal Haig et prescrit en même temps au général Pétain de renforcer la 1^{ere} armée française à la droite des anglais :

Aujourd'hui 10 octobre, trois directions convergentes sont en cours d'exploitation :

1. Celle de Belgique ;
2. Celle de Solesmes-Wassigny ;
3. Celle de l'Aisne-Meuse.

La plus avantageuse à exploiter, grâce au succès des armées britanniques, est celle de Solesmes-Wassigny. Elle est en conséquence à poursuivre avec le plus de forces possible pour en faire sortir, en même temps que des progrès vers Mons, Avesnes :

a) une manoeuvre combinée avec l'offensive de Belgique en vue de dégager la région de Lille ; à exécuter par les forces britanniques en direction du nord-est, entre l'Escaut et la Sambre. Pour permettre aux forces britanniques cette extension de leurs attaques vers le nord, la limite des zones d'action entre les armées britanniques et françaises est prolongée sur la ligne générale : sud de Wassigny, sud d'Avesnes...

b) une manoeuvre combinée avec l'offensive Aisne-Meuse, en vue de déborder la ligne de la Serre ; à exécuter par la 1^{ere} armée française. Les premières disponibilités françaises sont par suite à donner à la

1ere armée, pour lui permettre cette manoeuvre. Celles qui pourraient être récupérées ensuite seront employées à alimenter, soit l'attaque de Belgique, soit celle de l'Aisne-Meuse.

En fait, le 15 octobre, entre l'Oise et l'Argonne, les armées franco-américaines, orientées vers Mézières, étaient arrivées au contact de la forte position allemande (Hunding Stellung et Brunehilde Stellung) établie sur la ligne générale La Fère, Crécy-Sur-Serre, Sissonne, Château-Porcien, Vouziers, Grandpré. Au nord de l'Oise, les armées britanniques, marchant sur Mons-Avesnes, atteignaient à la même date le front Wassigny, Le Cateau, Solesmes, Douai. Elles débordaient ainsi par le sud la région de Lille que le groupe d'armées des Flandres, entre la Lys et la mer, menaçait de son côté par le nord.

Le 14 octobre, en effet, le groupe d'armées des Flandres, libéré de toute préoccupation pour ses communications rétablies, et parvenu sur un terrain ferme, encore vierge de dévastations, avait repris l'offensive entre Zarren et Werwicq dans d'excellentes conditions. Pour soutenir son action, deux divisions américaines lui étaient envoyées ; elles étaient prises parmi celles ayant participé déjà à des attaques. En outre, pour assurer au commandement une organisation en rapport avec l'accroissement des forces françaises dans les Flandres, le général de Boissoudy était mis à la tête de la 6e armée, tandis que le général Degoutte restait exclusivement consacré à la conduite d'ensemble des opérations sous la haute direction du roi des Belges. Ainsi renforcé, le groupe d'armées des Flandres, poursuivant sans arrêt son mouvement en direction de Thourout, de Courtrai et de Menin, gagnait rapidement du terrain. Le 14, maître d'Hooglède, de Roulers, de Moorseele, il dépassait le 15 Cortemarck, touchait aux portes de Courtrai, entrait dans Menin et Werwicq. Le 16, Thourout, Lichterwelde, Ardoye, Iseghem tombaient entre ses mains. Alors l'ennemi lâchait pied. Il évacuait toute la côte belge, et avec elle ses positions de batteries cuirassées et ses bases sous-marines, d'où, durant des mois et des années, il avait menacé l'Angleterre et ses communications avec la France.

Le 17, l'armée belge réoccupait Ostende, le 19, Blankenberghe et Zeebrugge ; le 20, elle atteignait la frontière hollandaise et le canal de Shipdonk, cependant que le roi Albert entrait triomphalement dans Bruges délivrée. Le groupe d'armées des Flandres avait rempli la tâche que le commandant en chef des armées alliées lui avait assignée cinq semaines auparavant... [battre l'ennemi en Belgique et reconquérir la province au nord de la Lys](#). Le 22 octobre, je venais féliciter moi-même les artisans de cette victoire, et, faisant un nouvel appel à eux, je leur demandais de poursuivre sans retard la marche en avant, tout en remettant de l'ordre dans les unités, en rétablissant les communications, en réorganisant les services de l'arrière, particulièrement ceux des ports et de la mer sur la côte belge libérée.

Pendant cette avance du groupe d'armées des Flandres entre la mer du Nord et la Lys, la droite des armées britanniques continuait ses attaques en direction de Wassigny, Solesmes, conformément au plan convenu. Le 17 octobre, la 4e armée anglaise s'emparait du Cateau, malgré une très vive résistance de l'ennemi. Les 18 et 19, après avoir reconquis Wassigny et la forêt d'Andigny, elle rejetait les allemands sur la rive est du canal de la Sambre à l'Oise, puis, poussant sa gauche au delà de la Selle, en liaison avec la 3e armée britannique, elle s'emparait de Solesmes (20 octobre) et s'avavançait jusqu'aux lisières de Landrecies et de la forêt de Mormal (24 octobre) . À sa gauche, la 3e armée anglaise, dégageant le terrain au sud de la Sensée, forçait les passages de l'Écaillon et

venait toucher aux portes du Quesnoy et de Valenciennes (24 et 26 octobre) . Pendant que se développait ainsi la double manœuvre entreprise dans le nord, à l'aile gauche par le groupe d'armées des Flandres et à l'aile droite par la gauche des armées britanniques, le centre, formé des 1^{ere} et 5^e armées britanniques, pressant l'ennemi de front, achevait de le contraindre à un repli général qui, entamé le 17 octobre, sur le front compris entre la Lys et la Scarpe, se poursuivait pendant dix jours. Le 17 octobre, Lille et Douai étaient réoccupées ; le 18, Tourcoing et Roubaix ; le 19, Marchiennes et Bouchain ; le 20, Denain ; le 21, Saint-Amand. Le 27, les britanniques bordaient la rive gauche de l'Escaut, de Tournai à Valenciennes. De son côté, la droite du groupe d'armées des Flandres, relancée à nouveau, franchissait la Lys entre Courtrai et la voie ferrée de Roulers à Audenarde. Elle s'emparait de Courtrai le 19 octobre, et poussait aussitôt vers l'Escaut qu'elle atteignait entre Avelghem et Tournay (20-26 octobre).

Profitant de ce succès, la gauche et le centre du groupe d'armées des Flandres réattaquaient le 31 octobre, et, en quatre jours de bataille, rejetaient l'ennemi à leur tour sur la rive droite de l'Escaut. C'est ainsi que la manoeuvre prescrite par ma directive du 10 octobre se développait au nord de l'Oise dans les meilleures conditions. Aussi avais-je pu, dès le 19, orienter vers de nouveaux objectifs l'action des armées sur cette partie du champ de bataille, tout en poussant les armées de droite sur leur objectif commun, Mézières. J'avais donc ordonné :

Pour exploiter les avantages acquis, l'action des armées alliées est à poursuivre comme suit :

1. Le groupe d'armées des Flandres marchera en direction générale de Bruxelles ; sa droite vers Hal, abordant l'Escaut à Pecq, la Dender à Lessines. Dans cette marche, le forçement des lignes d'eau importantes : Escaut, Dender... est à combiner, au besoin, avec une action de flanc tournant ces lignes et exécutée par les armées britanniques.
2. Les armées britanniques (5^e, 1^{ere}, 3^e, 4^e) s'avanceront au sud de la ligne Pecq-Lessines-Hal, leur droite se dirigeant, par Froidchapelle et Philippeville, sur Agimont (nord de Givet) . La mission des armées britanniques reste de rejeter les forces ennemies sur le massif difficilement pénétrable des Ardennes, où elles coupent leur rocade principale ; et en même temps, d'aider la marche du groupe d'armées des Flandres en lui permettant de franchir les principales lignes d'eau : Escaut-Dender... qui arrêteraient cette marche. Elles seront elles-mêmes appuyées par la 1^{ere} armée française.
3. Les armées françaises (1^{ere}, 10^e, 5^e, 4^e) et la 1^{ere} armée américaine opéreront au sud de la ligne précitée. Leur rôle consiste : pour la 1^{ere} armée française, à appuyer l'attaque des armées britanniques, en marchant en direction de La Capelle, Chimay, Givet et à manoeuvrer par sa droite pour tourner la résistance de l'ennemi sur la ligne Serre-Sissonne. Pour les 5^e, 4^e armées françaises et 1^{ere} armée américaine, à atteindre la région Mézières, Sedan et la Meuse en amont, en faisant tomber la ligne de l'Aisne par une manoeuvre des deux ailes, celle de gauche (5^e armée française) en direction de Chaumont-Porcien, celle de droite (4^e armée française et 1^{ere} armée américaine) en direction de Buzancy-Le Chesne.

Comme on vient de le voir, la 1^{ère} armée française avait à continuer son rôle d'appui des armées britanniques, et en même temps à déborder avec sa droite la résistance de l'ennemi sur la ligne Serre-Sissonne. C'est cette seconde partie de sa mission qu'il convient maintenant d'examiner, en la plaçant dans le cadre général de l'offensive franco-américaine engagée entre l'Oise et la Meuse. Attaquant en liaison avec la droite britannique et bénéficiant de son avance sur Wassigny, la 1^{ère} armée française enlevait du 18 au 26 octobre les retranchements de la Hunding Stellung situés entre l'Oise, à Mont d'Origny, et la Serre en aval d'Assis. Tandis que par ce succès elle amorçait le débordement des lignes de la Serre et de l'Aisne, la 10^e armée attaquait à sa droite au nord-est de Laon, s'emparait de Verneuil-Sur-Serre et de Notre-Dame-De-Liesse, et franchissait le canal de dessèchement entre Vesle et Pierrepont. Sous cette double action, les allemands évacuaient, dans la journée du 27, une large bande de terrain entre Guise sur l'Oise et Crécy-Sur-Serre. Dans le même temps, la 5^e armée française, se conformant aux ordres reçus, attaquait à l'ouest de Chaumont-Porcien, et réussissait dans la journée du 25 à enlever, avec les hauteurs de Banogne-Recouvrance, la dernière portion de la Hunding Stellung restée entre les mains des allemands, entre Saint-Quentin et l'Aisne. C'est ainsi qu'à la fin d'octobre se trouvait en très bonne voie la manoeuvre prescrite le 19 octobre à l'aile gauche des armées françaises pour faire tomber la ligne de l'Aisne.

Où en était, à la même époque, la manoeuvre de l'aile droite, 4^e armée française et 1^{ère} armée américaine ? Au milieu d'octobre, après trois semaines d'une lutte âpre et coûteuse, la 1^{ère} armée américaine avait atteint par sa gauche le défilé de Grandpré, et par son centre les hauteurs de Romagne-Sous-Montfaucon. La remontée de l'Argonne du sud au nord avait présenté des difficultés indiscutables aux états-majors américains. Le plus grand nombre de routes vont dans cette région de l'ouest à l'est, et la nature accidentée du pays interdit d'organiser facilement de nouvelles communications. De là les difficultés de toutes sortes rencontrées dans les ravitaillements des nombreuses troupes américaines engagées dans la bataille, dont il fallait cependant soutenir l'ardeur et entretenir les violents efforts.

Au lieu de laisser intervenir une direction française dont l'expérience promettait d'aplanir certaines difficultés, le moyen le plus efficace de faciliter la tâche américaine me parut être de s'en remettre à l'initiative propre du commandement américain, et pour cela d'établir, sur le même pied qu'avec le commandant en chef des armées françaises, qu'avec le commandant en chef des armées britanniques, qu'avec le roi commandant en chef l'armée belge, les relations directes du haut commandement allié avec le général Pershing, commandant en chef les armées américaines, dont la 1^{ère} opérait sur le front Argonne-Meuse, et la 2^e en Woëvre, sans parler des autres troupes américaines réparties sur diverses parties du front. Au degré où elle était parvenue, c'est dans ces conditions, me semblait-il, que l'aide américaine, engagée sous le drapeau étoilé et dirigé par un commandement qui avait toujours témoigné d'une autorité magnifique, avec ses états-majors utilisant leurs procédés au profit de soldats d'une ardeur incontestable, devait porter les meilleurs coups à côté des autres armées alliées emportées dans la bataille.

Pour pouvoir grandir l'effort demandé aux armées américaines, je n'hésitais pas à grandir son commandement. Son autonomie était bien rétablie, et, pour assurer la concordance des entreprises en Argonne et en Champagne comme aussi une étroite combinaison des efforts, le général Maistre, qui commandait

dans cette région le groupe d'armées du centre français, était chargé d'assurer la coordination des opérations des troupes françaises de la droite de son groupe d'armées et de la 1ere armée américaine. Le ralentissement des opérations en Argonne avait été interprété autrement dans certains milieux, moins formés aux difficultés que le commandement rencontre dans le maniement des masses armées modernes. C'est ainsi que le 21 octobre, sous l'impression des piétinements de l'armée américaine, M. Clemenceau m'écrivait la lettre ci-dessous qui ne visait à rien moins qu'à changer le commandement en chef de l'armée américaine :

Je remets de jour en jour à vous entretenir de la crise de l'armée américaine. Ce n'est pas que... etc.

Clemenceau.

Dans une appréciation plus complète des difficultés rencontrées par l'armée américaine, je ne pouvais me ranger à la solution radicale qu'envisageait M. Clemenceau. Sans entamer de discussions sur ce point avec le président du Conseil, je me bornais à maintenir ma décision et à lui répondre le 23 :

À la date du 20 octobre, la répartition des divisions américaines est la suivante : (voir tableau ci-contre.)

Comme le montre ce tableau, sur les trente divisions aptes à combattre, dix sont réparties entre les armées alliées (françaises et britanniques), vingt sont aux ordres du général Pershing pour constituer l'armée américaine autonome.

Je compte maintenir ces deux lots, d'une nature différente et dont l'existence me paraît nécessaire pour différentes raisons.

Je compte également en faire varier les proportions suivant les circonstances, augmenter le chiffre de 10, diminuer le chiffre de 20, quand les opérations en préparation vont le permettre.

C'est par une économie de cette sorte que je pense réduire les impuissances du haut commandement, plutôt que par des ordres que je lui donnerai certainement mais qu'il sera peut-être hors d'état de faire exécuter, car il lui faudrait pour cela des commandants de corps d'armée, de division, des états-majors ayant de l'expérience. C'est d'ailleurs la crise que traversent toutes les armées improvisées et qui en réduit considérablement le rendement pour commencer.

On ne peut nier, du reste, l'effort fait par l'armée américaine. Après avoir attaqué à Saint-Mihiel, le 12 septembre, elle a attaqué le 26 en Argonne. Elle a perdu par le feu, du 26 septembre au 20 octobre, 54158 hommes pour de faibles gains, sur un front étroit, il est vrai, mais sur un terrain particulièrement difficile et en présence d'une sérieuse résistance de l'ennemi.

En même temps d'ailleurs, et en vue de hâter le plus possible la reprise prochaine de l'offensive combinée de la 4e armée française et de la 1ere armée américaine, comme aussi de faciliter leurs progrès, j'adressai le 21 octobre une directive fixant, avec les objectifs à atteindre, les procédés à pratiquer pour les gagner.

En vue d'assurer la coopération étroite entre la 1ere armée américaine et la 4e armée française, il y a lieu d'observer ce qui suit :

Le but général à poursuivre dans les actions combinées de la 1^{ere} armée américaine et de l'aile droite de la 4^e armée française est d'atteindre la région de Buzancy (1^{ere} armée américaine), Le Chesnes (4^e armée française), pour débloquer par l'est la ligne de l'Aisne.

Les opérations menées jusqu'ici par ces armées dans la région Olizy, Grandpré, nord de Saint-Juvin ont eu pour résultat d'assurer leur liaison complète par le défilé de Grandpré et de permettre à l'armée américaine de déboucher de la région boisée qui limitait ses actions.

Maintenant que ce premier résultat indispensable est obtenu, les attaques combinées de ces armées doivent avoir pour objet d'atteindre le but fixé : Buzancy, Le Chesne, en débordant par l'ouest et l'est le massif boisé de l'Argonne, par des actions plus larges et sans user de forces dans des combats de bois, coûteux et de faible rendement.

Dans ce but il importe :

1. Que la 1^{ere} armée américaine monte et exécute, sans aucun retard, une puissante attaque en direction de Boulton-Aux-Bois, Buzancy, bois de la Folie, en utilisant le large débouché qu'elle a conquis au nord du bois des Loges et de Romagne, et en évitant de s'engager dans les combats de bois de l'Argonne et de la région de Bantheville. Seule, une attaque de cette amplitude lui permettra d'atteindre l'objectif fixé.

2. Que la 4^e armée française, maintenant seulement sa liaison par Grandpré avec l'armée américaine, agisse rapidement et en force, par Vouziers, sur Quatre-Champs, et par Vandy, Terron, et plus au nord, sur les Alleux, comme aussi vers Le Chesne en élargissant résolument son attaque.

L'attention de M. Le général commandant l'armée américaine et celle de m. Le général commandant le groupe d'armées du centre sont appelées sur les directives ci-dessus, qui tendent à la fois à élargir l'action propre à chacune des deux armées et à assurer la convergence de leurs efforts pour arriver aux objectifs assignés. Ils sont invités à vouloir bien faire connaître les dispositions qu'ils prendront, chacun de leur côté, pour y donner satisfaction, comme aussi les accords qu'ils auront établis pour réaliser la concordance de leurs actions.

Ainsi allait être relancée, de part et d'autre de l'Argonne, sur un terrain libre, de parcours relativement aisé, une offensive franco-américaine élargie. Les projets d'opération établis par la 4^e armée française et par la 1^{ere} armée américaine, en exécution de la directive ci-dessus, ne répondirent pas tout à fait à la conception que j'avais de la manoeuvre à poursuivre. Ils témoignaient, dans les procédés mis en oeuvre, d'une rigidité susceptible d'entraver l'exploitation rapide d'un succès remporté. On y voyait apparaître un mode d'attaque par fronts successifs à atteindre, tracés a priori sur la carte, dénotant un souci exagéré d'alignement. Telle n'était pas, à mon sens, l'allure à imprimer aux opérations au moment où nous étions arrivés, car : ... des résultats importants comme ceux que nous poursuivons dans la période actuelle de la guerre, et en présence d'un ennemi dont l'usure augmente chaque jour, ne sont à espérer que d'une progression rapide et aussi profonde que possible. Des troupes lancées à l'attaque n'ont à connaître que leur *direction d'attaque*. Sur cette direction, elles vont aussi loin qu'elles le peuvent, attaquant et manoeuvrant l'ennemi qui résiste sans aucun souci d'alignement, les unités les plus avancées travaillant au profit de celles qui

sont momentanément arrêtées. Elles opèrent ainsi non vers des lignes indiquées a priori d'après le terrain, mais contre l'ennemi qu'elles ne lâchent plus une fois qu'elles l'ont saisi.

Tout en partageant en principe cette manière de voir, quant à la désignation de directions d'exploitation sur lesquelles la poussée doit s'accomplir hardiment, sans aucune arrière-pensée et sans souci d'alignement, le général Pétain n'estimait pas possible d'échapper pratiquement à la fixation d'objectifs successifs à atteindre. À son avis, qu'il s'agisse de rompre une zone fortifiée, ou d'attaquer en terrain libre, ce procédé s'impose, car il est toujours nécessaire, en face d'un adversaire qui se défend, de sérier les efforts en fonction : 1. De l'appui que telles ou telles organisations, tel ou tel accident du terrain procurent ou paraissent devoir procurer à l'ennemi ; 2. Des possibilités d'emploi des feux (artillerie et infanterie) . Mais, le 1er novembre, il adressait à ses troupes une directive conciliant les deux points de vue : la désignation des lignes successives d'objectifs, y écrivait-il, ne doit jamais enrayer l'élan des assaillants ni diminuer les chances d'une progression aussi profonde que possible... il s'ensuit que cette désignation n'est justifiée en général que dans la phase de rupture des organisations adverses.

Dès que commence la poursuite, la vitesse devient le facteur principal du succès et l'idée de la direction doit primer toute autre notion dans l'esprit du chef. L'ennemi étant saisi, il ne faut plus lâcher prise... à ce moment, chaque unité n'a plus à connaître que la direction d'exploitation qui lui a été assignée et sur laquelle il importe au plus haut point de pousser hardiment, sans se régler sur ses voisins... il y avait donc identité complète de vues entre le commandant en chef des armées alliées et celui des armées françaises. En tout cas, il importait de passer au plus tôt à l'action. Aussi le haut commandement allié pressait-il le général Pershing de hâter le déclenchement de son offensive à l'ouest de la Meuse :

Il est de la plus haute importance, lui écrivait-il le 27 octobre, que la 1^{ère} armée américaine soit en mesure de commencer ses opérations à la date convenue, c'est-à-dire à partir du 1^{er} novembre, et de les poursuivre ensuite jusqu'à des résultats importants et certains.

Je prescris en conséquence, que les attaques qui seront entreprises le 1^{er} novembre par la 1^{ère} armée américaine seront poussées et poursuivies sans temps d'arrêt jusqu'à ce que cette armée ait pris possession de la route Boult-Aux-Bois, Buzancy, et plus à l'est, et assuré l'occupation de cette région, pour fournir le premier résultat à obtenir.

Ces attaques devaient être facilitées par des actions répétées que la 4^e armée française avait entreprises à l'est de Vouziers depuis le 13 octobre, et qui, après lui avoir assuré la conquête d'une tête de pont sur la rive droite de l'Aisne, entre Vandy et Falaise, lui permettaient maintenant d'attirer sur elle, pour le soulagement de l'armée américaine, une notable partie des troupes de défense allemandes établies dans l'Argonne.

C'est dans ces conditions que l'offensive américaine s'effectuait le 1^{er} novembre, et qu'obtenant dès le début un brillant succès, elle enlevait ce jour-là les positions ennemies jusqu'à la route Buzancy-Stenay, tandis qu'à sa gauche la 4^e armée française élargissait son établissement à l'est de l'Aisne. Il était aussitôt prescrit de développer sans retard les résultats acquis et de poursuivre sur

Sedan-Mézières l'action combinée franco-américaine. Du reste, l'ennemi ébranlé ne tardait pas à battre en retraite entre l'Aisne et la Meuse. Croix-Aux-Bois, Buzancy, Villers-Devant-Dun, Douillon tombaient entre nos mains le 2 novembre. Le 3, toute la partie septentrionale de l'Argonne se trouvait dégagée, les hauteurs de Belval étaient occupées, la rive gauche de la Meuse bordée jusqu'à Dun. Le 4, l'avance franco-américaine se poursuivait au delà de Stenay et du Chesne, pénétrait dans la région boisée au sud de Beaumont et progressait le long de la Meuse jusque près de Stenay. Je félicitais chaleureusement le général Pershing des résultats de grande importance remportés [grâce à la valeur du commandement, à l'énergie et à la bravoure des troupes](#), et je le sollicitais de poursuivre ses opérations [en direction de la Meuse de Bazeilles et en amont](#), de les étendre dès à présent dans toute la mesure du possible sur la rive droite de cette rivière. Déjà il lui avait été demandé, peu de jours auparavant, en présence du retrait hors de France des divisions autrichiennes, conséquence de l'armistice conclu avec l'Autriche, de faire exécuter par la 2e armée américaine avec les moyens dont elle disposait [des opérations locales assez vigoureuses pour reconnaître l'ennemi et développer tout succès partiel qui serait remporté](#).

Que se passait-il en effet à l'est de la Meuse ? Nous avons vu précédemment que, du 8 au 10 octobre, le 17e corps français, renforcé de deux divisions américaines (33e et 29e), avait prolongé sur la rive droite de la Meuse l'offensive menée sur la rive gauche par le gros de l'armée américaine, et qu'il avait après de durs combats atteint la ligne Sivry-Sur-Meuse, Beaumont. Poursuivies dans les journées suivantes, ses actions s'étaient heurtées à une résistance toujours croissante de l'adversaire ; les moyens matériels dont il disposait étaient insuffisants pour briser les obstacles qui s'opposaient à son avance. Ses gains de terrain devenaient de plus en plus modestes. L'ennemi était apparemment décidé à tenir à tout prix la rive droite de la Meuse, hypothèse d'autant plus vraisemblable que c'était là pour lui la seule chance de couvrir et d'assurer la retraite de ses armées battues, de l'aile droite et du centre. En vue de déjouer cette détermination en prenant à revers les défenses de la Meuse, le haut commandement allié jugeait le moment venu d'attaquer de part et d'autre de la Moselle en direction générale de Longwy, Luxembourg d'une part, et de la Sarre d'autre part. Le 20 octobre, il donnait au général Pétain les instructions nécessaires, lui écrivant :

[Les opérations actuellement en cours visent à rejeter l'ennemi à la Meuse de Stenay et plus aval. Pour faire tomber la résistance sur cette rivière, en la prenant à revers, il y a lieu de préparer des attaques à l'ouest et à l'est de la Moselle en direction générale de Longwy-Luxembourg d'une part, en direction générale de la Sarre d'autre part.](#)

[Ces attaques auront d'autant plus de chances de succès au début qu'elles partiront plus tôt, l'ennemi ayant en ligne, en ce moment, 127 divisions à l'ouest et 32 seulement à l'est de la Meuse.](#)

[Elles auront d'autant plus de chances d'aboutir que l'ennemi se verra bientôt privé de sa principale ligne de rocade par Mézières et Sedan.](#)

[Par suite, il y aurait intérêt : à appliquer les disponibilités françaises à provenir du rétrécissement de notre front, à celles des parties du front de Lorraine, à l'ouest et à l'est de la Moselle, où l'équipement et la nature du terrain permettent une action immédiate, comme aussi à faire étudier la participation à ces opérations des forces américaines, qui seraient disponibles ou rendues disponibles quand l'avance sur la](#)

rive gauche de la Meuse permettra d'orienter ces forces dans une nouvelle direction.

Cette décision d'attaquer dans la région de la Moselle paraissait d'autant mieux fondée qu'une étude faite récemment par le 2e bureau du grand quartier général français avait montré tout à la fois le déséquilibre existant entre les effectifs des forces allemandes de part et d'autre des Ardennes, et l'impossibilité où serait la direction suprême de rétablir l'équilibre entre ces forces le jour où elle n'aurait plus l'usage de la ligne ferrée Hirson-Mézières. La décision ci-dessus ne devait point davantage surprendre les exécutants qui, sur cette partie du front depuis longtemps stabilisée, allaient être chargés de la mettre en oeuvre, car ils étaient préparés à l'éventualité d'une marche en avant. J'en avais entretenu personnellement le commandant de la 8e armée (général Gérard) lors de mon voyage dans l'est, le 20 septembre, et le général Pétain, de son côté, avait depuis plus d'un mois fait étudier par le général de Castelnau la préparation d'une attaque sur le front du groupe d'armées de l'est. Aussi les plans d'action furent-ils rapidement établis.

Dès le 21 octobre, le commandant en chef des armées françaises adressait ses propositions concernant l'organisation générale des attaques projetées en Lorraine. Cette étude, établie sur des bases judicieuses, présentait cependant l'inconvénient d'interdire dans l'ensemble une exécution assez rapide. En particulier, l'action envisagée à l'ouest de la Moselle allait, pour différentes raisons, exiger des délais incompatibles avec la nécessité de saisir immédiatement l'occasion favorable qu'offraient la faiblesse de l'ennemi et son manque de réserves dans cette région. à l'est de la Moselle, au contraire, les conditions semblaient meilleures, et, pour cette raison, nous décidions d'appliquer tout d'abord de ce côté, mais alors sans tarder, les forces immédiatement disponibles. Renonçant donc pour le moment à l'action sur Luxembourg, nous réduisions l'ampleur du plan initial, tout en escomptant, même avec des moyens relativement restreints, des résultats importants... au point de vue militaire, par la conquête à petit prix de toute la profondeur de la zone défensive organisée depuis quatre ans, par une exploitation aussi large que possible ; au point de vue moral, par un premier pas fait sur un sol que l'ennemi considérait comme territoire national et que nous devons conquérir.

Le général Pétain était invité dans ces conditions à préparer une attaque qui, partant du front Nomény-Arracourt et couverte du côté de Metz, marcherait en direction générale de Saint-Avold, Sarrebrück. Il rendait compte, le 25 octobre, que cette attaque pourrait avoir lieu aux environs du 15 novembre, et il faisait connaître les dispositions qu'il avait prévues pour la doter en grandes unités. Le 27, il adressait au général de Castelnau, commandant le groupe d'armées de l'est, une instruction fixant le but, les objectifs de l'offensive et les moyens dont elle disposerait. L'exécution en devait être confiée à deux armées : la 8e (général Gérard) déjà en place, et la 10e (général Mangin) qui, retirée du front de l'Aisne, serait transportée dans l'est et introduite entre la 2e armée américaine et la 8e armée française. Vingt divisions (dont quatre à cinq américaines), dix à douze régiments d'artillerie de campagne, 180 à 200 batteries lourdes, trois régiments de chars légers et deux groupements de chars moyens, un corps de cavalerie et la division aérienne prendraient part aux opérations, qui, d'après les ordres du général Pétain, devaient se dérouler non comme un assaut donné sans lacunes à une ligne fortifiée, mais comme une manoeuvre. Le commandant en chef des armées françaises demandait, d'autre part, qu'un certain nombre de divisions américaines lui fussent accordées. Il ne pouvait du reste compter dans le cas le

plus favorable que sur la coopération de six à huit divisions américaines, indépendamment de l'action de couverture face à Metz, qui serait confiée à la 2e armée américaine. Le 30 octobre, le général de Castelnau donnait ses ordres. Assignant une mission analogue de rupture et d'exploitation aux 10e et 8e armées, dont l'une opérerait par le nord de la forêt de Crémecey et la côte de Delme, l'autre par le sud de la forêt de Bezange, il prévoyait que ces deux armées auraient des forces sensiblement égales. Certaines modifications étaient apportées à ces propositions par le haut-commandement, car l'exploitation devant se présenter dans des conditions beaucoup plus favorables pour la 10e armée, qui aurait d'autre part à se couvrir de la direction sensible de Metz, il convenait d'attribuer à cette armée la majeure partie des moyens disponibles.

Le 5 novembre, le général Pétain transmettait ces observations au commandant du groupe d'armées de l'est en l'invitant à rectifier en conséquence ses dispositions initiales, ce qui fut fait dès le lendemain. Cependant, la concentration des forces alliées, s'opérait en Lorraine, et, le 6 novembre, le général Mangin et son état-major arrivaient à pied d'oeuvre. Malgré le désir exprimé par le général Pétain de se voir attribuer dix à douze divisions américaines (quatre pour la couverture contre Metz au bénéfice de la 10e armée, six à huit pour l'attaque proprement dite) , on ne devait pas espérer une participation américaine aussi large. Du reste, ajoutait-on, **il y a intérêt évident à commencer l'offensive de Lorraine le plus tôt possible, en considérant que l'importance des moyens a moins de valeur que le moment de l'action.**

En fait, on poursuivait activement la mise à la disposition du général Pétain du plus grand nombre possible d'unités américaines. C'est ainsi qu'on récupérait des forces de la 1ere armée américaine en réduisant le front de cette armée dès son arrivée sur la Meuse. J'écrivais également au général Pershing pour lui demander le concours de six de ses divisions réservées et lui récrivais quelques jours plus tard en lui donnant les apaisements nécessaires : ... **le général commandant la 10e armée française, qui aura ces divisions sous ses ordres, prendra des dispositions pour les faire agir autant que possible à sa gauche, et je donnerai de mon côté des ordres pour qu'elles soient replacées promptement sous le commandement américain... aujourd'hui, il s'agit d'aller vite avant tout. C'est pour cela que j'insiste près de vous, à nouveau.** En même temps, je demandais au général J. Haller, commandant en chef l'armée polonaise, la participation, aux prochaines opérations offensives, de la 1ere division polonaise, qui, après un séjour sur le front en secteur calme, était apte à prendre une part active à la bataille.

Ainsi, grâce à l'activité de tous, l'attaque de Lorraine pouvait être montée en peu de temps. Elle devait partir le 14 novembre, avec **vingt-huit divisions d'infanterie, trois divisions de cavalerie appuyées par une masse considérable d'artillerie et par environ 600 chars d'assaut.** C'était une attaque d'une étendue de trente kilomètres venant s'ajouter à la bataille de trois cent cinquante kilomètres déjà engagée et menée victorieusement. Elle allait porter sur une direction nouvelle. Elle ne pouvait y rencontrer d'importantes forces ennemies. Par suite, on pouvait en attendre un brillant départ, une conquête rapide de quelques dizaines de kilomètres. Après cela, elle allait sans doute rencontrer les destructions qui ralentissaient ailleurs la marche des autres armées. Elle ajoutait son effort au leur, elle l'agrandissait, le renforçait, sans en changer la nature. Mais c'était la marche au Rhin, dans la direction de Berlin, confirmée une fois de plus pour l'ensemble des armées alliées par une convergence d'efforts répétés et

grandissants chaque jour. Une telle marche sur cette route ne pouvait manquer d'aboutir à la décision définitive de la guerre.

En tout cas, au début du mois de novembre, la ligne de l'Escaut en aval de Valenciennes et jusques à Gand se dressait en obstacle devant la gauche des armées alliées, tandis que, en Champagne, les fortes défenses de la Serre allaient se présenter devant une partie de leur centre. En poussant sur la rive gauche de la Meuse les actions entreprises par la 1ere armée américaine et la 4e armée française, nous débordions à l'est la ligne de la Serre. Nous la tournions à l'ouest en poussant la 1ere armée française et la droite britannique au nord de l'Oise. Par cette dernière poussée, nous tournions en même temps la ligne de l'Escaut par le sud, tandis que le groupe d'armées des Flandres allait l'aborder dans le nord en avant de Gand. Il n'y avait donc qu'à accentuer les entreprises de ces groupements de forces. En prévision des événements importants qui allaient se passer dans le nord, j'avais, depuis le 18 octobre, transporté mon quartier général de Bombon à Senlis. C'est dans l'ordre de manoeuvres développé ci-dessus que nous allions, sans solution de continuité, pousser la marche des armées alliées. Ainsi se terminait le temps d'arrêt que nous avions eu à subir à la fin d'octobre.

Du 1er au 5 novembre, les 1ere armée américaine et 4e armée française avaient, par des attaques larges et continues, développé avec succès leur manoeuvre débordante et atteint à cette dernière date le front général Le Chesne, Beaumont, Stenay. De même, la droite anglaise, appuyée par l'armée Debeney, avait poussé en direction d'Avesnes, Philippeville. Et grâce à ce double effort nous étions, le 5 et le 6 novembre, maîtres de la ligne de la Serre. Il avait fallu pour cela établir de nouvelles ententes avec le maréchal Haig. Comme on lui demandait en particulier de pousser en avant la droite de ses armées, il cherchait à reprendre sous son commandement la 2e armée britannique momentanément rattachée au groupe d'armées des Flandres et qui aurait formé son aile gauche, lui permettant ainsi une répartition de forces nouvelle. Je n'avais pas de peine à lui faire comprendre que, pour maintenir l'allure désirable au groupe d'armées des Flandres, il était nécessaire d'y maintenir la 2e armée britannique jusqu'à ce qu'il eût conquis la Belgique jusqu'à l'Escaut. En fait, le groupe d'armées des Flandres ayant le 1er novembre atteint l'Escaut en amont de Gand, la 2e armée britannique repassait, à dater du 4, sous le commandement direct du maréchal Haig. De là, la note du 2 novembre :

le groupe d'armées des Flandres vient, par une série d'opérations heureuses, d'atteindre le cours de l'Escaut en amont de Gand.

La manoeuvre principale pour faire tomber la défense de l'Escaut devant maintenant être exécutée par le gros des armées britanniques au sud de Valenciennes, il est nécessaire de rendre au commandement britannique la disposition de la totalité de ses forces.

Le maréchal Foch a donc l'honneur de prier s. M. le roi des belges de vouloir bien considérer qu'à partir du 4 novembre, midi la 2e armée britannique reviendra sous le commandement direct du maréchal Haig.

Entre temps, les succès remportés par la 1ere armée française, du 24 au 27 octobre, m'avaient permis d'écrire le 27 au maréchal Haig :

... l'avance réalisée par le général Debeney permet de reprendre dans les conditions les plus favorables l'offensive du gros des armées britanniques en liaison avec la 1ere armée française, en direction de

Mons, Avesnes, La Capelle, objectifs fixés aux armées alliées de cette région.

Le 29 octobre, le maréchal Haig, conformément à ces directives, prescrivait à ses 4e, 3e et 1ere armées de se tenir prêtes à reprendre leurs attaques à partir du 3 novembre. Elles les reprenaient en réalité le 4, avec un plein succès, appuyées fortement par la 1ere armée française avançant sur Guise. Ce fut un nouveau coup de grâce pour l'armée allemande. Sous le choc, comme aussi devant l'avance incessante que poursuivait à sa gauche l'action franco-américaine, l'ennemi entamait, dès le 5, entre le canal de Mons et l'Aisne de Rethel, un vaste mouvement de retraite qui s'étendait dans les journées suivantes jusqu'à la Meuse. Le 8, les troupes franco-belges du groupe d'armées des Flandres s'emparaient des passages de l'Escaut entre Eecke et Audenarde, accentuant la retraite générale de l'ennemi, qui maintenant se repliait depuis la frontière hollandaise jusqu'au pied des côtes de Meuse.

Chapitre XIV — L'armistice.

L'Allemagne demande l'armistice, 6 octobre. – premiers pourparlers. – le haut commandement chargé d'étudier et de proposer les conditions de l'armistice, 25 octobre. – examen de ces conditions par le conseil supérieur de guerre ; adoption du texte définitif, 31 octobre-4 novembre. – arrivée des plénipotentiaires allemands, 8 novembre. – négociation de Rethondes ; signature de l'armistice, 8-11 novembre. – l'arrêt des hostilités et l'ordre du jour aux armées alliées.

Dès le début d'octobre, une fois l'armée belge sortie des marais de l'Yser et parvenue sur la terre ferme, les armées alliées étaient en état de poursuivre la série des assauts qu'elles avaient entrepris et de continuer pendant l'hiver la bataille victorieuse qu'elles menaient depuis le 18 juillet. Elles se mettaient en mesure, pour la rendre plus puissante, de l'étendre jusqu'à la Moselle et bientôt jusqu'aux Vosges.

Elles avaient évidemment à la pousser dans une direction bien déterminée, celle du gros des armées allemandes qu'elles bousculaient déjà, dont la base était dans l'Allemagne du nord et la tête à Berlin. Sur cette direction, nos coups en se répétant sans interruption ne pouvaient manquer d'ébranler, de disloquer et bientôt d'anéantir la force militaire ennemie, au total d'amener l'état allemand à traiter, en faisant un gouvernement sans armées. Sur cette direction par contre, sans parler des destructions qu'il allait opérer sur les communications nécessaires, et par lesquelles il pouvait ralentir notre marche, l'ennemi continuant la lutte pouvait opposer un sérieux obstacle, le Rhin. Là, il était en mesure d'arrêter pour longtemps notre marche, et, à l'abri du fleuve, il pouvait par suite reconstituer ses forces. En prévision de ces obstacles, la bataille alliée était montée pour atteindre et franchir au plus tôt le Rhin, en exploitant pour cela, sans temps d'arrêt, la désorganisation croissante des forces ennemies. Une fois conquise cette barrière, l'Allemagne était à la merci des alliés, fussent-ils pour cela aller jusqu'à Berlin. Telles étaient les considérations supérieures qui présidaient à la conduite des armées alliées tant que la politique n'intervenait pas pour ralentir ou modifier le cours de leurs opérations. Déjà, le 6 octobre 1918, par l'intermédiaire du gouvernement suisse et de son ministre à Berne, le gouvernement allemand adressait une note au président des États-Unis d'Amérique. Il sollicitait celui-ci **de prendre en mains la cause de la paix, d'en informer tous les états belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations.** Il se déclarait prêt à entamer ces négociations sur la base du programme élaboré dans le message du 8 janvier 1918 du président Wilson au congrès et dans ses déclarations ultérieures, en particulier celle du 27 septembre 1918. Enfin, laissant apparaître ses besoins pressants, il demandait la **conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer, et dans les airs.** À cette note le président Wilson répondait, le 8 octobre, en mettant comme condition préalable à la conclusion d'un armistice, que les armées allemandes fussent retirées immédiatement des territoires envahis.

De mon côté, le même jour, 8 octobre, j'avais pris l'initiative d'adresser à M. Clemenceau un projet sommaire des obligations qu'il conviendrait, à mon avis, d'imposer à l'adversaire pour **le cas où il serait question d'arrêter les hostilités,** même momentanément. Ces obligations découlaient de trois principes essentiels

: il ne peut être question pour les armées qui opèrent en France et en Belgique d'arrêter les hostilités, sans avoir :

1. libéré les pays envahis contrairement à tous les droits, Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg, et ramené leur population. L'ennemi devra donc évacuer ces territoires dans un délai de quinze jours et rapatrier immédiatement leurs populations. Première condition de l'armistice.

2. assuré une base de départ militaire convenable nous permettant de poursuivre la guerre jusqu'à la destruction de la force ennemie dans le cas où les négociations de paix n'aboutiraient pas. Il nous faut pour cela deux ou trois têtes de pont sur le Rhin à hauteur de Rastadt, Strasbourg, Neu-Brisach, (une tête de pont : égal demi-cercle tracé sur la rive droite avec un rayon de trente kilomètres de la culée de la rive droite comme centre) , dans un même délai de quinze jours. Deuxième condition de l'armistice.

3. pris en main les gages de réparations exigibles pour les dégâts commis en pays alliés, et dont la demande sera présentée lors des négociations du traité de paix. Pour cela, les pays de la rive gauche du Rhin seront évacués par les troupes ennemies dans un délai de trente jours ; ils seront occupés et administrés par les troupes alliées de concert avec les autorités locales jusqu'à la signature de la paix. troisième condition de l'armistice.

En outre, il y a lieu de poser les conditions complémentaires suivantes :

4. Tout le matériel de guerre et approvisionnements de toute nature, qui ne pourront être évacués par les troupes allemandes dans les délais fixés, devront être laissés sur place ; il sera interdit de les détruire.

5. Les unités qui n'auront pas évacué les territoires prescrits dans les délais fixés seront désarmées et faites prisonnières de guerre.

6. Le matériel de chemins de fer, voie et exploitation, sera laissé sur place, et ne devra être l'objet d'aucune destruction. Tout le matériel belge et français saisi (ou son équivalent numérique) sera immédiatement restitué.

7. Les installations militaires de toute nature à l'usage des troupes, camps, baraquements, parcs, arsenaux... seront abandonnés intacts, avec interdiction de les emporter ou de les détruire.

8. Il en sera de même des établissements industriels et ateliers de toute nature.

9. Les hostilités cesseront vingt-quatre heures après le jour où les conditions auront été approuvées par les parties contractantes.

En fait, dans la première quinzaine d'octobre, nous étions encore trop loin du Rhin septentrional pour pouvoir en viser l'occupation dans les conditions d'un armistice immédiat, mais nous pouvions nous assurer la prise de possession du Rhin méridional qui était beaucoup plus près de nos armées, et qui nous garantissait la manœuvre de l'obstacle en cas de reprise des hostilités. C'est pour cela que, dans la note du 8 octobre, je demandais les têtes de pont de Neu-Brisach, Strasbourg et Rastadt. Elles nous réservaient la possibilité de tourner la défense que constituait le fleuve dans sa partie centrale, s'il fallait reprendre les armes après une suspension d'opérations intervenue à cette époque.

Comme on le voit, il y avait une différence considérable entre ces propositions et la seule condition d'évacuation énoncée jusqu'ici par le président des États-Unis. Il semblait bien, il est vrai, que le président Wilson, en fixant un minimum, faute duquel il ne saurait être question d'armistice, n'avait pas pour cela exclu toutes

autres stipulations qui pourraient être reconnues nécessaires par les alliés, et c'est cette dernière partie de conditions que je développai devant les chefs des gouvernements de l'entente réunis à Paris, au ministère des affaires étrangères, dans l'après-midi du 9 octobre. Toutefois, et malgré l'avis de M. Clemenceau qui eût préféré ne pas intervenir de suite dans le débat engagé entre Berlin et Washington, M. Lloyd George, afin d'éviter tout malentendu ultérieur, convainquit ses collègues de l'urgence d'adresser au président Wilson un message pour attirer son attention sur l'insuffisance de ses conditions, lesquelles, disait-il, n'empêcheraient pas les ennemis de tirer un avantage d'une suspension d'armes pour se trouver, à l'expiration d'un armistice non suivi de paix, dans une situation militaire meilleure qu'au moment de l'interruption des hostilités. La faculté leur serait laissée de se tirer d'une situation critique, de sauver leur matériel, de reformer leurs unités, de raccourcir leur front, de se retirer sans pertes d'hommes sur des positions nouvelles qu'ils auraient le temps de choisir et de fortifier. Et il ajoutait : les conditions d'un armistice ne peuvent être fixées qu'après consultation des experts militaires et selon la situation militaire au moment même où s'engagent les négociations... M. Lloyd George avait été bien inspiré en demandant instamment l'envoi de ce message, car les allemands, comme on devait s'y attendre, n'allaient pas manquer de saisir l'occasion inespérée qui leur était offerte de sortir honorablement de leurs embarras.

Le 12 octobre, le prince Max De Bade s'empressait de faire connaître à Washington qu'il était prêt, pour arriver à un armistice, à se conformer aux propositions d'évacuation présentées par le président. Mais celui-ci, averti entre temps par les alliés du danger auquel il risquait d'être entraîné, ramenait les pourparlers dans une voie plus ferme. Le 14 octobre, il télégraphiait au chancelier allemand : ... *il doit être clairement entendu que les conditions de l'armistice sont des questions qui doivent être laissées au jugement et avis des conseillers militaires du gouvernement des États-Unis et des gouvernements alliés, et que nul arrangement ne peut être accepté par le gouvernement des États-Unis, qui n'assurerait pas des sauvegardes et garanties absolument satisfaisantes du maintien de la présente supériorité des armées des États-Unis et des alliés sur le champ de bataille...*

Il eût été présomptueux de penser qu'un gouvernement de Berlin, quel qu'il fût, s'inclinerait de bonne grâce devant les exigences nouvelles de la maison blanche. Les conditions mises à la conclusion d'un armistice semblaient tout à coup rigoureuses, il va feindre de les ignorer. On le renvoyait aux généraux alliés, il ne pouvait les récuser ; mais il allait chercher à les entraîner sur un terrain où il comptait retrouver quelque solidité. Pourquoi, prétendait-il, parler d'avantages militaires dont l'évaluation serait difficile à faire ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour déterminer les profits et pertes de la guerre, se baser sur des chiffres aisés à établir, comme par exemple les effectifs alors en présence sur le champ de bataille ? ...

Le gouvernement allemand, écrivait le chancelier, à la date du 20 octobre, en acceptant les propositions relatives à l'évacuation des territoires occupés, est parti de ce principe que les modalités de cette évacuation, ainsi que les conditions de l'armistice devaient être laissées au jugement des conseillers militaires, et que la proportion actuelle des forces sur les fronts devait servir de base aux arrangements qui les assurent et les garantissent. Le gouvernement allemand laisse au président le soin de créer les conditions nécessaires pour le règlement des détails. Il a confiance que le président des États-Unis n'admettra

aucune exigence qui serait inconciliable avec l'honneur du peuple allemand et avec l'établissement d'une paix de justice... Le piège tendu par le prince de Bade ne pouvait tromper les gouvernements alliés, mais il était temps cependant que les conversations engagées depuis deux semaines entre Berlin et Washington prissent fin. Il n'en pouvait sortir que de la confusion et il était peu souhaitable, par ailleurs, que les allemands en vinsent à considérer le président Wilson comme une sorte d'arbitre entre les gouvernements de l'entente et les empires centraux. à semblable jeu, ceux-là avaient tout à perdre, rien à gagner, et il importait que la parole passât sans retard aux conseillers militaires.

Lors de la création du conseil supérieur de guerre en 1917, les chefs des gouvernements alliés avaient comme conseillers techniques leurs représentants militaires installés à Versailles. L'établissement, quatre mois après, du commandement en chef des armées alliées avait bien quelque peu diminué l'importance de ces derniers, mais ils n'en restaient pas moins théoriquement le conseil normal des gouvernements, et c'est à ce titre que, le 8 octobre, ils avaient eu à élaborer un projet d'armistice avec l'Allemagne. Cependant, s'il était naturel de la part des gouvernements alliés de prendre les avis de leurs représentants militaires, il était encore plus indiqué que le commandement des armées fût avant tout consulté. Il connaissait mieux que tout autre l'état des troupes, les efforts dont elles étaient encore capables, les conditions auxquelles elles pourraient arrêter leurs opérations, sans perdre les bénéfices de leur victoire et en s'assurant éventuellement une reprise avantageuse des hostilités. Sa responsabilité, en ce qui concernait l'armistice, était donc engagée au même titre que dans la conduite de la bataille, et c'est ce que je faisais ressortir dans une lettre du 16 octobre au président du conseil :

Par ma lettre du 8 octobre, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les conditions principales auxquelles, selon moi, nous pouvions entrevoir l'arrêt des hostilités à cette date.

Les première et deuxième conditions de la lettre précitée sont celles qui sont imposées par les exigences militaires. Et, dans sa réponse du 14 octobre aux propositions allemandes, le président Wilson expose qu'il y a lieu de s'en remettre aux *conseillers militaires* des gouvernements pour fixer les conditions de l'armistice.

Cette expression de *conseillers militaires*, déjà fréquemment employée au cours de conversations antérieures, est ambiguë et demande à être éclairée. En fait, les seuls conseillers militaires qualifiés pour traiter les conditions d'un armistice sont les commandants en chef. Seuls, ils sont responsables devant leurs gouvernements de la sécurité de leurs armées et des conditions dans lesquelles les hostilités seraient reprises au cas de rupture de l'armistice. Seuls, ils sont au courant de l'état des armées et de la tenue de l'ennemi en face d'eux.

En ce qui concerne le théâtre de France et de Belgique, j'estime que c'est le maréchal commandant en chef les armées alliées qui, après entente avec les commandants en chef des armées françaises, britanniques et américaines, et du chef d'état-major de l'armée belge, constitue le conseil du gouvernement.

La troisième condition vise la prise en mains des gages des réparations exigibles pour les dégâts commis en pays alliés, et dont la demande sera présentée lors des négociations du traité de paix. C'est

l'occupation des pays de la rive gauche du Rhin, évacués par les troupes ennemies dans un certain délai, occupés et administrés par les troupes alliées, de concert avec les autorités locales, jusqu'à la signature de la paix. ces gages seront-ils suffisants à garantir les réparations exigées par la France et ses alliés, Belgique notamment ?

Dans le cas de l'affirmative, et quand les réparations seront satisfaites, quel sera le sort réservé à ces pays ? Notre occupation se poursuivra-t-elle ? Annexerons-nous toute une partie de ces pays, ou bien poursuivrons-nous la réalisation d'états neutres, autonomes, indépendants, formant tampon... ? L'armistice doit-il intégralement réserver le sort de ces pays à ce moment ?

Ce sont là des questions sur lesquelles il importe que le commandement militaire, qui aura à signer l'armistice et à en discuter les conditions, au moment où la demande sera présentée, soit fixé par une étude préalable avec les gouvernements. Car il est certain que l'armistice doit nous mettre en mains des gages garantissant, au cours des négociations de paix, l'obtention des conditions que nous voulons imposer à l'ennemi, et il est évident que seuls resteront acquis les avantages consacrés par l'armistice ; seuls seront définitifs, en matière de territoires, les sacrifices consentis par l'ennemi lors de sa conclusion.

Il me paraît, dans ce but, nécessaire d'être en rapports étroits et suivis avec une personnalité marquante des affaires étrangères, qui serait chargée de me tenir au courant de vos vues et de celles des gouvernements alliés sur ces conditions.

Il me serait ainsi possible de déterminer les conditions d'armistice assurant, outre les garanties militaires, les garanties diplomatiques nécessaires, d'approprier ces conditions à la situation militaire du moment, et d'être par suite toujours en état de satisfaire sans aucun retard, dans cet ordre d'idées, aux intérêts dont j'ai la responsabilité, non seulement devant le gouvernement français, mais devant les gouvernements qui m'ont confié le commandement de leurs armées.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous demande de vouloir bien me faire connaître la personnalité des affaires étrangères avec qui j'aurai à collaborer dès maintenant.

Dans la même lettre, comme on l'a vu, j'insistais sur les territoires à conserver comme gages de réparations dues aux alliés, sur la situation à prévoir pour ces territoires, au total sur une série de questions d'ordre politique à étudier sans retard, sur lesquelles le gouvernement avait à fixer son opinion pour la faire connaître au commandant des armées chargé de la communiquer à l'ennemi. Une étude foncière et préalable des conditions politiques de l'armistice s'imposait évidemment, si l'on ne voulait être surpris par les événements, et si l'on voulait bien observer que l'armistice, comportant l'arrêt de formidables armées, allait contenir en germe les conditions principales de la paix définitive, sans qu'il pût être apporté par la suite une modification profonde à la situation que consacrerait l'arrêt des opérations. Toutefois, le président du conseil, entendant réserver la libre action du gouvernement, écartait la suggestion qu'une personnalité des affaires étrangères fût mise à ma disposition, par sa lettre du 23 octobre.

Les conditions d'armistice seraient en définitive établies par les gouvernements alliés. Dès lors, l'étude allait être naturellement menée par les plus agissants de ces gouvernements. Ceux-ci venaient justement d'être saisis officiellement de la question par le président Wilson. Mettant un terme à sa correspondance avec Berlin, il renvoyait le gouvernement allemand devant le tribunal des alliés, en laissant toutefois à ces derniers la latitude de conclure ou non un armistice, comme aussi de dicter à l'ennemi les conditions qui **protégeraient entièrement les intérêts des peuples intéressés et qui assureraient aux gouvernements associés un pouvoir illimité en vue de sauvegarder et de faire exécuter les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti...** Les gouvernements alliés n'avaient aucune raison de rejeter comme base de la paix le principe des quatorze points, quitte à en faire préciser ou modifier quelques-uns s'ils le jugeaient opportun ; ils n'avaient pas davantage de raisons de s'opposer à un arrêt des hostilités, si les conditions qu'ils étaient dans l'intention d'y mettre étaient acceptées par l'adversaire.

Ils me demandèrent donc d'établir, du point de vue militaire, un projet détaillé. M. Clemenceau, leur porte-parole, me recevait le 24 octobre à Paris ainsi que le général Pétain. Nous convenions verbalement des conditions à imposer pour garantir aux armées alliées une pleine sécurité et pour prendre en main des gages suffisants. Le blocus serait maintenu et la durée de l'armistice assez restreinte. Les progrès réalisés depuis le 8 octobre permettaient de renforcer et de préciser certains points de la note établie ce jour-là. En tout cas, en vue de prendre l'avis des commandants en chef alliés, je réunissais le lendemain après-midi, à mon quartier général de Senlis, les commandants en chef des armées américaine, britannique et française, ainsi que le chef d'état-major de la marine française, le vice-amiral de Bon, et les invitais à exposer successivement leurs conditions d'armistice.

Le maréchal Haig, parlant le premier, déclarait qu'à son avis l'ensemble de l'armée allemande n'était pas encore assez rompu pour ne pas pouvoir offrir une résistance sérieuse, qu'elle était en état de se retirer jusqu'à sa propre frontière et de la défendre contre des forces égales ou même supérieures. D'autre part, l'armée britannique accusait un déficit de 50.000 hommes d'infanterie, l'armée française était épuisée et l'armée américaine incomplètement organisée. Il estimait par suite que les conditions à imposer à l'Allemagne devaient être modérées et comporter simplement : 1. L'évacuation de la Belgique et des territoires français occupés ; 2. L'évacuation de l'Alsace-Lorraine, Metz et Strasbourg étant remis aux alliés ; 3. La restitution du matériel roulant enlevé aux Français et aux belges, le rapatriement des habitants. Sans discuter ces conditions, les raisons dont elles découlaient ne semblaient pas fondées. L'armée allemande, qui venait en quelques mois de faire d'énormes pertes de terrain, de prisonniers et de matériel, était une armée battue, qui ne pouvait pas ne pas être très démoralisée et profondément atteinte. Quant aux armées alliées, on devait reconnaître que les armées victorieuses ne sont jamais neuves. On était au soir d'une bataille victorieuse, dans laquelle le vainqueur a souvent perdu autant de monde que le vaincu, ce qui n'empêche pas celui-ci d'être entièrement désorganisé. On ne pouvait donc redouter de résistance sérieuse de la part des allemands.

Interrogé à son tour, le général Pétain déclarait qu'il fallait mettre les allemands dans l'impossibilité de reprendre la guerre, d'où : 1. Occupation par les alliés de la rive gauche du Rhin, entre la frontière hollandaise et la frontière suisse, dans un délai de quinze jours, avec têtes de pont sur la rive droite ; 2. Abandon par

les allemands de 5.000 locomotives et 100.000 wagons en parfait état de roulement.

Quant au général Pershing, estimant que la situation militaire était des plus favorables aux alliés et qu'elle justifiait l'imposition à l'Allemagne de conditions sévères d'armistice, il proposait : 1. L'évacuation immédiate de tous les territoires occupés par l'ennemi ; 2. L'occupation de l'Alsace-Lorraine par les alliés ; 3. Le retrait des armées allemandes sur la rive droite du Rhin et la prise de possession par les alliés de têtes de pont sur cette rive ; 4. Le transport maritime sans restriction de l'armée américaine et de son matériel ; 5. Le rapatriement immédiat de tous les habitants des territoires occupés par les allemands ; 6. La remise de tous les sous-marins et de leurs bases aux alliés ou à une puissance neutre ; 7. La restitution de tout le matériel roulant enlevé en Belgique et en France.

C'est à l'issue de la réunion, où les commandants en chef avaient été ainsi appelés à exposer leurs vues touchant l'armistice, qu'étaient rédigées les conditions militaires à présenter d'ailleurs aux gouvernements alliés. Elles comportaient essentiellement : 1. L'évacuation immédiate des pays envahis contrairement aux droits : Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg, et le rapatriement immédiat de leurs habitants ; 2. L'abandon par l'ennemi de 5.000 canons, 30.000 mitrailleuses et 3.000 minenwerfer ; 3. L'évacuation par l'armée allemande des pays de la rive gauche du Rhin, l'occupation par les alliés de têtes de pont de trente kilomètres de rayon, établies sur la rive droite à Mayence, Coblenze, Cologne, Strasbourg, et l'aménagement sur cette même rive d'une zone neutre de quarante kilomètres de large à l'est du fleuve ; 4. L'interdiction à l'ennemi de faire aucune destruction ni dommage dans les territoires évacués ; 5. La livraison de 5.000 locomotives et 150.000 wagons en bon état de roulement ; 6. La livraison de 150 sous-marins, le repliement de la flotte de surface dans les ports de la Baltique, et l'occupation par les flottes alliées de Cuxhafen et d'Heligoland ; 7. Le maintien du blocus pendant la durée d'exécution des conditions ci-dessus.

Je les apportais moi-même à Paris, dans l'après-midi du 25 octobre, et je remettais au président de la république comme au président du conseil le texte ainsi élaboré. Dans mon entretien avec M. Poincaré, comme celui-ci faisait observer que les conditions pourraient être jugées inacceptables et refusées par les allemands, je lui répondais : **alors nous continuerons la guerre, car, au point où les armées alliées sont parvenues à cette date, on ne peut arrêter leur marche victorieuse sans avoir rendu impossible toute résistance de l'Allemagne et pris en main les gages solides d'une paix acquise au prix de quels sacrifices !** Nous ne pouvions suspendre nos opérations de marche vers Berlin qu'une fois maîtres de la position du Rhin, qui en barre la route sur l'espace de Cologne à Mayence. Par contre, par une lettre du 29 octobre, je mettais M. Clemenceau en garde contre la tendance de certains alliés à témoigner de trop de rigueur pour les conditions navales de l'armistice :

J'ai eu l'honneur de vous adresser, le 26 octobre, les conditions militaires de l'armistice. il est vraisemblable que des conditions navales y seront jointes. Ces dernières ne peuvent être acceptées sans examen, car, si elles étaient trop rigoureuses, elles aboutiraient à faire continuer par les armées de terre une lutte toujours coûteuse pour des avantages d'un effet discutable.

Je vous demande donc à être entendu avant que le programme définitif des conditions de l'armistice soit arrêté.

Dans la matinée du 31 octobre, une première réunion des chefs de gouvernement alliés se tenait à Paris chez le colonel House, envoyé spécialement en France par le président Wilson. On y apprenait, dès l'ouverture de la séance, que la Turquie venait de signer l'armistice de Moudros, et que l'Autriche était mise hors de cause. Dans ces conditions, il m'était facile, invité à donner mon avis sur la situation militaire générale, de montrer combien les événements nous étaient désormais favorables. Depuis plus de trois mois, l'Allemand, battu en France et en Belgique, obligé sans cesse à se replier, avait abandonné déjà plus de 260.000 prisonniers et 4.000 canons. L'état militaire de l'Allemagne accusait une désorganisation profonde, tandis que nous nous trouvions en état de poursuivre la bataille, pendant tout l'hiver s'il le fallait, sur quatre cents kilomètres de front, comme aussi de continuer la guerre jusqu'à la destruction de l'ennemi si c'était nécessaire.

Après cet exposé, le colonel House me demanda si j'estimais préférable de continuer la guerre contre l'Allemagne ou de conclure un armistice avec elle. Et moi de lui répondre : **je ne fais pas la guerre pour faire la guerre. Si j'obtiens par l'armistice les conditions que nous voulons imposer à l'Allemagne, je suis satisfait. Le but étant atteint, nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus.** Dans l'après-midi du même jour, 31 octobre, une séance plénière du conseil supérieur de guerre avait lieu à Versailles. Au début de cette séance, qui devait être consacrée à l'examen des conditions de l'armistice austro-hongrois, j'étais invité de nouveau à prendre la parole, et je renouvelais mes déclarations du matin concernant la situation militaire des alliés de plus en plus favorable.

Le 1er novembre, commençait l'examen détaillé des conditions de l'armistice à imposer à l'Allemagne. Dans la matinée, une première réunion des chefs de gouvernement alliés se tenait à Paris au ministère de la guerre. Lecture y était donnée des conditions que j'avais proposées au sujet de l'occupation de la rive gauche du Rhin. Une discussion était engagée afin de permettre au maréchal Haig de développer à nouveau son point de vue et ses déclarations du 25 octobre, qui étaient évidemment l'expression de la manière de voir de M. Lloyd George et de ses collègues. Cette thèse qui, pour suspendre les hostilités, arrêtaient les armées alliées à la frontière de la Belgique, du Luxembourg et de l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire sur la rive gauche et à une certaine distance du Rhin, au total le nez sur l'obstacle, était militairement inacceptable. Elle laissait à l'Allemagne, à l'abri du Rhin, la possibilité de reconstituer ses armées pendant l'établissement des conditions de la paix, et la possibilité, si elle n'acceptait pas ces conditions, de reprendre la lutte dans des conditions désavantageuses pour les armées alliées. Celles-ci pouvaient perdre en grande partie le bénéfice de leurs dures victoires. à ne pas prendre le Rhin par l'armistice, les gouvernements alliés risquaient de compromettre la paix qu'ils poursuivaient. Ma thèse était admise. La lecture et l'examen du document se poursuivaient à Versailles dans l'après-midi. Il était décidé que des clauses concernant le front russe seraient ajoutées à l'armistice, et que mon état-major en préparerait la rédaction.

Le 2 novembre après-midi, nouvelle séance à Versailles, au cours de laquelle furent discutées les conditions navales de l'armistice et celles concernant le front russe. C'était l'heure où le commandement autrichien venait de recevoir du général Diaz le texte d'armistice de l'entente. Qu'allait faire le gouvernement de

Vienne ? Accepterait-il ou non ? Et s'il acceptait, la dissociation de la double monarchie n'allait-elle pas le rendre incapable d'exécuter ce qu'il aurait promis ? Autant de questions qui occupaient l'esprit des dirigeants alliés et pesaient à tel point sur les discussions engagées en cet après-midi du 2 novembre, qu'on pouvait voir M. Lloyd George abandonner ses experts navals, comme aussi une partie de leurs demandes relatives à la livraison de la flotte militaire allemande.

Mais, dès que la capitulation de Vienne fut connue, il les reprenait en entier. Elles comportaient en particulier le désarmement par l'Allemagne de sa flotte de guerre, la livraison d'un grand nombre de ses bâtiments, tant sous-marins que de surface, et d'un matériel naval important, au total des conditions rigoureuses, dont l'ensemble pourrait devenir inacceptable pour l'Allemagne et interdire ainsi la signature d'une convention d'armistice, qui, par ailleurs, sur terre, nous donnerait toute satisfaction. Envisageant alors le cas où les clauses navales feraient par leur rigueur rejeter nos conditions d'armistice par l'Allemagne, où nous serions ainsi amenés à continuer sur terre une lutte coûteuse de sang, pour conquérir un matériel naval sans intérêt pour nos opérations, j'appelais l'attention des gouvernements sur la responsabilité engagée ainsi, de faire verser le sang de nos soldats sans profit marqué pour la cause alliée. Il m'était alors répondu d'insérer les clauses navales dans les conditions de l'armistice, et que, si l'ennemi les trouvait inacceptables, on verrait alors les tempéraments à y admettre. Il allait en fait tout accepter. Les propositions relatives au front russo-roumain étaient admises sans observation. à cette occasion, le ministre des affaires étrangères, M. Pichon, soulevait la question de la reconstitution de la Pologne, qui était un des buts de guerre des alliés, mais on s'accordait à penser qu'elle dépasserait le cadre de l'armistice et qu'il convenait seulement de faire rentrer l'Allemagne dans ses frontières orientales de 1914.

Enfin, le 4 novembre, après une dernière lecture, le texte définitif de l'armistice était arrêté par les chefs des gouvernements alliés et câblé aussitôt au président Wilson. Il était en outre décidé qu'assisté d'un amiral britannique, je serai chargé de communiquer ce texte aux parlementaires dûment mandatés par le gouvernement allemand, et de traiter avec eux sur ces bases. En transmettant à Washington les conditions qu'ils venaient d'arrêter, les gouvernements alliés, sur les instances particulières de la Grande-Bretagne, avaient fait toutes réserves sur le principe de liberté des mers qui figurait au nombre des quatorze points du président Wilson, et celui-ci ne manquait pas de le signaler dans le message qu'il adressait le 5 novembre aux allemands pour les renvoyer au grand quartier général allié, preuve que les gouvernements alliés, pour peu qu'ils en aient eu l'idée, pouvaient à ce moment se libérer de toutes les formules susceptibles de les gêner dans les négociations futures. Quoi qu'il en soit, je donnais immédiatement des ordres pour la réception des parlementaires allemands qui se présenteraient inopinément devant nos premières lignes, et ayant l'intention, si j'étais au préalable avisé de leur arrivée, de les aiguiller sur l'axe Givet, La Capelle, Guise, j'envoyais une instruction particulière au général Debenev. Nous mettions en même temps les armées en garde contre les faux bruits que l'ennemi pourrait répandre touchant la conclusion anticipée d'un armistice.

Ce fut dans la nuit du 6 au 7 novembre, à minuit trente, que je recevais le premier radiotélégramme du haut commandement allemand. Il faisait connaître les noms des plénipotentiaires désignés par le gouvernement de Berlin, me demandait de fixer un lieu de réunion et ajoutait : ... [le gouvernement allemand se féliciterait, dans l'intérêt de l'humanité, si l'arrivée de la délégation allemande sur le front des alliés pouvait amener une suspension d'armes provisoire.](#) Je

répondais aussitôt par ces simples mots : si les plénipotentiaires allemands désirent rencontrer le maréchal Foch pour lui demander un armistice, ils se présenteront aux avant-postes français par la route Chimay-Fourmies-La Capelle-Guise. Des ordres sont donnés pour les recevoir et les conduire au lieu fixé pour la rencontre.

Dans la matinée du 7, j'étais averti que les plénipotentiaires allemands, quittant Spa à midi, arriveraient entre 16 et 17 heures aux lignes françaises. Des dispositions étaient prises, tant par le commandement français que par le commandement allemand pour que le feu fût suspendu de part et d'autre pendant le passage de la délégation ennemie. Accompagné du général Weygand, de trois officiers de mon état-major et de la délégation navale britannique présidée par l'amiral Wemyss, premier lord de l'amirauté, je quittais Senlis à 17 heures et me rendais par train spécial au lieu choisi pour la rencontre avec les plénipotentiaires allemands, un coin de la forêt de Compiègne, au nord et près de la station de Rethondes. Mon train y fut garé sur un épi d'artillerie. Quant à la délégation allemande, arrêtée sans cesse par l'embouteillage des routes en arrière du front allemand, elle ne parvenait devant les lignes françaises qu'à 21 heures, et au terme de son voyage qu'avec un retard de douze heures.

C'est seulement le 8 novembre, à 7 heures du matin, que le train qui l'amenait venait stationner à proximité du mien. Deux heures après, à 9 heures, la première réunion avait lieu dans le wagon-bureau du train français. Le rapport ci-dessous, que j'adressai à l'issue de la signature de l'armistice au président du conseil et au président de la république, relate dans tous leurs détails les faits qui se sont déroulés à Rethondes entre plénipotentiaires alliés et allemands. J'ajoute, que, dans la journée du 9, pour bien affirmer la volonté des alliés d'en finir avec la résistance allemande, j'adressais aux généraux en chef le télégramme suivant :

L'ennemi désorganisé par nos attaques répétées cède sur tout le front. Il importe d'entretenir et de précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées pour rendre décisifs les résultats obtenus.

Et tous, sentant leurs drapeaux emportés dans le vent de la victoire, de me répondre : comptez sur nous, nous marcherons tant qu'il le faudra.

Rapport.

Les pourparlers devant aboutir à la conclusion de l'armistice avec l'Allemagne ont eu lieu dans la voiture bureau du train spécial du maréchal Foch. Le train du maréchal et celui qui a pris les plénipotentiaires allemands à Tergnier étaient garés sur des épis d'artillerie lourde à grande puissance à proximité de la gare de Rethondes, en forêt de l'Aigle.

8 novembre. – Le train spécial amenant les plénipotentiaires allemands arrive le 8 novembre à 7 heures sur sa voie de garage. Le maréchal fait savoir aux délégués allemands qu'il pourra les recevoir à partir de 9 heures. Ceux-ci demandent à être reçus à 9 heures. À l'heure dite, ils se rendent au train du maréchal. Le maréchal Foch, assisté de l'amiral sir Rosslyn Wemyss, du général Weygand, de l'amiral Hope, leur demande de lui faire connaître leurs pouvoirs. Ceux-ci remettent les pouvoirs au maréchal ; ils sont ainsi rédigés :

1. plein pouvoir.

Le soussigné, chancelier de l'empire allemand, Max prince de Bade, donne par les présentes plein pouvoir : au secrétaire d'état impérial, M. Mathias Erzberger (comme président) . À l'envoyé extraordinaire impérial et ministre plénipotentiaire, M. Le comte Alfred Oberndorff, et au général-major prussien M. Detlef von Winterfeldt, de conduire au nom du gouvernement allemand, avec les plénipotentiaires des puissances alliées contre l'Allemagne, des négociations au sujet d'un armistice, et de conclure, sous réserve de son acceptation, un accord en conséquence.

signé : Max prince de Bade.

Berlin, le 6 novembre 1918.

2. Plein pouvoir.

Le soussigné, chancelier de l'empire allemand, Max prince de Bade, nomme par les présentes, comme autres plénipotentiaires pour les négociations d'armistice avec les puissances alliées contre l'Allemagne : le capitaine de vaisseau impérial Vanselow. Le général de l'infanterie royale Erich Von Gundell est relevé de son poste de plénipotentiaire ; son nom a, par suite, été rayé sur le pouvoir ci-annexé.

signé : Max prince de Bade.

Berlin, le 6 novembre 1918.

Le maréchal, après s'être retiré avec l'amiral Wemyss et le général Weygand, pour examiner ces pouvoirs, rentre au lieu de la conférence et demande au président de la délégation allemande de lui nommer les membres de la délégation. Ce sont les suivants : secrétaire d'état Erzberger, général-major Von Winterfeldt, ministre plénipotentiaire comte Oberndorff, capitaine de vaisseau Vanselow, capitaine d'état-major Geyer, capitaine de cavalerie Von Helldorff.

Le maréchal présente à son tour les membres de la délégation alliée : amiral Wemyss, général Weygand, amiral Hope, capitaine de vaisseau Mariott, et comme interprètes : commander Bagot, officier interprète Laperche.

On prend place à la table de la conférence. Le Maréchal Foch demande aux délégués allemands l'objet de leur visite. M. Erzberger répond que la délégation allemande est venue pour recevoir les propositions des puissances alliées pour arriver à un armistice sur terre, sur mer, dans les airs, sur tous les fronts et aux colonies. Le Maréchal Foch répond qu'il n'a aucune proposition à faire.

Le Comte Oberndorff demande comment le maréchal Foch désire qu'on s'exprime. Il ne tient pas aux termes, il peut dire que la délégation demande les conditions de l'armistice. Le Maréchal Foch répond qu'il n'a pas de conditions à faire.

M. Erzberger lit le texte de la dernière note du président Wilson, disant que le maréchal Foch est autorisé à faire connaître les conditions de l'armistice.

Le Maréchal Foch répond qu'il est autorisé à faire connaître ces conditions si les délégués allemands demandent l'armistice. **Demandez-vous l'armistice ? Si vous le demandez, je puis vous faire connaître les conditions dans lesquelles il pourra être obtenu.** M. Erzberger et Le Comte Oberndorff déclarent qu'ils demandent l'armistice.

Le Maréchal Foch déclare alors qu'il va être donné lecture des conditions de l'armistice. Comme le texte est un peu long, les paragraphes principaux seront seuls lus tout d'abord ; le texte sera ensuite intégralement communiqué aux délégués. [Le Général Weygand donne lecture des clauses principales des conditions de l'armistice](#) (texte arrêté à Versailles le 4 novembre).

Aussitôt après cette lecture, M. Erzberger prenait la parole pour demander que, dès à présent, les opérations militaires fussent arrêtées. Il invoquait pour cela l'état de désorganisation et d'indiscipline qui régnait dans l'armée allemande, l'esprit de révolution qui, avec la souffrance, pénétrait dans le pays. Il détaillait les difficultés qu'il avait éprouvées avec sa délégation à traverser les armées allemandes et à franchir leurs lignes, où les ordres, même pour faire cesser le feu, n'étaient plus exécutés qu'avec peine. Il voyait dans cet ensemble de circonstances l'invasion prochaine du bolchevisme en Allemagne, et quand l'Europe centrale serait envahie par ce fléau, l'Europe occidentale, disait-il, aurait la plus grande difficulté à s'en défendre. Seul l'arrêt des attaques alliées permettrait de rétablir la discipline dans les armées allemandes, et, avec l'ordre, de sauver le pays.

Je n'avais pas de peine à lui répondre : au moment où s'ouvrent les négociations relatives à la signature d'un armistice, il est impossible d'arrêter les opérations militaires tant que la délégation allemande n'a pas accepté et signé les conditions qui sont la conséquence même de ces opérations. Quant à la situation que M. Erzberger signalait dans les troupes allemandes, et quant au danger du bolchevisme en Allemagne, c'était la maladie des armées vaincues, comme aussi des nations fatiguées et épuisées par la guerre. L'Europe occidentale saurait prendre des précautions pour s'en défendre. Devant cette impossibilité de ma part d'acquiescer à la demande verbale de M. Erzberger, le *général von Winterfeldt* demandait la parole. Il avait une mission spéciale à remplir de la part du haut commandement et du gouvernement allemand. Il lut la déclaration suivante qu'il avait préparée :

Les conditions de l'armistice, dont nous venons de prendre connaissance, nécessitent de notre part un examen attentif. étant donné notre intention d'aboutir à un résultat, cet examen sera fait le plus rapidement possible ; il demandera tout de même un certain temps d'autant plus qu'il sera indispensable de prendre l'avis de notre gouvernement et du haut commandement militaire.

Pendant ce temps, la lutte entre nos armées va continuer et elle demandera forcément, tant parmi les combattants que parmi la population, de nombreuses victimes tombées inutilement à la dernière minute et que l'on aurait pu conserver à leurs familles.

Dans ces conditions, le gouvernement allemand et le haut commandement militaire ont l'honneur de revenir à la proposition qu'ils ont faite par leur radiotélégramme d'avant-hier, à savoir : que M. Le maréchal Foch veuille bien consentir à ce qu'il soit fixé immédiatement et pour le front entier une suspension provisoire des hostilités, qui commencerait dès aujourd'hui à partir d'une certaine heure, et dont les détails très simples pourraient être arrêtés le plus tôt possible.

Le Maréchal Foch répond : je suis général en chef des armées alliées et représentant des gouvernements alliés. Les gouvernements ont arrêté leurs conditions. Les hostilités ne peuvent cesser avant la signature de l'armistice. Aussi suis-je disposé à arriver à une conclusion et je vous aiderai dans la mesure du possible pour cela. Mais les hostilités ne peuvent cesser avant la signature de l'armistice. Une fois la séance terminée, les délégués allemands font demander au maréchal s'il est possible de prolonger de vingt-quatre heures le délai de réponse, en raison du temps nécessaire pour faire parvenir les conditions à leur gouvernement. Le maréchal leur fait connaître que, ce délai ayant été fixé par les gouvernements alliés et associés, il ne lui est pas possible de le modifier. Les délégués allemands, après s'être entretenus en particulier, demandent l'envoi par sans-fil du télégramme suivant :

Plénipotentiaires allemands pour l'armistice, au chancelier de l'empire, aux hauts commandements militaire et naval allemands :

Les plénipotentiaires ont reçu vendredi matin, au grand quartier général des alliés, les conditions de l'armistice, ainsi que la mise en demeure de les accepter ou de les refuser dans un délai de soixante-douze heures expirant lundi matin à 11 heures (heure française).

La proposition allemande tendant à la conclusion immédiate d'une suspension d'armes provisoire a été repoussée par le maréchal Foch.

Un courrier allemand, porteur du texte des conditions d'armistice, est envoyé à Spa, aucun autre mode de communication n'étant pratique.

Prière d'accuser réception et de renvoyer le plus vite possible le courrier avec vos dernières instructions.

L'envoi de nouveaux délégués n'est pas nécessaire pour le moment.

signé : Erzberger.

Ce télégramme est transmis à 11 h. 30. Ils décident également d'envoyer le capitaine Von Helldorf comme courrier, pour porter au grand quartier général allemand le texte des conditions. L'état-major du maréchal prend ses dispositions pour assurer le transport et le passage à travers les lignes de ce courrier qui part à 13 heures. Le comte Oberndorff, le général Von Winterfeldt et le capitaine de vaisseau Vanselow demandent à avoir des entretiens particuliers avec le général Weygand et l'amiral Hope, dans le but d'obtenir pour les délégués allemands certains éclaircissements. Ces entretiens ont lieu au cours de l'après-midi pour le comte Oberndorff et le général Von Winterfeldt avec le général Weygand ; pour le capitaine de vaisseau Vanselow avec l'amiral Hope. Ci-dessous le résumé de ces entretiens :

Le comte Oberndorff a demandé, tout d'abord, si les alliés ont fixé des conditions aussi dures en vue d'acculer l'Allemagne à les refuser.

Il est répondu que les alliés font connaître les conditions auxquelles ils peuvent accorder l'armistice. Il n'y a dans leurs intentions rien de caché.

Le comte Oberndorff demande ensuite si les alliés n'ont pas l'intention de faire échouer l'armistice afin d'arriver de suite à des négociations de paix. Il est répondu que le maréchal Foch n'a à traiter et ne veut traiter ici que des conditions d'armistice.

Dans la suite de l'entretien avec le comte Oberndorff, comme au cours de l'entretien ultérieur avec le général Von Winterfeldt, des questions sont posées au sujet des différentes conditions de l'armistice. Les idées ou arguments principaux, émis au cours de ces conversations par les délégués allemands, en vue d'obtenir des adoucissements à ces conditions, peuvent se résumer comme suit :

L'Allemagne veut l'armistice. Si on est ici, c'est qu'il est impossible à l'Allemagne de faire autrement. On est donc sincère.

L'armée allemande est aux prises avec des difficultés inouïes : fatigue des troupes qui combattent sans repos depuis quatre mois, relâchement de la discipline qui en résulte ; embouteillage des routes et voies ferrées qui paralyse tout mouvement. Lui imposer des mouvements rapides, c'est l'empêcher de se remettre en ordre.

L'armée allemande serait incapable, le voudrait-elle, de reprendre la lutte une fois l'armistice signé ; il n'est donc pas utile de lui imposer des clauses par trop dures.

Contre celles des clauses militaires qui concernent la livraison des armes, on ne proteste qu'au sujet de la livraison de 30.000 mitrailleuses ; il n'en restera plus assez pour tirer, si c'est nécessaire, sur le peuple allemand.

En effet, l'état intérieur est très grave en Allemagne, en révolution, infectée de bolchevisme. Il faut y maintenir l'ordre. C'est d'ailleurs l'intérêt des alliés, pour éviter la contagion bolchevique comme aussi pour assurer la solvabilité de leurs débiteurs, car on s'attend à des demandes de réparations très importantes.

Par suite, il est de l'intérêt de tous que l'armée allemande rentre en ordre en Allemagne et pour cela il faut étendre les délais accordés pour l'évacuation. Il s'agit d'accorder en plus, non pas des jours, mais des semaines.

Enfin, l'Allemagne est menacée de famine ; les clauses de l'armistice concernant le blocus et le matériel de chemin de fer sont inhumaines, parce qu'elles paralysent le ravitaillement de la population et causeront la mort de femmes et d'enfants.

En résumé, il faut conserver à l'Allemagne une armée en ordre pour lui permettre de réprimer les troubles, et il faut l'aider à éviter la famine.

Il est répondu d'une manière générale que l'état de désorganisation dans lequel se trouve l'armée allemande est le résultat de l'avance victorieuse des armées alliées depuis près de quatre mois, et que le haut commandement allié a le devoir de se garder, par les conditions de l'armistice, au minimum la possession de tous les avantages acquis. En terminant ces entretiens, le général Weygand spécifie nettement : 1. Que des entretiens particuliers, tels que ceux qui viennent d'avoir lieu, ne sont que des échanges de vues n'engageant pas les interlocuteurs et ayant simplement pour objet de donner aux délégués allemands les éclaircissements nécessaires pour leur permettre d'établir leurs demandes en connaissance de cause ; 2. Que les questions ou demandes qu'auront à faire les délégués allemands devront l'être par écrit. Il est convenu qu'il en sera ainsi et qu'une note confidentielle sera adressée au général Weygand, qui examinera les

questions qu'il y aurait lieu de soumettre au maréchal Foch (ceci afin d'éviter un premier examen de ces questions en séance plénière).

9 novembre. – La délégation allemande fait émettre, le 9, à 15 h. 45, au général Weygand, le texte des observations relatives aux conditions de l'armistice avec l'Allemagne. Le texte est apporté par le comte Oberndorff et le général Von Winterfeldt, qui reviennent sur les arguments exposés la veille, sans rien dire de nouveau qui vaille la peine d'être noté.

10 novembre. – Le texte de la réponse aux observations relatives aux conditions de l'armistice avec l'Allemagne est remis aux délégués allemands le 10 novembre à 21 h. 30. Le même jour, à 18 h. 30, le maréchal Foch fait remettre la note suivante aux plénipotentiaires allemands :

Commandement en chef des armées alliées état-major général g. Q.
G. A. 10 novembre 1918.

Aux termes du texte remis au maréchal Foch, les pouvoirs de MM. les plénipotentiaires allemands sont limités, pour conclure un accord, par l'acceptation du chancelier.

Les délais accordés pour la conclusion de l'armistice expirant demain à 11 heures, on a l'honneur de demander si MM. les plénipotentiaires allemands ont reçu l'acceptation par le chancelier allemand des conditions qui ont été communiquées, et, dans le cas de la négative, s'il n'y aurait pas lieu de provoquer sans retard une réponse de sa part.

Par ordre, le général de division major général des armées alliées.
signé : Weygand.

Les délégués allemands répondent, à 21 h. 30, par la note suivante :

Les plénipotentiaires allemands ont l'honneur de répondre au haut commandement des armées alliées, comme suite à la question qui leur a été posée le 10 novembre, qu'une décision du chancelier de l'empire ne leur est pas encore parvenue.

Les plénipotentiaires ont déjà fait en sorte de provoquer la transmission la plus rapide possible des instructions.

signé : Erzberger, secrétaire d'état.

Entre temps, entre 19 heures et 20 heures, arrivaient par T.S.F. les deux messages suivants :

1. Le gouvernement allemand aux plénipotentiaires auprès du haut commandement des alliés le gouvernement allemand accepte les conditions de l'armistice qui lui ont été posées le 8 novembre. le chancelier de l'empire, 3084.

2. Le haut commandement allemand aux plénipotentiaires auprès du haut commandement des alliés :

Le gouvernement de l'empire communique au haut commandement ce qui suit pour le sous-secrétaire d'état Erzberger : votre excellence est autorisée à signer l'armistice.

Vous voudrez bien en même temps faire figurer au procès-verbal la déclaration ci-après : le gouvernement allemand s'attachera de toutes ses forces à l'exécution des conditions fixées.

Toutefois les soussignés considèrent comme de leur devoir de faire ressortir que l'exécution de certains points de ces conditions précipiteront dans la famine la population de la partie de l'empire allemand qui ne doit pas être occupée.

L'abandon dans les régions à évacuer de tous les approvisionnements qui étaient destinés à l'alimentation des troupes, ainsi que la limitation équivalant à une suppression des moyens de transport nécessaires au trafic, rendront, étant donné le maintien du blocus, impossible l'alimentation, ainsi que toute organisation de la répartition des vivres.

Les soussignés demandent en conséquence à être autorisés à négocier, pour modifier certains points, de telle manière que la nourriture puisse être assurée.

Le chancelier de l'empire.

p.s. - Le haut commandement appelle encore l'attention sur les points transmis aujourd'hui à midi au général Von Winterfeldt. Aviser par radio de la signature de l'armistice.

Vers 21 heures, commençait, en outre, à arriver un télégramme chiffré très long du maréchal Von Hindenburg. En remettant aux délégués allemands les télégrammes, le général Weygand demande à M. Erzberger s'il estime que ces télégrammes donnent un caractère d'authenticité suffisant à l'acceptation attendue du chancelier. M. Erzberger répond affirmativement en faisant remarquer que le nombre 3084 qui accompagne la signature du premier de ces télégrammes est le chiffre convenu pour marquer cette authenticité. Il est demandé alors aux délégués allemands à quelle heure ils seront en mesure de prendre part à une réunion plénière, pour arrêter et signer le texte définitif des conditions de l'armistice. Les délégués allemands demandent un certain temps pour déchiffrer le télégramme Hindenburg et pour étudier les réponses du haut commandement allié à leurs observations. Ils sont priés de faire connaître, dès que possible, l'heure à laquelle pourra avoir lieu cette réunion plénière, de façon, puisque la signature de l'armistice est décidée, à arrêter le plus tôt possible l'effusion du sang.

11 novembre. – Le 11 novembre à 2 h. 05, les délégués allemands font connaître qu'ils sont prêts à entrer en séance. La séance s'ouvre à 2 h. 15. Le maréchal Foch déclare que le texte définitif de l'armistice va être arrêté, et il prescrit au général Weygand d'en donner lecture, en substituant, pour les parties modifiées au texte remis le 8 novembre, le nouveau texte indiqué dans la réponse aux observations.

Le texte est lu, discuté et arrêté, article par article. Il porte :

Entre le maréchal Foch, commandant en chef les armées alliées, stipulant au nom des puissances alliées et associées, assisté de l'amiral Wemyss, first sea lord, d'une part :

M. Le secrétaire d'état Erzberger, président de la délégation allemande ; M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire comte Von Oberndorff ; M. le général major Von Winterfeldt ; M. le capitaine de

vaisseau Vanselow, munis de pouvoirs réguliers et agissant avec l'agrément du chancelier allemand, d'autre part, il a été conclu un armistice aux conditions suivantes :

A) Conditions de l'armistice conclu avec l'Allemagne.

a) sur le front d'occident.

I. Cessation des hostilités, sur terre et dans les airs, six heures après la signature de l'armistice.

II. Évacuation immédiate des pays envahis : Belgique, France, Luxembourg, ainsi que de l'Alsace-Lorraine, réglée de manière à être réalisée dans un délai de quinze jours, à dater de la signature de l'armistice. Les troupes allemandes, qui n'auront pas évacué les territoires prévus dans les délais fixés, seront faites prisonnières de guerre. L'occupation par l'ensemble des troupes des alliés et des États-Unis suivra, dans ces pays, la marche de l'évacuation. Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

III. Rapatriement, commençant immédiatement et devant être terminé dans un délai de quinze jours, de tous les habitants des pays énumérés ci-dessus (y compris les otages et les prévenus ou condamnés).

IV. Abandon par les armées allemandes du matériel de guerre suivant en bon état : 5.000 canons (dont 2.500 lourd et 2.500 de campagne) , 25.000 mitrailleuses ; 3.000 minenwerfer ; 1.700 avions de chasse et de bombardement, en premier lieu tous les d. 7 et tous les avions de bombardement de nuit ; à livrer sur place aux troupes des alliés et des États-Unis, dans les conditions de détail fixées dans la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

V. Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes. Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes d'occupation des alliés et des états-Unis. Les troupes des alliés et des Etats-Unis assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenz, Cologne) avec, en ces points, des têtes de pont de trente kilomètres de rayon, sur la rive droite, et des garnisons tenant également les points stratégiques de la région. Une zone neutre sera réservée, sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement aux têtes de pont et au fleuve, et à dix kilomètres de distance, depuis la frontière de Hollande jusqu'à la frontière de la Suisse. L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de seize nouveaux jours, soit trente et un jours après la signature de l'armistice. Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

VI. Dans tous les territoires évacués par l'ennemi toute évacuation des habitants sera interdite ; il ne sera apporté aucun dommage ou préjudice à la personne ou à la propriété des habitants. Personne ne sera poursuivi pour délit de participation à des mesures de guerre

antérieures à la signature de l'armistice. Il ne sera fait aucune destruction d'aucune sorte. Les installations militaires de toute nature seront livrées intactes ; de même les approvisionnements militaires, vivres, munitions, équipements, qui n'auront pas été emportés dans les délais d'évacuation fixés. Les dépôts de vivres de toute nature pour la population civile, bétail, etc., devront être laissés sur place. Il ne sera prise aucune mesure générale d'ordre officiel ayant pour conséquence une dépréciation des établissements industriels ou une réduction dans leur personnel.

VII. Les voies et moyens de communication de toute nature, voies ferrées, voies navigables, routes, ponts, télégraphes, téléphones, ne devront être l'objet d'aucune détérioration. Tout le personnel civil et militaire, actuellement utilisé, y sera maintenu. Il sera livré aux puissances associées : 5.000 machines montées et 150.000 wagons en bon état de roulement et pourvus de tous rechanges et agrès nécessaires, dans les délais dont le détail est fixé à l'annexe n° 2 et dont le total ne devra pas dépasser trente et un jours. Il sera également livré 5.000 camions automobiles en bon état, dans un délai de trente-six jours. Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, dans un délai de trente et un jours, seront livrés, dotés de tout le personnel et matériel affectés organiquement à ce réseau. En outre, le matériel nécessaire à l'exploitation dans les pays de la rive gauche du Rhin sera laissé sur place. Tous les approvisionnements en charbon et matières d'entretien, en matériel de voies, de signalisation et d'atelier seront laissés sur place. Ces approvisionnements seront entretenus par l'Allemagne, en ce qui concerne l'exploitation des voies de communication des pays de la rive gauche du Rhin. Tous les chalands enlevés aux alliés leur seront rendus. La note annexe n° 2 règle le détail de ces mesures.

VIII. Le commandement allemand sera tenu de signaler, dans un délai de quarante-huit heures après la signature de l'armistice, toutes les mines ou dispositifs de retard agencés sur les territoires évacués par les troupes allemandes, et d'en faciliter la recherche et la destruction. Il signalera également toutes les dispositions nuisibles qui auraient pu être prises (tels qu'empoisonnement ou pollution de sources et de puits, etc.). Le tout sous peine de représailles.

IX. Le droit de réquisition sera exercé par les armées des alliés et des États-Unis dans tous les territoires occupés, sauf règlement de comptes avec qui de droit. L'entretien des troupes d'occupation des pays du Rhin (non compris l'Alsace-Lorraine) sera à la charge du gouvernement allemand.

X. Rapatriement immédiat, sans réciprocité, dans des conditions de détail à régler, de tous les prisonniers de guerre, y compris les prévenus et condamnés, des alliés et des États-Unis. Les puissances alliées et les États-Unis pourront en disposer comme bon leur semblera. Cette condition annule les conventions antérieures au sujet de l'échange des prisonniers de guerre, y compris celle de juillet 1918 en cours de ratification. Toutefois, le rapatriement des prisonniers de guerre allemands, internés en Hollande et en Suisse, continuera

comme précédemment. Le rapatriement des prisonniers de guerre allemands sera réglé à la conclusion des préliminaires de paix.

XI. Les malades et les blessés évacués, laissés sur les territoires évacués par les armées allemandes, seront soignés par du personnel allemand, qui sera laissé sur place avec le matériel nécessaire.

B) dispositions relatives aux frontières orientales de l'Allemagne.

XII. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Turquie, doivent rentrer immédiatement dans les frontières de l'Allemagne telles qu'elles étaient au 1er août 1914. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de la Russie devront également rentrer dans les frontières de l'Allemagne définies comme ci-dessus, dès que les alliés jugeront le moment venu, compte tenu de la situation intérieure de ces territoires.

XIII. Mise en train immédiate de l'évacuation par les troupes allemandes et du rappel de tous les instructeurs, prisonniers et agents civils et militaires allemands se trouvant sur les territoires de la Russie (dans les limites du 1er août 1914).

XIV. Cessation immédiate par les troupes allemandes de toutes réquisitions, saisies ou mesures coercitives en vue de se procurer des ressources à destination de l'Allemagne, en Roumanie et en Russie (dans leurs limites du 1er août 1914).

XV. Renonciation au traité de Bucarest et de Brest-Litovsk et traités complémentaires.

XVI. Les alliés auront libre accès aux territoires évacués par les allemands, sur les frontières orientales, soit par Dantzig, soit par la Vistule, afin de pouvoir ravitailler les populations, et dans le but de maintenir l'ordre.

C) dans l'Afrique orientale.

XVII. évacuation de toutes les forces allemandes opérant dans l'Afrique orientale dans un délai réglé par les alliés.

D) clauses générales.

XVIII. Rapatriement, sans réciprocité, dans le délai maximum d'un mois, dans des conditions de détail à fixer, de tous les internés civils, y compris les otages, les prévenus ou condamnés, appartenant à des puissances alliées ou associées, autres que celles énumérées à l'article 3.

E) clauses financières.

XIX. Sous réserve de toute revendication et réclamation ultérieure de la part des alliés et des États-Unis. Réparation des dommages. Pendant la durée de l'armistice, il ne sera rien distrait par l'ennemi des valeurs publiques pouvant servir aux alliés de gages pour le recouvrement des réparations de guerre. Restitution immédiate de l'encaisse de la banque nationale de Belgique, et, en général, remise immédiate de tous documents, espèces, valeurs (mobilières ou

fiduciaires avec le matériel d'émission) touchant aux intérêts publics et privés dans les pays envahis. Restitution de l'or russe ou roumain pris par les allemands ou remis à eux. Cet or sera pris en charge par les alliés jusqu'à la signature de la paix.

F) clauses navales.

XX. Cessation immédiate de toute hostilité sur mer et indication précise de l'emplacement et des mouvements des bâtiments allemands. Avis donné aux neutres de la liberté concédée à la navigation des marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées dans toutes eaux territoriales, sans soulever des questions de neutralité.

XXI. Restitution, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre des marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées, au pouvoir des allemands.

XXII. Livraison aux alliés et aux États-Unis de tous les sous-marins (y compris tous les croiseurs sous-marins et tous les mouilleurs de mines) actuellement existants, avec leur armement et équipement complets, dans les ports désignés par les alliés et les états-Unis. Ceux qui ne peuvent pas prendre la mer seront désarmés de personnel et de matériel et ils devront rester sous la surveillance des alliés et des états-Unis. Les sous-marins qui sont prêts pour la mer seront préparés à quitter les ports allemands aussitôt que des ordres seront reçus par T.S.F. pour leur voyage au port désigné de la livraison, et le reste le plus tôt possible. Les conditions de cet article seront réalisées dans un délai de quatorze jours après signature de l'armistice.

XXIII. Les navires de guerre de surface allemands qui seront désignés par les alliés et les États-Unis seront immédiatement désarmés, puis internés dans des ports neutres, ou à leur défaut dans les ports alliés désignés par les alliés et les états-Unis. Ils y demeureront sous la surveillance des alliés et des États-Unis, des détachements de garde étant seuls laissés à bord. La désignation des alliés portera sur : 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre, 8 croiseurs légers (dont 2 mouilleurs de mines), 50 destroyers des types les plus récents. Tous les autres navires de guerre de surface (y compris ceux de rivière) devront être réunis et complètement désarmés dans les bases navales allemandes désignées par les alliés et les États-Unis, et y être placés sous la surveillance des alliés et des états-Unis. L'armement militaire de tous les navires de la flotte auxiliaire sera débarqué. Tous les vaisseaux désignés pour être internés seront prêts à quitter les ports allemands sept jours après la signature de l'armistice. On donnera par T.S.F. les directions pour le voyage.

XXIV. Droit pour les alliés et les États-Unis, en dehors des eaux territoriales allemandes, de draguer tous les champs de mines et de détruire les obstructions placées par l'Allemagne, dont l'emplacement devra leur être indiqué.

XXV. Libre entrée et sortie de la Baltique pour les marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées, assurée par l'occupation de tous les forts, ouvrages, batteries et défense de tout ordre allemands, dans toutes les passes allant du Cattégat à la

Baltique, et par le dragage et la destruction de toutes mines et obstructions dans et hors les eaux territoriales allemandes, dont les plans et emplacements exacts seront fournis par l'Allemagne, qui ne pourra soulever aucune question de neutralité.

XXVI. Maintien du blocus des puissances alliées et associées, dans les conditions actuelles, les navires de commerce allemands trouvés en mer restant sujets à capture. Les alliés et les États-Unis envisagent le ravitaillement de l'Allemagne, pendant l'armistice, dans la mesure reconnue nécessaire.

XXVII. Groupement et immobilisation dans les bases allemandes désignées par les alliés et les États-Unis de toutes les forces aériennes.

XXVIII. Abandon par l'Allemagne, sur place et intacts, de tout le matériel de port et de navigation fluviale, de tous les navires de commerce, remorqueurs et chalands, de tous les appareils, matériel et approvisionnements d'aéronautique maritime, toutes armes, appareils, approvisionnements de toute nature, en évacuant la côte et les ports belges.

XXXIX. Évacuation de tous les ports de la mer Noire par l'Allemagne et remise aux alliés et aux États-Unis de tous les bâtiments de guerre russes saisis par les allemands dans la mer Noire ; libération de tous les navires de commerce neutres saisis ; remise de tout le matériel de guerre ou autre, saisi dans ces ports, et abandon du matériel allemand énuméré à la clause XXVII.

XXXX. Restitution, sans réciprocité, dans des ports désignés par les alliés et les États-Unis, de tous les navires de commerce appartenant aux puissances alliées et associées, actuellement au pouvoir de l'Allemagne.

XXXI. Interdiction de toute destruction des navires ou de matériel avant évacuation, livraison ou restitution.

XXXII. Le gouvernement allemand notifiera formellement à tous les gouvernements neutres, et en particulier aux gouvernements de Norvège, de Suède, du Danemark et de la Hollande, que toutes les restrictions imposées au trafic de leurs bâtiments avec les puissances alliées et associées, soit par le gouvernement allemand lui-même, soit par des entreprises allemandes privées, soit en retour de concessions définies, comme l'exportation de matériaux de constructions navales, ou non, sont immédiatement annulées.

XXXIII. Aucun transfert de navires marchands allemands de toute espèce sous un pavillon neutre quelconque ne pourra avoir lieu après la signature de l'armistice.

G) durée de l'armistice.

XXXIV. La durée de l'armistice est fixée à trente-six jours, avec faculté de prolongation. Au cours de cette durée, l'armistice peut, si les clauses ne sont pas exécutées, être dénoncé par l'une des parties contractantes qui devra en donner le préavis quarante-huit heures à l'avance. Il est entendu que l'exécution des articles 3 et 17 ne donnera lieu à dénonciation de l'armistice pour insuffisance d'exécution dans les

délais voulus, que dans le cas d'une exécution mal intentionnée. Pour assurer dans les meilleures conditions l'exécution de la présente convention, le principe d'une commission d'armistice internationale permanente est admis. Cette commission fonctionnera sous la haute autorité du commandement en chef militaire et naval des armées alliées.

Le présent armistice a été signé le 11 novembre 1918 à 5 heures (cinq heures), heure française.

signé : F. Foch. R. E. Wemyss. Erzberger, A. Oberndorff. Winterfeldt. Vanselow.

À 5 h. 05, on est d'accord sur le texte définitif. Il est décidé qu'afin d'arrêter les hostilités le plus tôt possible, la dernière page de ce texte sera dactylographiée immédiatement et que les signatures y seront apposées. À 5 heures 10, les plénipotentiaires alliés et allemands y apposent leurs signatures. L'heure conventionnelle de 5 heures est adoptée comme heure de la signature. Le haut commandement allié, en raison des événements politiques survenus en Allemagne, a demandé (fin de la réponse aux observations) à ajouter à ce texte la clause suivante :

Dans le cas où les bateaux allemands ne seraient pas livrés dans les délais indiqués, les gouvernements des alliés et des États-Unis auront le droit d'occuper Hélioland pour en assurer la livraison.

Les délégués allemands déclarent ne pouvoir accepter de signer cette clause, mais accepter d'en appuyer l'adoption éventuelle auprès du gouvernement allemand. Ces transactions font l'objet d'un accord particulier. M. Erzberger demande la parole et lit la déclaration suivante, dont il remet le texte, signé des quatre plénipotentiaires allemands, au maréchal Foch : le 11 novembre 1918.

Déclaration des plénipotentiaires allemands à l'occasion de la signature de l'armistice. Le gouvernement allemand s'efforcera naturellement de veiller de toutes ses forces à l'exécution des conditions imposées.

Les plénipotentiaires soussignés reconnaissent qu'en certains points, sur leur intervention, quelque bienveillance a été montrée. Ils peuvent par conséquent considérer que les remarques qu'ils ont faites le 9 novembre à propos des conditions de l'armistice avec l'Allemagne et que la réponse qui leur a été remise le 10 novembre font partie intégrante de l'ensemble de la convention.

Mais ils ne peuvent laisser subsister aucun doute sur ce fait que, en particulier, la brièveté des délais d'évacuation, ainsi que la livraison des moyens de transport indispensables menacent de provoquer une situation qui peut les mettre dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution des conditions, sans qu'il y ait de la faute du gouvernement et du peuple allemands.

Les plénipotentiaires soussignés considèrent de plus comme leur devoir, en se référant à leurs déclarations orales et écrites réitérées, d'insister vivement sur ce point que l'exécution de ce traité peut précipiter le peuple allemand dans l'anarchie et la famine.

D'après les discussions qui ont amené l'armistice, nous pouvons espérer des conditions qui, tout en assurant à notre adversaire pleine

et entière sécurité militaire, auraient mis fin aux souffrances des non-combattants, des femmes et des enfants.

Le peuple allemand qui, pendant cinquante mois, a tenu tête à un monde d'ennemis gardera, en dépit de toute violence, sa liberté et son unité.

Un peuple de 70 millions souffre, mais ne meurt pas.

signé : Erzberger, Oberndorff, Winterfeldt, Vanselow.

Le Maréchal Foch déclare la séance terminée, et les délégués allemands se retirent. Le télégramme suivant était immédiatement envoyé sur tout le front par radio et par message téléphoné aux commandants en chef :

1. Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 11 novembre à 11 heures, heure française.
2. Les troupes alliées ne dépasseront pas jusqu'à nouvel ordre la ligne atteinte à cette date et à cette heure. Rendre compte exactement de cette ligne.
3. Toute communication avec l'ennemi est interdite jusqu'à la réception des instructions envoyées aux commandants d'armées.

Dans le courant de la matinée, les différents documents sont remis aux plénipotentiaires allemands. Leur train quitte le garage de Rethondes à 11 heures 30 pour Tergnier, où ils retrouveront leurs automobiles. Sur leur demande, toutes facilités ont été données au capitaine allemand Geyer pour se rendre en avion au grand quartier général allemand, porteur des textes et de la carte.

Cet officier a quitté en avion le terrain d'atterrissage de Tergnier vers 12 heures 30.

Le général de division major général des armées alliées :

signé : Weygand.

Le 11 novembre à 11 heures, le feu était arrêté sur tout le front des armées alliées. Un silence impressionnant succédait à cinquante-trois semaines de bataille. Les peuples pouvaient entrevoir le rétablissement de la paix dans le monde. Le lendemain, j'adressais un ordre du jour de félicitations aux armées alliées :

Officiers, sous-officiers, soldats des armées alliées.

Après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit. Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. Soyez fiers ! d'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux. La postérité vous garde sa reconnaissance.

le maréchal de France, commandant en chef les armées alliées :

F Foch.

Chapitre XV — La marche au Rhin.

Les armées avaient-elles le 11 novembre entièrement rempli leur tâche envers leurs pays ? La marche au Rhin. - les renouvellements de l'armistice.

Quelques jours plus tard, et conformément au protocole qui avait accompagné l'armistice, les armées alliées se mettaient en mouvement pour gagner le Rhin et occuper avec la Rhénanie les trois têtes de pont de Cologne, Coblenz, Mayence. Avant de les suivre dans cette marche victorieuse, on peut se demander si, en acceptant l'armistice du 11 novembre, elles avaient entièrement rempli leur tâche envers leurs pays

L'armistice signé par le commandant en chef des armées alliées n'était ni un traité de paix, ni même des préliminaires de paix. Il était une suspension des hostilités intervenant au cours de la lutte pour arrêter l'effusion de sang et donner aux états belligérants les délais nécessaires à l'établissement du traité de paix. Bien que le texte comportât certaines clauses politiques ou financières d'une réalisation immédiate, il ne fixait pas la situation des états belligérants à l'issue de la lutte. Les gouvernements alliés s'étaient réservé cette tâche importante : le traité de paix.

Et, pour garantir aux gouvernements la possibilité de la remplir intégralement, les armées alliées et leur commandement allaient arrêter leurs opérations dans une situation militaire assez avantageuse pour interdire à l'ennemi toute résistance aux intentions de leurs gouvernements et aux conditions de la paix qu'ils dicteraient. Le Rhin était un obstacle à l'abri duquel l'Allemagne eût pu remettre en question les victoires de nos armées, reconstituer ses forces et discuter les conditions de la paix. Nos armées allaient le tenir. Elles allaient même en tenir les deux rives. De là, elles pourraient au besoin, en reprenant leur marche, mettre un terme aux difficultés qu'eût pu présenter le gouvernement allemand. C'est ce qu'allait établir bientôt la signature, sans conteste, à Versailles, le 28 juin 1919, du traité tel que les gouvernements alliés et associés s'étaient réservé de l'établir. En outre, l'occupation de la Rhénanie en vertu de l'armistice constituait aux mains des alliés une hypothèque capable de garantir le règlement des indemnités qu'ils allaient avoir à réclamer. C'est ainsi que, par cette possibilité de reprendre éventuellement la lutte en partant d'une position maîtresse, et par cette prise d'hypothèque, assurées dans le texte même de l'armistice et représentant une victoire consolidée, le haut commandement allié avait mis aux mains des gouvernements alliés tous les moyens de faire la paix qu'ils jugeraient convenables entre eux, comme aussi de la faire exécuter par l'ennemi. Que l'on ne se figure pas d'ailleurs que la signature de l'armistice fût prématurée de notre part, que nous eussions trouvé un bénéfice à la retarder de quelques jours ou même de quelques semaines en consacrant définitivement la défaite allemande par un désastre militaire tel qu'un nouveau Sedan. à ce sujet, nous avons déjà dit plus haut l'effet à attendre de l'attaque préparée à l'est de la Moselle pour le 14 novembre, et dont l'exécution fut arrêtée par la suspension des hostilités du 11 novembre. Cela eût été en réalité, après un beau départ, une extension de trente kilomètres donnée à notre bataille de trois cents kilomètres, menée victorieusement jusque-là de la mer du Nord à la Lorraine, sans que la nature de cet assaut frontal pût en rien pour cela être modifiée ou améliorée à notre profit.

Depuis la deuxième quinzaine de juillet, les armées alliées avaient, par une série de combats, battu et rejeté les armées allemandes en leur prenant 7.990 officiers, 355.000 hommes, 6.215 canons, 38.622 mitrailleuses, chiffres qui dépassent tous ceux que l'histoire avait enregistrés jusqu'alors, et ceux de plusieurs Sedan. Par leurs coups répétés elles avaient apporté chez l'ennemi une démoralisation qui aboutissait à l'insurrection. Les hostilités en se poursuivant leur auraient permis d'accentuer et d'augmenter ces résultats probants sans en modifier l'espèce. Les effectifs de plusieurs millions d'hommes, pourvus d'un armement à tir rapide et d'un matériel considérable, en retraite sur un espace relativement restreint, devaient maintenir à la lutte tous ces caractères. C'étaient, du côté allemand, des masses confuses, les débris de plus de deux cents divisions se repliant à l'état de cohues, sorte de fourmilière en marche, remplissant le pays, mais armées de canons, de mitrailleuses, de fusils, par cela inabordable et à plus forte raison impénétrables grâce au tir rapide de leur armement, tant que l'assaillant n'aurait pas amené plus de canons, de mitrailleuses. Comme après le passage d'un grand fléau, elles laissaient derrière elles un pays dévasté ; ce n'étaient partout que ravages, les routes et les ponts détruits, avec en plus l'encombrement du matériel abandonné barrant les espaces praticables.

Dès lors, quelles difficultés pour les têtes de colonnes lancées en poursuite, de présenter promptement des forces suffisantes pour disloquer encore cette cohue en retraite, la rompre ou la déborder ! Ce n'était qu'avec une puissante artillerie qu'elles pouvaient agir. Mais à mesure que les colonnes victorieuses avançaient, il fallait les ravitailler en vivres et en munitions, opérations qui en ralentissaient singulièrement encore la marche, faute de chemins de fer et par suite de l'état des routes. C'étaient au total des armées alliées en ordre, poussant devant elles des troupes de plus en plus en désordre, récoltant un matériel abondant et des prisonniers, preuves de leur succès croissant. Et de ce train elles mèneraient la campagne jusqu'au Rhin, pour en repartir ensuite, après y avoir établi une nouvelle et forte base, et après avoir réparé leurs communications indispensables, si d'ici là un cataclysme ne se produisait dans la masse ennemie. Mais le désordre qu'elles ont semé dans les rangs ennemis cruellement éprouvés grandissait rapidement, il y provoquait l'insurrection. Il se répandait dans le pays pour y apporter la révolution issue de l'épreuve, comme aussi la conviction de l'impossibilité d'une résistance.

L'Allemagne, affamée par quatre ans de guerre, n'a plus qu'une armée désorganisée, incapable d'arrêter le flot victorieux des alliés, et en révolte contre ses chefs. Le pays est à la merci des vainqueurs. Elle signe sans discussion l'armistice pour sauver de la guerre destructrice le restant de ses institutions. Dès le 11 novembre, j'avais adressé aux commandants en chef une instruction d'ensemble fixant les conditions dans lesquelles nos territoires évacués par l'ennemi seraient occupés par les armées alliées. Ces armées franchissaient, le 17 novembre, le front sur lequel elles se trouvaient au moment de l'arrêt des hostilités. Le 30, tous les pays envahis (France, Belgique, Luxembourg, Alsace-Lorraine), étaient par elles entièrement réoccupés. Dès le 25, j'avais fait mon entrée à Metz, et, le 26, à Strasbourg.

Pendant ce temps, nous préparions l'occupation prochaine des pays rhénans. Elle comporterait quatre zones : Mayence, Coblenche, Cologne, Aix-La-Chapelle, placées respectivement sous un commandement français, américain, britannique et belge. Dans chaque zone, les troupes appartiendraient en principe à la même nationalité ; toutefois dans les têtes de pont, ainsi que dans les pays de la rive

gauche du Rhin entre la tête de pont de Cologne et la frontière hollandaise, il était stipulé que, pour maintenir le caractère d'une occupation alliée, les garnisons seraient constituées avec des troupes appartenant à plusieurs nations alliées.

Au total, les armées alliées auraient initialement en Rhénanie, tant en première ligne qu'en réserve, 16 corps d'armée comprenant en tout 40 divisions et 5 divisions de cavalerie, dont l'entretien serait à la charge du gouvernement allemand. Dans la pratique, le caractère interallié de l'occupation des têtes de pont ne put être intégralement observé. C'est ainsi que la tête de pont de Cologne fut entièrement confiée aux Britanniques, la division française qui devait en faire partie ayant été affectée, par suite des nécessités du moment, à la zone belge d'Aix-La-Chapelle.

Le 1er décembre, les armées alliées entraient en Allemagne. Le 9, elles atteignaient le Rhin, le franchissaient le 13, et le 17 décembre les têtes de pont étaient entièrement occupées. À partir de cette date, les armées de l'entente montaient la garde au Rhin. De là, elles voyaient à leurs pieds l'Allemagne vaincue ; elles n'avaient qu'un mouvement à faire pour l'empêcher de se redresser, si elle en avait des velléités. De là, elles permettaient aux gouvernements alliés de dicter aux empires centraux la paix qu'ils jugeraient convenable de leur imposer. Elles avaient accompli toute leur tâche. Cependant, quelle que hâte que l'on eût d'en arriver à cette paix définitive dont le monde avait soif, les négociations qui en devaient amener la conclusion allaient être forcément longues.

L'arrivée tardive en France du président Wilson, l'ampleur des problèmes qui se posaient, la nécessité de réaliser sur toutes les questions l'accord préalable des alliés dont les opinions étaient souvent différentes, tout cela exigea des délais tels que, malgré la bonne volonté et l'extrême labeur des artisans du traité, il fallut quatre mois aux alliés pour édifier leur oeuvre et cinq pour qu'elle fût acceptée de l'Allemagne. Or l'armistice signé à Rethondes avait une durée de validité limitée à trente-six jours. Cette durée expirait le 17 décembre, date à laquelle les plénipotentiaires alliés pour la paix commençaient seulement d'arriver à Paris. Force fut donc de renouveler la convention du 11 novembre. Les négociations entreprises à cet effet eurent lieu à Trèves, toujours dans le wagon bureau du train du maréchal et entre mêmes délégués qu'à Rethondes, les 12 et 13 décembre 1918. Sans entrer dans les détails de ces négociations, il suffit de signaler qu'elles aboutirent aux résultats suivants :

1. La durée de l'armistice était prolongée d'un mois, c'est-à-dire jusqu'au 17 janvier 1919.
2. Le haut commandement allié se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, la zone neutre de la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne et jusqu'à la frontière hollandaise.

On espérait que cette nouvelle convention permettrait d'atteindre le moment où seraient remis aux Allemands des préliminaires de paix, que nos ennemis eux-mêmes souhaitaient. C'était en effet la solution naturelle, si l'on voulait donner quelque détente à l'appareil militaire. Malheureusement, cette solution ne put intervenir à temps au conseil des quatre, et, les 15 et 16 janvier, je me rendais de nouveau à Trèves pour conclure avec les délégués allemands une deuxième prolongation de l'armistice, qui aboutit aux décisions principales suivantes :

1. Armistice prolongé d'un mois, jusqu'au 17 février ;
2. Fourniture par l'Allemagne de machines et instruments agricoles ;
3. Création à Berlin d'une commission alliée pour le contrôle des prisonniers de guerre russes en Allemagne ;
4. Dispositions de détail concernant l'exécution de certaines clauses de la convention du 11 novembre, relatives à la livraison des navires allemands et à la restitution du matériel enlevé en France et en Belgique ;
5. Pour assurer le ravitaillement en vivres de l'Allemagne et du reste de l'Europe, le gouvernement allemand mettait, pendant la durée de l'armistice, toute la flotte de commerce allemande sous le contrôle et sous pavillons des alliés ;
6. Le haut commandement se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, le secteur de la place de Strasbourg constitué par les forts de la rive droite du Rhin avec une bande de terrain de cinq à dix kilomètres en avant de ces forts. La deuxième prolongation de l'armistice avait été conclue comme la première dans l'espoir qu'elle pourrait être étendue jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix. Ceux-ci n'ayant pu être élaborés et les gouvernements alliés ayant même renoncé à le faire, l'armistice fut renouvelé une troisième fois ; mais il fut alors entendu que cette prolongation serait la dernière et qu'aucune date d'expiration ne serait fixée, les puissances alliées se réservant simplement le droit d'y mettre fin sur un préavis de trois jours.

Il n'y eut pas de disposition nouvelle. La poursuite et l'achèvement des clauses incomplètement réalisés étaient confiés à la commission permanente d'armistice. D'autre part, les allemands étaient mis en demeure de renoncer immédiatement à toutes opérations offensives contre les polonais dans la région de Posen ou dans toute autre région, et une ligne de démarcation était tracée, que leurs troupes ne devaient pas franchir. Le 28 juin 1919, la paix était conclue et signée dans la galerie des glaces du palais de Versailles.

FIN DE L'OUVRAGE